

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS
LES ADJUDICATIONS
DE TRAVAUX PUBLICS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le samedi 13 janvier 1900, à 1 heure et demie du soir

PAR

Adolphe OUBERT

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Sous la présidence de M. MONGIN, *professeur.*

Suffragants { MM. TRUCHY, *professeur adjoint,*
VIGNES, *agréé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1900

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS
LES ADJUDICATIONS
DE TRAVAUX PUBLICS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le samedi 13 janvier 1900, à 1 heure et demie du soir

PAR

Adolphe OUBERT

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Sous la présidence de M. MONGIN, *professeur.*

Suffragants { MM. TRUCHY, *professeur adjoint,*
VIGNES, *agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

—
1900

A MON PÈRE

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Depuis quelques années, des efforts multiples se font en France pour que les pouvoirs publics interviennent de plus en plus en faveur des ouvriers. Notre législation du travail nous donne la preuve de cette tendance manifeste. Des objections sérieuses ont été produites contre cette action protectrice qui rencontre parfois de grands obstacles. Mais il est un domaine où les difficultés s'aplanissent : c'est celui des adjudications de travaux publics. Dans ce cas, les pouvoirs eux-mêmes qui commandent et font effectuer ces travaux, c'est-à-dire l'Etat, les départements, les communes, peuvent-ils obliger les entrepreneurs à accorder certaines conditions favorables de travail aux ouvriers employés sur les chantiers ? Telle est la question très limitée que nous venons étudier.

Après avoir recherché en une sorte de compte rendu historique, quels ont été les efforts tentés dans cette voie, nous avons essayé de démontrer qu'au point de vue économique, l'application des « conditions du travail » était rendue nécessaire par les abus possibles du système actuel des adjudications et

par la faiblesse encore trop grande du parti ouvrier. Nous nous sommes demandé en outre si les résultats étaient conformes aux intérêts de l'administration, des entrepreneurs, des ouvriers.

Nous n'avons pas négligé l'étude de ce qui se fait à l'étranger, car mieux que tous les raisonnements théoriques, l'exemple des nations voisines prouve que les conditions du travail peuvent entrer dans le domaine de la pratique. Mais nous nous sommes bornés à des recherches sur l'Angleterre et sur la Belgique qui nous présentaient seules des documents précis.

Enfin, sans nous demander si le gouvernement n'aurait pas dû faire voter une loi par les Chambres, nous avons donné une rapide appréciation des décrets du 10 août 1899, qui, en reconnaissant à l'Etat et aux communes des droits incontestables, malgré la jurisprudence contraire du Conseil d'Etat, accordent ainsi une satisfaction partielle aux vœux de la classe ouvrière.

Nous serions heureux si nous avions pu, en ce bref examen d'une des questions sociales les plus passionnantes, faire sortir certains esprits craintifs de la prudente réserve dans laquelle ils se maintiennent sur le terrain économique. Et notre but serait atteint si, par la vulgarisation toujours plus grande d'idées qui ne sont pas seulement les nôtres, municipalités et associations ouvrières comprenaient enfin tous leurs devoirs aussi bien que leurs droits respectifs.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA QUESTION

La question des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics est toute nouvelle. Nous n'avons donc point à remonter au-delà de ce siècle pour en faire l'historique. Elle a surtout été agitée pendant ces dernières années par les municipalités, notamment par la ville de Paris. Mais avant de rechercher dans quelles conditions les villes ont été amenées à insérer dans les cahiers des charges de leurs travaux des clauses intéressant le sort des ouvriers, nous constaterons que l'Etat, qui pendant longtemps leur a refusé ce droit, a lui-même admis pour ses cahiers des charges des dispositions qui leur étaient favorables. Quant aux départements, nous n'aurons pas à en parler, car ils se sont peu occupés de la question : seul, le conseil général des Pyrénées-Orientales a pris, en 1894, une délibération fixant un salaire minimum à imposer aux entrepreneurs ; mais elle a été annulée par l'autorité administrative.

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES CAHIERS DES CHARGES DE L'ÉTAT

Il est assez curieux de constater que le gouvernement, qui s'est montré parfois intransigeant sur la question des conditions du travail, soit à l'égard de la ville de Paris, soit à l'égard des municipalités de province, a semblé apporter quelques adoucissements à ses rigueurs, lorsqu'il s'agissait de ses propres travaux. Sans aller jusqu'à admettre, comme certains conseils municipaux, le minimum de salaire, il a accepté néanmoins quelques conditions plus bénignes, comme celles qui sont imposées aux entrepreneurs dans le cahier des charges des travaux des ponts et chaussées et dans celui du génie militaire (1).

Le premier de ces cahiers date d'un arrêté du ministre des travaux publics du 16 novembre 1866, qui reproduit celui du 25 août 1833 (2), et le second d'un arrêté du ministre de la guerre du 25 novembre 1876. Ils édictent en faveur des ouvriers employés dans les chantiers de l'Etat de nombreuses disposi-

(1) V. art. de M. Henri Pensa. Cit. oper., p. 153 à 160. — *Rev. socialiste*, janvier 1899. Art. de M. Lavy, sur « les Conditions du travail dans les travaux publics, » p. 47. — Rapport Lavy à la Chambre. Cit. oper., p. 809 à 811.

(2) Un arrêté du 16 fév. 1892 reproduit celui du 16 nov. 1866 en le modifiant très légèrement.

tions. Parmi les plus importantes, les unes se rapportent au nombre des ouvriers à employer et au droit que l'ingénieur exerce à cet égard, les autres au mode de paiement des salaires, au privilège que les ouvriers peuvent faire valoir sur les sommes dues à l'entrepreneur, aux secours à allouer aux ouvriers blessés, enfin au repos du dimanche et au marchandage (1).

(1) L'arrêté du 16 novembre 1866 contient à cet égard quelques articles intéressants :

« Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

« Art. 15. — L'entrepreneur paie les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées, si l'administration le juge nécessaire. En cas de retard régulièrement constaté, l'administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur. (Voir sur ce point, loi du 25 juillet 1891 et circulaire ministérielle du 5 mai 1893.)

« Art. 16. — Une retenue d'un centième est exercée sur les sommes dues à l'entrepreneur, à l'effet d'assurer, sous le contrôle de l'administration, des secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants, et de subvenir aux dépenses du service médical.

« Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'administration. Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

« Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

« Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le préfet, sur la proposition de l'ingé-

Plus récemment, la loi du 13 juin 1896, relative à l'Exposition universelle de 1900 a également admis qu'il y avait quelques concessions à faire aux revendications légitimes du parti ouvrier (1). Elle porte dans son article 10 :

nieur en chef, pour le bon ordre des travaux et la police des chantiers. »

« Il est interdit à l'entrepreneur de faire travailler les ouvriers les dimanches et les jours fériés. »

Le cahier des charges du génie dit dans son article 18 :

« L'entrepreneur est tenu d'avoir un nombre suffisant de commis, de bons appareilleurs, de maîtres ouvriers et de piqueurs intelligents qui soient en état de l'aider dans l'organisation des ateliers, ainsi que dans la conduite des travaux ; il doit avoir également des ouvriers et des moyens de transport en assez grand nombre pour pouvoir procéder activement et sans interruption à l'exécution des ouvrages. »

L'article 19 ajoute :

« Tous les quinze jours, au moins, l'entrepreneur doit payer intégralement ce qui est dû aux ouvriers ; il ne peut, nonobstant tout usage contraire, exercer des retenues sur les salaires dont il est convenu avec eux, si ce n'est en cas d'opposition ou pour se rembourser des avances qu'il leur aurait faites.

« Les paiements sont individuels et se font les dimanches et les jours de fête pendant la matinée ou les jours de travail aux heures de repos.

« Le chef du génie s'assure de la plus ou moins grande régularité avec laquelle s'effectuent ces paiements. En cas de retard de plus d'une quinzaine, il invite, par la voie de l'ordre, l'entrepreneur à se libérer. Huit jours après, si les réclamations persistent, le directeur peut, sur le rapport du chef de génie, autoriser celui-ci à faire payer d'office tout ou partie des salaires arriérés, sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits réservés par la loi aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières. »

(1) Sur l'Exposition universelle de 1900, voir : Chambre, 21 nov. 1895, *J. Off.*, Doc. parlem., 1895, p. 1300 et suiv. — Chambre, 3 février 1896, *J. Off.*, Doc. parlem. 1896, p. 124 et suiv. — Sénat, 9 juin 1896, *J. Off.*, Doc. parlem. 1896, p. 137 à 146.

« Dans tous les travaux, dans toutes les commandes de fournitures et de matériel ayant pour objet la construction des bâtiments, l'organisation, l'installation de l'Exposition de 1900, *les conditions humaines de travail ouvrier* seront établies pour l'exécution des travaux en régie de la ville de Paris et de l'Etat, ou inscrites aux cahiers des charges des entrepreneurs, des industriels et des fournisseurs.

« Ces conditions seront : un jour de repos par semaine. »

Ce n'était pas pour l'Etat se compromettre beaucoup que de traduire l'expression « conditions humaines de travail » par le seul repos hebdomadaire, mais le principe était posé. Un arrêté du ministre du commerce, rendu à la date du 25 septembre 1896, fit l'application de la loi du 16 juin en imposant aux entrepreneurs certaines clauses dont les principales visent l'interdiction du marchandage, le nombre des ouvriers employés, le paiement des salaires, et enfin l'hygiène des ateliers et la sécurité des travailleurs (1).

(1) « Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise.

« Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

« Le marchandage est également interdit à l'entrepreneur, conformément au décret du 2 mars 1848 et à l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848.

« Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le commissaire général sur la proposition du directeur du service, pour la police des chantiers.

« Les ouvriers auront un jour de repos par semaine.

« Art. 13. — L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

« L'architecte ou l'ingénieur a le droit d'exiger le change-

Nous verrons comment les décrets du 10 août 1899 font maintenant une obligation à l'Etat d'introduire des clauses déterminées dans ses cahiers des charges.

ment ou le renvoi des agents et ouvriers pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

« L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

« Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrages à faire. Pour mettre l'architecte ou l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement, et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

« Cette liste indique la nationalité des ouvriers. Le ministre se réserve le droit de fixer la proportion maxima d'ouvriers étrangers que l'entrepreneur pourra occuper pour chaque nature de travaux.

« Art. 15. — L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'administration le juge nécessaire.

« En cas de retard régulièrement constaté, l'administration, par application des lois des 26 pluviôse an II et 25 juillet 1891, se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

« Art. 16. — L'entrepreneur est tenu, sous sa responsabilité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des ouvriers et l'hygiène des ateliers.

« Les indemnités qui pourraient être dues en cas d'accidents provenant de son fait seront à sa charge.

« Un service médical pour les ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, ainsi que de secours temporaires pour ces ouvriers et, s'il y a lieu, pour leur famille, est constitué et géré par l'administration. Il est pourvu aux dépenses de ce service au moyen d'un prélèvement de 1 % sur le montant des travaux exécutés et des fournitures faites. La partie de cette retenue qui resterait sans emploi à la fin de l'Exposition sera remise à l'administration de l'Assistance publique de Paris. En cas d'insuffisance, l'Etat fournirait la différence.

« Les soins et secours ainsi distribués ne dégagent pas la responsabilité de l'entrepreneur. »

CHAPITRE II

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DEVANT LE CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (1)

C'est au conseil municipal de Paris que revient l'honneur d'avoir appelé l'attention des municipalités de province et des pouvoirs publics sur l'importante question des conditions du travail dans les chantiers communaux : chose bien naturelle, si l'on considère les opinions politiques et économiques de la plupart de ses membres et l'importance des travaux qu'il est obligé de faire exécuter chaque année. La solution de ce problème avait pour lui tant d'intérêt que, par son vote du 29 juin 1896, il a décidé de faire publier, comme premier volume de ses monographies municipales, toutes les délibérations prises par lui sur ce sujet depuis 1872. Rien n'est plus attachant que les lectures des discussions nombreuses qu'a soulevées, au sein du conseil, l'inépuisable question de la réglementation du travail. L'idée des conditions du travail s'y est d'ailleurs introduite lentement, faisant chaque

(1) Voir sur ce point la monographie de 1963 pages qu'a publiée en 1896, suivant décision du conseil municipal de Paris, M. Lucien Lambeau, sur « les Conditions du travail dans les chantiers communaux. » (Paris. — Imprimerie nationale, 1896).

Nous devons également à l'amabilité de M. Adrien Veber, vice-président du conseil municipal de Paris, de très précieux renseignements sur tout ce que traite ce chapitre.

jour des progrès, soutenue d'abord par une minorité infime, et adoptée enfin par une grande majorité. En 1888, le parti le plus avancé du conseil a atteint le but qu'il poursuivait depuis plus de dix ans. Aussi la lutte s'engage-t-elle à ce moment entre la ville de Paris et le gouvernement, qui fait une opposition vigoureuse aux idées nouvelles. Décrets, arrêts du conseil d'Etat, répondent aux votes de combat de la municipalité. Celle-ci, après une résistance de quelques mois, fait de légères concessions en 1888, et nous entrons dans une nouvelle phase, pendant laquelle le conseil, revenu à des idées plus modérées, persiste néanmoins à réclamer pour lui la liberté (1).

La discussion commence à la date du 15 janvier 1872, à propos de l'établissement de la série des prix applicables aux travaux de bâtiment (2).

Voici ce qu'était cette série officielle des prix, qui devait faire dans la suite l'objet de tant de controverses (3).

Au début de ce siècle, chaque architecte établissait à son usage la série des prix à appliquer dans les travaux qu'il dirigeait.

(1) Rapport de M. Lavy au nom de la commission du travail. Doc. parlem. Chambre. Annexe n° 3113. 2^e séance du 10 mars 1898, p. 809 et suiv.

(2) V. Lucien Lambeau, p. 5 et 6.

(3) Un rapport de M. Antide Boyer au conseil nous l'indique en détail. Voir Rec. Lambeau, p. 44, Pr. V. de la séance du 11 mars 1880. — Voir également sur ce point : Rev. gén. d'administrat., 1891, tome II, article de M. Henri Pensa, sur « l'Intervention des municipalités dans la réglementation du travail », p. 9 à 21. — L'économiste français : 31 déc. 1881, 14 janvier 1882, 18 avril 1896. — Revue politique et parlementaire, 1896, III, p. 241 à 297, art. de M. Bouge. — Revue socialiste, 1897, I, p. 398 à 408, art. de M. Adrien Veber.

En 1833, le ministère des travaux publics créa un service spécial pour la vérification des dépenses de ses travaux, et une commission composée de vérificateurs attachés à ce ministère et à la préfecture de la Seine dressa, pour l'usage exclusif de ces deux administrations, le tableau des prix destinés au règlement des dépenses, tableau dont les copies manuscrites demeuraient entre les mains des vérificateurs :

En 1838, un employé du ministère des travaux publics (1) fit imprimer ces tableaux et les publia. On crut reconnaître, en 1856, que la publicité donnée à ce document présentait des inconvénients : elle fut néanmoins continuée et ne fut interrompue que par la guerre de 1870. Lorsqu'en 1872 la commission des vérificateurs s'occupa de reviser la série, les entrepreneurs, invoquant la liberté du commerce, firent entendre de nombreuses plaintes et demandèrent, ou que la publication de la série fût interdite comme n'ayant pas été consentie par eux, ou qu'ils fussent admis à en discuter les articles. L'Administration estima qu'il n'était pas possible d'arrêter la publication, parce que les architectes civils et les entrepreneurs avaient pris l'habitude de s'en servir, mais crut juste de chercher à satisfaire les divers intéressés en les consultant. Elle fit voter, le 15 janvier 1872, la constitution d'une commission mixte, composée d'architectes, d'ingénieurs, d'entrepreneurs et d'ouvriers, qui serait chargée de la nouvelle revision de la série des prix.

A partir de cette date, les éditions de la série parurent régulièrement tous les deux ans jusqu'en 1880.

(1) M. Morel, qui donna son nom à la première série publiée.

A ce moment, l'Administration semble être d'un avis opposé à celui qu'elle avait en 1872. La publication de la série Morel présentait en effet de graves inconvénients. Au début, ce n'était qu'un document officiel qui avait pour but de fournir au ministère le tableau des prix à appliquer dans la rédaction des projets de travaux ; il servait en un mot à prévoir les dépenses, à estimer le coût probable des travaux effectués. Peu à peu il fut détourné de sa destination première par les demandes d'augmentations de salaires que ne cessèrent d'adresser les ouvriers. D'autre part, la série devenait la cause d'un notable préjudice pour les entrepreneurs et les particuliers : ceux-ci, en effet, n'ayant pas la sauvegarde des rabais obtenus aux adjudications publiques, subissaient l'exagération des prix portés à la série.

L'Administration, voulant désormais publier seule et pour ses besoins personnels les séries de prix, demanda au conseil municipal de supprimer la commission élue en 1872 (1). Le conseil lui donna satisfaction par son vote du 5 mai 1882 (2).

La série de prix perdait son caractère officiel ; elle devait être dressée par l'Administration, sans la participation des entrepreneurs et des ouvriers du bâtiment, auxquels on enlevait ainsi une garantie pré-

(1) M. Alphand, directeur des travaux de la ville de Paris, dans un rapport du 18 décembre 1879, et M. Hérold, préfet de la Seine, dans un mémoire du 29 décembre de la même année, signalèrent au conseil les inconvénients de la série. (V. Rec. Lambeau, p. 55 et 57). M. Alphand déposa un nouveau mémoire à la date du 28 novembre 1881 (Rec. Lambeau, p. 90).

(2) Rec. Lambeau, p. 162. Voir rapports de M. Cusset (11 mars 1880, 20 mars 1880), de M. Jobbé-Duval (7 décembre 1881, p. 87), au nom de la cinquième commission.

cieuse. Nous verrons comment on supprima en 1888 les inconvénients qu'elle continuait à entraîner malgré la réforme de 1882.

A partir de 1883, la municipalité de Paris ne s'occupe plus exclusivement de la série des prix ; la question s'élargit et l'on commence à discuter avec vivacité. Interpellations et rapports vont se succéder sans relâche jusqu'au triomphe définitif des idées de la minorité socialiste du conseil.

Les protestations se font d'abord contre l'emploi trop fréquent des ouvriers étrangers, puis elles visent l'inapplication des prix de série. Les ouvriers peintres en bâtiment, de Paris, se plaignent de ce que les entrepreneurs emploient de préférence à eux des ouvriers étrangers et de ce que les adjudicataires de travaux municipaux fassent usage de la série pour établir leurs droits, tandis qu'ils n'en tiennent plus aucun compte pour payer les salaires. La cinquième commission est chargée par le conseil d'étudier toutes les propositions relatives à ces plaintes (1).

La commission consulte aussitôt les ingénieurs des différents services municipaux (2) ; ils sont unanimes à déclarer qu'il est matériellement impossible de limiter le nombre d'ouvriers étrangers et d'obliger les entrepreneurs à appliquer aux travailleurs les tarifs en vigueur ; pour eux, de telles mesures seraient de

(1) Voir les propositions de MM. Delhomme (Rec. Lambeau, p. 174). Songeon (id. p. 185) relatives à l'emploi des ouvriers étrangers. La 5^e commission avait déjà, par l'organe de son rapporteur, M. Sauton, donné un avis favorable à ces projets quand elle fut chargée par le conseil, à la date du 13 décembre 1883, d'approfondir la question (Rec. Lambeau, p. 203 et 214).

(2) Rec. Lambeau, p. 253 à 256, — p. 256 à 259.

véritables hérésies économiques. Le comité consultatif de la préfecture de la Seine est du même avis (1).

Les choses en sont là, quand M. Vaillant, s'emparant d'une pétition socialiste de 80 délégations ouvrières de Paris, propose à la séance du 26 janvier 1885 (2) :

1° De réduire la journée de travail à huit heures ;

2° D'interdire le marchandage et, pour ce faire, d'appliquer rigoureusement le décret du 2 mars 1848 ;

3° D'obliger les entrepreneurs adjudicataires des travaux de la ville à payer à leurs ouvriers les prix fixés par la série officielle ;

4° De constituer sous le nom de commission du travail une commission permanente du conseil.

Cette proposition, d'une grande hardiesse, est renvoyée par le conseil à la commission du travail qui, le 31 juillet 1885, dépose des conclusions favorables à la journée de huit heures et à l'application stricte des prix de série (3).

Au mois de décembre, la discussion s'engage pendant plusieurs séances, et le conseil, se montrant d'abord hostile à toute innovation, passe à l'ordre du jour, mais renvoie le projet Vaillant devant la commission pour une étude complémentaire (4).

Quelques semaines plus tard, le conseil, persistant

(1) Rec. Lambeau, p. 260, 8 décembre 1884.

(2) Rec. Lambeau, p. 288.

(3) Rec. Lambeau, p. 331 à 352. M. Cernesson, rapporteur de la commission.

(4) Rec. Lambeau, p. 362 à 494. Séances des 7, 9, 11, 15 et 16 décembre 1885. MM. Armengaud, Davoust, Vauthier furent hostiles à la proposition Vaillant ; MM. Lerolle, Sauton et Chabert lui furent au contraire favorables et présentèrent avec beaucoup de force des arguments de fait et de principe. Le conseil repoussa les conclusions de la commission, à la date du 16 décembre 1885, par 35 voix contre 25.

dans son opinion première, rejette une proposition de M. Joffrin tendant à n'accorder la subvention des huit millions pour lesquels la ville devait participer à l'Exposition de 1889, que si l'Etat s'engageait à introduire dans les cahiers des charges les stipulations réclamées par M. Vaillant (1).

Pendant ce temps, la commission prépare de nouvelles conclusions; elle se montre disposée à accepter la journée de huit heures, le repos hebdomadaire, l'application stricte des prix de la série dont la revision serait faite chaque année, et enfin la suppression du marchandage (2).

Son rapporteur est, cette fois, mieux accueilli par le conseil au sein duquel un revirement total s'est produit (3). A la date du 31 juillet 1886, les dispositions suivantes sont adoptées par une majorité assez forte :

Article premier. — Dans tous les travaux de la ville de Paris il y a lieu d'établir une journée normale de travail (4).

Art. 2. — Cette journée sera de neuf heures.

Art. 3. — Et il y aura un jour de repos par semaine.

L'année suivante, à la date du 27 avril 1887 (5), la

(1) Rec. Lambeau, p. 550 à 569.

(2) Rec. Lambeau, p. 702 à 716. Rapport de M. Longuet, 22 juin 1886.

(3) La discussion du rapport Longuet s'est engagée le 28 juillet 1886 (Rec. Lambeau, p. 722 à 903). Séances des 28, 29, 30 et 31 juillet 1886. M. Donnat lui fit une vive opposition.

(4) Cet article fut voté par 42 voix contre 17; l'article 2 par 34 voix contre 31.

(5) La commission avait chargé M. Cernesson de déposer un nouveau rapport (Rec. Lambeau, p. 947 à 957. Séance du 21 avril 1887). MM. Donnat, Joffrin, Vaillant, Deligny prirent la parole (Rec. Lambeau, p. 959 à 1053. Séances des 25 et 27 avril 1887).

charte ouvrière du conseil se complète par le vote des articles ci-après (1) :

Article premier. — 1° Les prix de la série officielle en ce qui concerne les salaires seront strictement appliqués aux travaux de la ville de Paris ;

2° Les prix des salaires peuvent être déterminés de deux manières :

Si l'ouvrage est fait à la journée, le prix du salaire est fixé par le prix de la journée ou de l'heure ;

Si l'ouvrage est fait aux pièces, le prix du salaire s'entend du prix élémentaire de main d'œuvre, quel que soit le temps passé par l'ouvrier ; ainsi, par exemple, le mètre cube de pierre de taille sera payé suivant le prix obtenu en multipliant la quantité de temps moyen nécessaire, soit 5 heures, par le prix de l'heure, l'ouvrier restant libre de faire l'ouvrage soit en 4, soit en 6 heures, et de même pour tout autre ouvrage.

3° Enfin les ouvriers employés constamment sur les chantiers ou ateliers de la ville, pour lesquels des règlements particuliers déterminent le service et le salaire payé au mois ou à l'année, pour lesquels par conséquent le chômage n'existe pas, doivent être considérés comme des employés à traitement fixe auxquels les prix de série ne sont point applicables.

Art. 2. — La série officielle de la ville de Paris sera révisée annuellement de façon que les prix des salaires soient toujours en rapport avec le taux des subsistances et les conditions générales de l'existence des travailleurs.

Art. 3. — Chaque année, la série annuelle sera applicable, en ce qui concerne les salaires, aux travaux entrepris depuis plusieurs années.

Art. 4. — Le conseil invite l'administration à faire exécuter la loi en ce qui concerne le marchandage.

Pour sanctionner ces dispositions, le conseil municipal adopta, à la date du 30 décembre 1887, un projet de M. Vaillant tendant à voter un crédit de 20,000 francs pour traitements de 3,650 francs par an à cinq inspecteurs ouvriers, élus chaque année sur une liste de candidats présentés par les chambres syndicales et

(1) Rec. Lambeau, p. 1052.

groupes ouvriers de Paris, et dont la mission serait de veiller à l'application des conditions du travail (1).

Nous sommes en 1887. La ville de Paris, comme nous venons de le voir, est allée fort loin : la journée de neuf heures, le repos du dimanche, l'application stricte de la série officielle, l'interdiction du marchandage constituent son programme du travail. Une phase de son histoire s'ouvre avec la lutte qui s'engage entre elle et le gouvernement. Ce conflit doit durer près d'un an.

Le 29 juillet 1887, le ministre de l'intérieur (2) écrit à M. le préfet de la Seine (3) pour lui annoncer que le gouvernement a décidé de laisser sans suite la délibération du 27 avril 1887, comme contraire aux intérêts de la ville et comme violant l'ordonnance du 14 novembre 1837 sur les entreprises des travaux publics (4).

En réponse à cette lettre, le conseil met en régie 50,000 francs de travaux à effectuer à la Sorbonne (5), et, le 30 décembre 1887, fait insérer les conditions votées par lui dans le cahier des charges des travaux de l'école du Livre (6).

Puis, après une nouvelle annulation de cette délibération par un décret du 12 janvier 1888 (7), le conseil maintient, à la date du 29 février 1888, ses votes des

(1) Rec. Lambeau, p. 1104 à 1113.

(2) M. Fallières.

(3) M. Poubelle.

(4) Rec. Lambeau, p. 1091.

(5) 22 décembre 1887.

(6) Rec. Lambeau, p. 1100 à 1103.

(7) Rec. Lambeau, p. 1114 et 1115. Décret rendu sous le ministère Sarrien.

31 juillet 1886, 27 avril et 30 décembre 1887 (1); il décide en outre que dans les chantiers municipaux le nombre des ouvriers étrangers ne pourra être supérieur à 50/0 du nombre total des ouvriers employés (2).

Devant cette résistance inattendue, le ministre de l'intérieur (3) fait signer, à la date du 17 mars 1888, un décret qui annule la délibération du 27 avril et celles des 30 décembre 1887 et 29 février 1888 qui l'avaient maintenue.

Ce décret (4), capital en notre matière, ne parlait

(1) Rec. Lambeau, p. 1125 à 1159.

(2) Rec. Lambeau, p. 1160 à 1175. Proposition de M. de Bouteiller.

(3) M. Sarrien.

(4) Le décret porte la date du 17 mars et non du 22 mars, comme le prétend M. Bazire (Thèse, Paris, Rousseau. 1898). — C'est en effet à la date du 19 mars que le préfet de la Seine communiqua au conseil le décret dont il s'agit : il n'a donc pu être rendu le 22.

Voici le texte du décret :

» En ce qui concerne la délibération du 27 avril 1887 :

« Considérant que, par cette délibération, le conseil municipal de Paris a imposé aux adjudicataires des travaux de la ville l'obligation de payer à leur ouvriers, pour une journée de travail réduite à neuf heures, un salaire uniforme fixé par la « série officielle des travaux de Paris » ; que le taux de ce salaire est déterminé sans que l'entrepreneur et les ouvriers puissent tenir compte ni de l'état du marché ni du mérite professionnel des travailleurs ;

« Considérant que, s'il appartient au conseil municipal de régler, dans l'intérêt de la ville, les conditions des adjudications, il ne peut, sans sortir de ses attributions et sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers ;

« Considérant, en outre, que la délibération du 27 avril 1887, après avoir posé le principe d'une revision annuelle du taux des salaires, décide que le résultat de cette revision sera applicable « aux travaux entrepris depuis plusieurs années ;

« Considérant que par cette disposition, le conseil municipal

point du vote relatif à la journée de neuf heures et au repos d'un jour par semaine, qu'il laissait en conséquence intact. Le gouvernement estime que la ville de Paris a porté atteinte à la liberté du travail et des con-

de Paris, au mépris du principe de l'irrévocabilité des conventions, s'est attribué le droit de modifier des marchés en cours d'exécution ; qu'il altère l'essence même de l'adjudication, puisque l'entrepreneur, lié définitivement envers la ville, peut chaque année se voir imposer des charges nouvelles et plus rigoureuses ;

« Considérant, d'autre part, que l'ordonnance réglementaire du 14 novembre 1837 oblige toute commune à donner avec concurrence et publicité les entreprises pour travaux et fournitures, qu'aucun conseil municipal ne saurait se soustraire, ni directement, ni indirectement, à cette prescription édictée dans l'intérêt des finances communales ;

« Considérant que les clauses ci-dessus rappelées de la délibération du 27 avril 1887 ont pour effet de dénaturer le contrat d'adjudication et de restreindre la concurrence ; qu'elles sont de nature à rendre les rabais illusoire ; que le conseil municipal, en prétendant soumettre les travaux de la ville de Paris à un régime spécial aussi contraire à la loi qu'à l'intérêt des finances municipales, est sorti de la limite de ses attributions légales, et que, par suite, la délibération susvisée tombe sous l'application de l'article 14 de la loi du 14 avril 1871 ;

En ce qui concerne la délibération du 30 décembre 1887 :

« Considérant que l'article 3 de cette délibération, en décidant que les travaux de l'école dite « du Livre » seraient exécutés conformément aux clauses et conditions du cahier des charges générales rectifié et signé des rapporteurs, a eu pour objet d'appliquer les dispositions contenues dans la délibération du 27 avril 1887 ;

« Que cet article doit être annulé par voie de conséquence ;

« En ce qui concerne la délibération du 29 février 1888 :

« Considérant qu'il résulte de l'article 9 du décret réglementaire du 8 août 1878 que les travaux de la ville de Paris ne peuvent être exécutés en régie ou à la journée que quand l'administration municipale s'y trouve obligée par suite de circonstance de force majeure ;

« Considérant que le conseil municipal de Paris n'allègue aucune circonstance de cette nature ; qu'il déclare expressément

ventions, qu'elle a violé l'ordonnance de 1837 faite dans l'intérêt des finances communales, qu'elle a enfin rendu les rabais illusoires ; il met à néant les intentions du conseil municipal.

La commission du travail se réunit aussitôt que ce décret lui est communiqué par le préfet de la Seine et, après étude (1), elle soumet au conseil le projet de délibération suivant qui est voté sans difficulté (2) :

« La délibération en date du 27 avril 1887, est reprise, sauf l'article 3, qui est rapporté. »

L'article 3 semblait, en effet, donner lieu à une interprétation erronée. Il était ainsi rédigé :

« Chaque année, la série annuelle sera applicable, en ce qui concerne les salaires, aux travaux entrepris depuis quelques années. » Le conseil, après avoir fait cette concession légère à l'administration, invite d'autre part ses délégués aux adjudications « à prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des travaux de la ville au moyen des prescriptions édictées par lui. » Puis il charge son bureau « de lui présenter, avant la prochaine adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture, à titre

vouloir assurer l'exécution des clauses prescrites par lui, relativement au travail, dans sa délibération du 27 avril 1887 ;

» Considérant qu'en prescrivant pour tous les travaux indistinctement l'exécution en régie, le conseil municipal a violé les prescriptions de l'ordonnance susvisée du 14 novembre 1837 et est sorti du cercle de ses attributions légales ;

« Le conseil d'Etat entendu,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — Sont annulés : 1^o la délibération du 27 avril 1887 ; 2^o l'article 3 de la délibération du 30 décembre 1887 ; 3^o la délibération du 29 février 1888. »

(1) Voir le rapport de M. Sauton, 23 mars 1888. Rec. Lambeau, p. 1196 à 1213.

(2) Vote du 31 mars 1888. Rec. Lambeau, p. 1214 à 1216.

d'essai, un projet de mise en régie pour cette nature de travaux. »

Enfin, portant un défi assez habile au gouvernement qui lui conteste le droit d'insérer toute clause favorable aux travailleurs, il prend, à la date du 31 mars 1888 (1), une délibération par laquelle l'emploi de tâcherons ou de marchandeurs est formellement interdit (2).

Le conflit menaçait ainsi de s'éterniser. Le conseil paraissait, en effet, décidé à ne rien céder de ses pré-

(1) Proposition de MM. Sauton, Joffrin, Jacques, Humbert, Pétrot, Lavy, Paul Viguier, etc.

(2) Voici le texte de cette délibération :

« Le conseil,

« Considérant que l'intermédiaire, entre les entrepreneurs et les ouvriers, de marchandeurs ou tâcherons, a pour résultat la mauvaise exécution des travaux ; qu'il importe que les rapports entre patrons et ouvriers soient directs, de façon qu'aucun prélèvement ne puisse être fait sur les salaires des ouvriers au profit de qui que ce soit ;

« Vu le décret-loi, encore en vigueur, du 2 mars 1848, qui porte :

« L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandages est abolie, »

« Délibère :

« Article unique. — Dans les cahiers des charges des travaux exécutés pour le compte de la ville de Paris, il sera ajouté un article additionnel ainsi conçu :

« L'adjudicataire doit occuper à son compte personnel les ouvriers employés dans les travaux présentement soumissionnés.

« L'emploi de tâcherons ou de marchandeurs est formellement interdit.

« Toute infraction à cette clause entraînera, de plein droit, la déchéance de l'adjudicataire, et l'administration fera exécuter les travaux, soit par la voie d'une nouvelle adjudication, soit par tout autre moyen et à tout prix, le tout aux frais, risques et périls de l'adjudicataire déchu. »

tentions, et il était d'autant plus ferme dans cette résolution qu'il se sentait soutenu par la population ouvrière de Paris. Le 20 avril 1888, notamment, dans un ordre du jour voté à l'unanimité, les corporations du bâtiment réunies à Bourse du travail, félicitaient le conseil de son énergique attitude, et comptaient sur sa fermeté pour obtenir du gouvernement gain de cause sur les conditions du travail (1).

Les choses en sont là, quand arrive au pouvoir, à la date du 3 avril, un nouveau ministère (2), qui paraît plus favorable à la municipalité. D'autre part, la situation politique est telle à ce moment, que le gouvernement ne peut songer à s'aliéner une assemblée comme celle du conseil municipal de Paris.

Une entente amiable intervient ; la lutte cesse avec le gouvernement tout au moins, et nous arrivons à une troisième phase, pendant laquelle la ville de Paris jouit d'une liberté inutile, car le Conseil d'Etat va permettre aux entrepreneurs de ne tenir aucun compte des charges qu'on leur impose.

A la date du 2 mai 1888, le conseil prend une délibération (3) qui est approuvée par l'autorité préfecto-

(1) Rec. Lambeau, p. 1249. Annexes aux P.-V. du conseil municipal.

(2) M. Floquet, ancien préfet de la Seine, ancien conseiller municipal, député du XI^e arrondissement, est le président du conseil ; le nouveau ministère arrive en pleine période boulangiste ; il importait donc de ne point jeter, par des mesures maladroites, le conseil de Paris du côté du parti boulangiste, que la presque totalité de ses membres combattait avec vigueur. Voir rapport Lavy. Cit. oper., p. 819, 1^{re} col.

(3) Voici le texte de cette délibération (Rec. Lambeau, p. 1279 à 1285) :

« Article premier. — Les conditions du travail des ouvriers seront réglées de la manière suivante dans les cahiers des

torale. Il interdit le marchandage, fixe la durée de la journée de travail à neuf heures, et modifie ses précédentes prescriptions sur les salaires à payer. Jusqu'à là, les clauses relatives aux prix portaient que les prix de la série officielle seraient strictement

charges servant de base aux adjudications de la ville de Paris :

« L'emploi de sous-entrepreneurs, tâcherons ou marchands est formellement interdit.

« Les ouvriers employés aux travaux de la ville devront être occupés pour le compte direct des adjudicataires sans aucun intermédiaire.

« La durée normale de la journée de travail ne pourra pas excéder neuf heures de travail effectif, et il y aura un jour de repos par semaine.

« Si l'ouvrage est fait à la journée ou à l'heure, l'entrepreneur sera tenu de payer à l'ouvrier, dans chaque catégorie de profession, le prix minimum obligatoire fixé à la série sans rabais.

« Si l'ouvrage est fait aux pièces, les prix de salaires seront déterminés par les prix élémentaires mentionnés aux sous-détails de la série ; en cas de l'absence de sous-détails pour un travail déterminé, les prix seront fixés de manière à assurer à l'ouvrier le prix minimum obligatoire de la journée fixé à la série sans rabais.

« L'ouvrier aura droit au bénéfice des dispositions de la série relative aux plus-values indiquées aux prix de la série.

« Dans les circonstances exceptionnelles où, par suite d'un cas fortuit, l'ingénieur ou l'architecte qui dirigerait les travaux autoriserait l'exécution d'un travail en dehors des heures réglementaires, les heures supplémentaires ainsi autorisées seront payées le jour au prix de l'heure augmenté de 25 0/0, et la nuit au double de ce prix.

« Les mêmes plus-values s'appliqueront au cas où le travail serait exécuté aux pièces en dehors des heures réglementaires.

« L'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux, étant spécifié que dans les postes et casernes il ne pourra être employé que des ouvriers français.

« Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de 10 fr., sans préjudice des clauses et

appliqués, et qu'ils seraient révisés chaque année ; dorénavant l'entrepreneur sera tenu de payer à l'ouvrier, dans chaque catégorie de profession, le prix minimum obligatoire fixé à la série, sans rabais.

Enfin l'emploi des ouvriers étrangers est limité au dixième. Toutes les adjudications faites par le conseil, à partir de cette délibération, contiennent les clauses relatives aux conditions du travail (1). L'expérience qui commençait devait aller jusqu'au 21 mars 1890. La municipalité n'avait plus à lutter contre le gouvernement, mais elle trouvait devant elle la résistance des entrepreneurs ; tous les procès-verbaux de ses séances sont remplis, à partir du 2 mai 1888, de réclamations et de protestations des conseillers qui recevaient les doléances des travailleurs.

Sur ces entrefaites, le Parlement prit une décision sur le fond de la question. Il eut, en effet, à autoriser une imputation de 29,450,000 francs sur les fonds de l'emprunt de la ville de Paris de 1886 pour l'achèvement de divers travaux. Le projet de loi qu'il adopta à cet égard, le 11 juin 1888, vint devant le Sénat, qui y ajouta un article 2, interdisant l'insertion dans les

conditions générales pouvant entraîner la déchéance de l'adjudicataire.

« Article 2. — Est approuvé le cahier des charges, modifié par l'administration, de l'adjudication, pendant trois années, des travaux d'entretien du service d'architecture, ensemble la nouvelle série de prix applicable pendant la durée de ces entreprises d'entretien à adjuger. »

(1) Les adjudications des travaux d'entretien des établissements de l'assistance publique (Rec. Lambeau, p. 1286), des travaux de la Bourse du commerce (id. p. 1293), des travaux d'égouts de la rue de Tolbiac (id. p. 1355 à 1369), de la reconstruction du pavillon des Halles centrales (id. p. 1453), contiennent les clauses prévues par la délibération du 2 mai 1888.

cahiers des charges des clauses et conditions du travail votées par le conseil (1). Le projet revint donc devant la Chambre, et l'article 2, rejeté par la commission, fut repris en séance par M. de Lanjuinais et voté en quelque sorte par surprise. C'est ainsi que l'interdiction votée par le Sénat prit place dans la loi promulguée le 3 décembre 1888. Mais cette loi ne parlant point de la délibération du 2 mai 1888, le conseil continua à insérer dans ses cahiers des charges les clauses auxquelles il tenait tant.

Un arrêt du conseil d'Etat statuant au contentieux, vint définitivement régler la question des conditions du travail au point de vue juridique. Voici comment il fut rendu à la date du 21 mars 1890 (2).

Trois entrepreneurs de maçonnerie (3) ayant refusé de souscrire l'engagement qui leur était demandé au sujet des conditions du travail, furent évincés de l'adjudication, bien qu'offrant des rabais supérieurs à ceux des adjudicataires. Ils attaquèrent devant le conseil d'Etat les opérations du bureau d'adjudication et les arrêtés du préfet de la Seine approuvant les adjudications. Des chambres syndicales, au nombre de treize, et onze entrepreneurs agissant individuellement, se joignirent à eux.

Le conseil d'Etat rendit son arrêt sur le rapport du

(1) Sénat, séance du 16 octobre 1888. *Journal officiel*. Débats parlementaires 1888, p. 1344 et suivantes.

(2) Voir sur l'arrêt du 21 mars 1890 : article de M. Henri Pensa, cit. op. cit., p. 166 à 172. Voir également : *Revue générale d'administration* 1890, tome II, p. 59. — *Echo des chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment*, mars-avril 1890, p. 178. — *Revue critique de législation*, n° 20, 1891, article de M. Brémont, p. 147 à 153. — *Sirey*, 1892, 3, 87 et sa note.

(3) MM. Caillette, Bourgaux et Cochelin.

conseiller Bousquet, les conclusions de M. Le Vavas-seur de Précourt, commissaire du gouvernement, et les observations de M^e Devin, avocat. Il rejetait le recours des chambres syndicales et des entrepreneurs qui avaient agi sans avoir pris part à l'adjudication ; il recevait au contraire le recours des trois entrepreneurs qui avaient été évincés pour n'avoir pas accepté l'article 15 du cahier des charges relatif aux conditions du travail.

Au fond, le conseil d'Etat confirmait la doctrine qu'il avait formulée administrativement dans l'avis qui avait précédé le décret du 17 mars 1888. Il déclarait que toutes les dispositions relatives à la durée normale de la journée de travail, au jour de repos par semaine, au prix minimum obligatoire fixé par la série pour tous les salaires, étaient contraires aux lois et au principe de la liberté des conventions ; d'après lui, l'illégalité des clauses en question avait été reconnue par le pouvoir législatif dans l'article 2 de la loi de finances du 3 décembre 1888. Il annulait en conséquence les arrêtés préfectoraux qui avaient approuvé les adjudications passées le 10 juillet précédent.

Tout ce qui, dans les délibérations du conseil municipal, était relatif à l'abolition du marchandage et à l'exclusion des ouvriers étrangers, restait intact, le conseil d'Etat ne s'étant pas prononcé.

Le conseil municipal, entièrement renouvelé aux élections du 27 avril 1890, retrouva en arrivant au pouvoir la question déjà ancienne des conditions du travail. Ne voulant pas céder au conseil d'Etat ni à ses distinctions, il vota, à la date du 13 juin 1890 (1),

(1) Ce vote fut pris sur le rapport de M. Navarre. (Rec. Lambeau, p. 1488 à 1595).

le maintien de sa délibération en date du 2 mai 1888.

Comme corollaire de ce vote (1), il décida de maintenir les conditions du travail dans les adjudications qui devaient avoir lieu du 1^{er} avril 1891 au 31 mars 1894 pour les travaux d'entretien des édifices municipaux.

Un décret du 23 janvier 1891 annula cette délibération qui fut maintenue (2) par le conseil, le 9 mars de la même année. D'autre part, la municipalité invita le préfet de la Seine à se pourvoir devant le conseil d'Etat.

Le vote du 9 mars 1891 (3) ne fut pas respecté par le gouvernement qui le fit tomber par le décret du 1^{er} avril (4). Les considérants de ce décret visent la journée de 9 heures et le salaire minimum déterminé par la série des prix ; l'administration ne fournit pas d'explications ; elle se trouve en face de clauses qui ne sont point admises par le conseil d'Etat, elle les supprime en déclarant qu'elles sont illégales et que le conseil municipal est encore une fois sorti de la limite de ses attributions.

De son côté, le conseil d'Etat, par un arrêt du 25 janvier 1895, rejeta la requête de la ville avec des con-

(1) A la date du 21 novembre 1890, la ville de Paris introduisit la clause des conditions du travail dans l'article 3 du cahier des charges des travaux du nouvel abattoir de la rive gauche. (Rec. Lambeau, p. 1669).

(2) Rec. Lambeau, p. 1701. — Revue générale d'administration 1891. Tome 1, p. 338.

(3) Rec. Lambeau, p. 1742.

(4) Rec. Lambeau, p. 1748. — Revue générale d'administration 1891. Tome 1, p. 462. — Ce décret du 1^{er} avril 1891 fut rendu sous le ministère Constans.

sidérants analogues à ceux qui avaient précédemment motivé son opinion (1).

A différentes reprises, le conseil a maintenu ses décisions antérieures ; mais en fait, il a été obligé de s'incliner devant la jurisprudence du conseil d'Etat, puisque les entrepreneurs restaient libres de ne pas tenir compte des clauses relatives aux conditions du travail (2).

Seules, l'interdiction du marchandage et la limitation du nombre des ouvriers étrangers ont continué à figurer dans les cahiers des charges.

La ville de Paris a d'ailleurs toujours usé largement du droit qui lui était laissé de traiter comme elle l'entendait avec ses compagnies concessionnaires, en leur imposant des conditions déterminées (3). Elle applique les conditions du travail aux milliers

(1) Revue générale d'administration 1895. I. p. 426 à 428.

(2) Rec. Lambeau, p. 1920 et suivantes. Voir le vote du 25 mars 1895, sur le rapport de M. Navarre.

(3) Le conseil municipal, à la date du 9 juillet 1897, a imposé, dans sa convention avec la compagnie chargée d'exécuter le Métropolitain, les conditions suivantes :

« 1° Les salaires ou appointements des ouvriers et employés devront être payés à la quinzaine et ne pourront être inférieurs à 150 fr. par mois. Les hommes employés temporairement recevront un salaire qui ne pourra être inférieur à 5 fr. par jour.

« 2° La durée de la journée de travail ne pourra excéder 10 heures :

« 3° Il y aura un jour de repos par semaine ;

« 4° Un congé annuel de 10 jours sera accordé sans retenue de salaire ;

« 5° Le salaire intégral sera assuré pendant les périodes d'instruction militaire. » Cette convention fut ratifiée par la loi du 30 mars 1898. Voir : Documents parlementaires, Chambre, mai 1898, p. 668 ; p. 763 : rapport de M. Argeliès, député, au nom de la commission. — Loi du 30 mars 1898 dans l'*Officiel* du 1^{er} avril 1898, p. 2002 à 2006.

d'ouvriers qu'elle emploie directement, sans que l'autorité préfectorale ait jamais cru devoir s'y opposer (1).

Cette résistance très vive du conseil ne pouvait moins faire que de créer sur notre question un véritable mouvement d'opinion, et à cela est venue se joindre la pression toujours considérable qu'exerce sur les pouvoirs publics la masse des prolétaires de Paris. Dernièrement encore, dans le courant du mois d'octobre 1898, éclatait une grève des terrassiers des travaux de l'Exposition de 1900 ; ils réclamaient une augmentation de salaire qu'ils obtinrent d'ailleurs grâce à l'appui que leur donna le conseil municipal. Cette grève a eu pour conséquence de favoriser chez certains esprits l'évolution d'idées que nous avons constatée au sein du conseil municipal de Paris, et c'est à ce moment que s'est posée avec plus de persistance devant l'opinion publique la nécessité de l'introduction des conditions du travail dans les cahiers des charges des travaux publics.

Mais la ville de Paris n'avait pas été la seule en France à se préoccuper du sort des travailleurs municipaux.

(1) Rapport de M. Adrien Veber au conseil municipal, 1897.

CHAPITRE III

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DEVANT LES MUNICIPALITÉS DE PROVINCE

Un certain nombre de municipalités ont essayé en France de sauvegarder les intérêts des ouvriers et de remédier dans la mesure du possible aux inconvénients manifestes du système actuel des adjudications de travaux publics (1).

Les unes se sont contentées d'émettre des vœux, les autres, plus hardies, ont suivi la ville de Paris dans la voie qu'elle avait tracée.

Le 11 novembre 1890, le conseil municipal de Marseille a émis un vœu relatif à la main-d'œuvre étrangère à l'occasion d'un projet élaboré par la Ligue des ouvriers et employés français, en décembre 1888 : il voulait voir limiter législativement et dans une mesure équitable la proportionnalité du travail étranger.

En 1891, la municipalité de Toulouse introduit dans le cahier des charges relatif à l'impression des divers documents municipaux, des clauses s'appliquant au nombre des apprentis et au taux minimum du salaire des ouvriers ; mais par deux fois elle voit ses délibérations rejetées par l'administration préfectorale. M. le maire de Toulouse écrit néanmoins à la date du 29 juin 1896 qu'il serait tout prêt, s'il était sûr d'être

(1). Nous avons eu, grâce à l'intervention de M. C..., adjoint au maire de Dijon, des renseignements personnels, émanant des municipalités dont il est question à ce chapitre.

approuvé par le préfet, à insérer des clauses destinées à garantir les ouvriers contre « *les trop grandes exigences des entrepreneurs.* »

Le conseil de Limoges ne fut pas plus heureux que celui de Toulouse. Le 29 mars 1891, il décide d'écarter de l'adjudication les imprimeurs qui n'accepteraient pas le prix minimum payé par la chambre syndicale des patrons, soit 0,50 centimes de l'heure ou du mille de lettres, et ceux qui emploieraient des femmes comme compositrices, ou dont le nombre des apprentis serait supérieur à un pour quatre des ouvriers régulièrement occupés. La délibération est annulée par le préfet.

Dans d'autres villes, l'administration supérieure n'annulait pas les délibérations du même genre que celle de Limoges ou de Toulouse et faisait preuve ainsi d'une certaine incohérence.

En 1894, la ville d'Albi admet l'introduction d'un minimum de salaire dans le cahier des charges des entreprises communales ; le 25 mai 1896 le conseil de cette ville renouvelle sa précédente délibération.

A Toulon, il existe un cahier des charges voté par le conseil le 11 juillet 1894 et approuvé par le préfet du Var le 14 septembre de la même année ; il contient des articles relatifs aux conditions du travail dont voici les plus importants :

Art. 11. — Les entrepreneurs ne pourront céder leur entreprise sans l'autorisation de la ville.

Si l'on venait à découvrir que cette défense a été éludée, l'adjudication pourrait être résiliée.

L'autorisation de céder leur marché ne sera donnée aux entrepreneurs qu'après un vote formel du conseil municipal.

Art. 31. — Les entrepreneurs seront tenus de fournir, aux prix de règlement du bordereau, le nombre d'ouvriers qui leur sera demandé pour les travaux en régie. Ils devront les faire

surveiller à leurs frais, les payer au moins après chaque quinzaine et leur fournir tous les outils et engins nécessaires.

Art. 32. — Les prix établis au bordereau sont basés sur la journée de huit heures. — Il est interdit aux entrepreneurs de faire travailler leurs ouvriers une durée supérieure à celle fixée lorsqu'ils travaillent à la journée ; même pour son compte il ne pourra les employer ailleurs.

En cas d'absolue nécessité, et avec l'autorisation de l'administration, les entrepreneurs pourront occuper leurs ouvriers un nombre d'heures supplémentaires indiqué dans l'ordre de service.

A Roubaix, au contraire, la municipalité socialiste vit sa délibération du 3 août 1894 annulée par arrêté préfectoral en date du 7 novembre 1894, parce qu'elle « portait atteinte à la liberté du travail(1) ». Cette délibération stipulait dans les cahiers des charges le maximum de huit heures de travail par jour, l'établissement d'une série de prix pour les différents genres de travaux, Les prix seraient déterminés par le maire d'accord avec les corporations ou syndicats appelés à nommer à cet effet des délégués et devaient constituer un salaire minimum. Il était en outre décidé que la série des prix pourrait être révisée tous les deux ans, de façon à toujours maintenir le salaire en rapport avec le coût de la vie.

Le 8 décembre 1896, le conseil municipal de Dun-sur-Auron (Cher), après avoir pris, vainement, plusieurs délibérations sans effet, émet le vœu :

« Qu'il soit introduit dans la législation future un article obligeant les communes, le département ou l'Etat à introduire dans les cahiers des charges de toutes les adjudications de travaux, qu'il s'agisse d'ex-

(1) Voir l'interpellation faite à ce sujet à la Chambre par M. Jules Guesde. *J. off. Ch.*, Débats parlement., 20 novembre 1894. — 1894, p. 1909 et suiv.

exploitation forestière, agricole ou autre, une clause garantissant pour les ouvriers les conditions d'hygiène et de nécessité, la durée du travail et un minimum de salaire suffisant pour permettre à l'ouvrier de vivre et d'élever sa famille. »

Le 18 mars 1895, il avait introduit dans le cahier des charges des travaux d'assainissement des marais de Contres, une clause obligeant l'entrepreneur à n'employer que des ouvriers de la commune. Cette délibération seule a été respectée par l'autorité administrative.

A Dijon, le conseil municipal s'est occupé à plusieurs reprises de la question des conditions du travail. En 1890, les commissions des travaux et des vœux proposaient d'admettre aux adjudications les sociétés d'ouvriers français et de surveiller sur les chantiers l'interdiction absolue du marchandage (1). En 1892 (2), le conseil adopta un cahier des charges dans lequel étaient stipulées les conditions suivantes : interdiction absolue de sous-traiter, sous peine de résiliation pure et simple de l'entreprise, exclusion totale des ouvriers étrangers, sauf dans les cas exceptionnels dont l'administration restera seule juge, obligation de payer tous les ouvriers suivant le minimum de salaire porté aux séries particulières à chaque corps d'état.

(1) Voir le rapport présenté au nom de ces deux commissions par M. Metman, bâtonnier de l'ordre des avocats, dans le journal *le Bien Public*, du 19 novembre 1890.

(2) Voir : « Cahier des charges et série de prix des clauses et conditions générales des entreprises pour les années 1892-1893-1894. » Dijon, Carré, 1892. L'article 8 est relatif aux sous-traités, l'article 10 aux ouvriers étrangers, l'article 26 au salaire minimum.

Ce cahier des charges fut modifié en 1895 : les sous-traités furent permis avec l'autorisation administrative. Enfin, en 1897 (1), il fut décidé qu'on imposerait un minimum de salaire déterminé à l'avance, et un maximum d'heures de travail, de dix en été et de huit en hiver.

Signalons enfin le cahier des charges des travaux de la ville de Béziers, dans lequel nous trouvons les clauses suivantes acceptées par des arrêtés préfectoraux en date du 10 juin 1890 et du 7 février 1896 :

Art. 13. — Pour que les travaux ne soient pas abandonnés à des spéculateurs inconnus ou inhabiles, l'entrepreneur ne pourra céder tout ou partie de son entreprise sans le consentement écrit de l'administration municipale.

Art. 18. — Les ouvriers de nationalité étrangère ne seront admis que dans la proportion de un dixième du personnel du chantier.

Art. 21. — L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les quinze jours, ou à des époques plus rapprochées, si l'administration le juge nécessaire. »

Nous venons d'examiner rapidement quel était en France jusqu'à ces derniers temps l'état de la question qui nous occupe : d'une part, des municipalités s'efforçant d'apporter au système actuel de l'adjudication de travaux publics, des améliorations nécessaires et d'accorder aux ouvriers employés par les entrepreneurs des conditions humaines de travail ; d'autre part, l'Etat refusant aux conseils municipaux le droit d'intervenir entre l'entrepreneur et l'ouvrier et reconnaissant néanmoins que certaines atténuations

(1) Voir le *Bulletin municipal officiel* de la ville de Dijon, du 23 octobre 1897, p. 475 à 477. Il contient le rapport de M. Charlot, adjoint au maire de Dijon. Le nouveau cahier de 1897 est fait pour les travaux qui seront adjugés du 1^{er} janvier 1898 au 31 décembre 1900.

tions pouvaient être apportées à la rigueur de ce principe. Il n'en fallait pas tant pour créer autour de notre sujet une agitation assez considérable et pour obliger le législateur ou le gouvernement à intervenir. Les projets de lois ont aussitôt fait leur apparition, et la commission du travail soumettait au Parlement au mois d'avril 1899, le rapport très complet d'un de ses membres, M. Pierre Baudin. La discussion, commencée le jeudi 4 mai 1899, se continua pendant quelques séances, puis fut interrompue par des interpellations qui passionnèrent beaucoup plus la Chambre que « les conditions du travail. »

A l'avènement du ministère Waldeck-Rousseau, dont faisait partie M. Millerand, l'un des chefs de l'extrême gauche, comme ministre du commerce, les députés socialistes revinrent à la charge, et la question des conditions du travail fut définitivement tranchée par les trois décrets du 10 août 1899. M. Millerand, à tort ou à raison, pensa qu'une loi était inutile en la matière, qu'il s'agissait en somme d'obliger le conseil d'Etat de reconnaître à l'Etat, aux départements et aux communes des droits indiscutables, et que pour cela l'intervention du pouvoir exécutif suffisait. Il a, par ce moyen, hâté la solution d'un problème qui préoccupait à juste titre le parti ouvrier tout entier. L'un des décrets règle les conditions du travail dans les marchés passés par l'Etat ; le deuxième concerne les marchés passés par les départements ; le troisième les marchés passés par les communes et les établissements de bienfaisance. Ces trois décrets sont identiques en ce qui concerne le principe des quatre conditions du travail que désormais ils imposent : repos hebdomadaire, limitation du nombre d'ouvriers étrangers, fixation d'un salaire normal égal au

taux courant; durée normale du travail quotidien.

Mais nous étudierons mieux ces décrets, quand nous aurons pénétré plus profondément au cœur même du sujet.

CHAPITRE IV

ÉTUDE DE LA QUESTION DES « CONDITIONS DU TRAVAIL » AU POINT DE VUE JURIDIQUE (1)

L'examen des considérations juridiques fournies contre la thèse des « conditions du travail » ne saurait nous arrêter longtemps ; il nous suffit de voir celles qui ont été proposées et que les décrets de 1899 ont mises à néant.

La doctrine de l'administration et du conseil d'Etat était tout entière contenue dans le décret du 17 mars 1888 et dans l'arrêt du 21 mars 1890 : quels en sont les considérants ?

Premier argument. — Les conseils municipaux, auxquels il appartient de régler, dans l'intérêt des villes, les conditions des adjudications, ne peuvent pas, sans sortir de leurs attributions, sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers.

Si l'on rend uniforme le salaire par la série de prix, dit le conseil d'Etat, l'entrepreneur et les ouvriers ne peuvent tenir compte ni de l'état du marché, ni du

(1) Sirey, 1892, 3-87. — Revue gén. d'administr. mai 1890. p. 59; 1895, 1, p. 426.

Revue Critique, art. de M. Brémond, 1891, p. 147 à 153.

Rec. Lambeau, p. 1193 à 1213.

Rapport de M. Keufer, membre du conseil supérieur du travail. Paris, Imprimerie Nouvelle, 1896.

Revue Socialiste, janvier 1899, p. 41 à 55.

mérite professionnel des travailleurs ; le conseil municipal n'a pas qualité pour réglementer les conventions qui doivent intervenir librement entre patrons et ouvriers, il ne peut modifier les conditions du louage d'ouvrage. Ce contrat, tel qu'il est réglé par le code civil, présuppose la liberté du travail proclamée par la Déclaration des droits de l'homme et la liberté des conventions. L'Etat seul peut réglementer la loi de l'offre et de la demande, car il n'est pas admissible que des intérêts aussi graves que les rapports du capital et du travail soient abandonnés aux municipalités.

Nous ne voyons pas très bien comment une municipalité qui impose à ses entrepreneurs des conditions déterminées porte atteinte à la liberté du travail. L'entrepreneur reste libre d'accepter les charges qu'on lui indique à l'avance, et l'ouvrier est également libre de traiter avec son patron d'après les conditions fixées par la municipalité. Personne ne saurait refuser à un propriétaire le droit d'obliger son entrepreneur à payer aux ouvriers qu'il emploiera un minimum de salaire déterminé, sous prétexte qu'il touche à la liberté du travail. Le conseil d'Etat n'a-t-il pas plutôt voulu dire que la loi de l'offre et de la demande subit une atteinte ? Cela est évident ; la fixation d'un minimum de salaire, par exemple, aura pour résultat de restreindre le champ de la discussion entre l'entrepreneur et l'ouvrier. Mais, après tout, la loi de l'offre et de la demande n'est rien autre chose qu'une loi économique (1) : elle n'est point inscrite dans notre code civil et le conseil d'Etat, qui étudie avant tout le côté purement juridique, n'a point à s'en préoccuper. Que les conditions

(1) Voir M. Henri Pensa, article précité, p. 162 et suiv. — Thèse de M. Bazire, p, 23 à 27.

du travail aient des inconvénients au point de vue économique, c'est là une question à examiner plus tard.

Ce premier argument doit donc être mis de côté ; mais il contient suivant nous, quelque chose de plus. Le conseil d'Etat parle d'une réglementation imposée ; il dit que le conseil municipal sort de ses attributions en réglementant le travail. Il veut dire, sans doute, que par la fixation des conditions du travail il fait œuvre de législateur et qu'en conséquence il dépasse la limite des droits que les lois municipales lui ont concédés (1).

Il y aurait là, d'après quelques auteurs, un motif sérieux à l'appui de la théorie du conseil d'Etat (2). Cet argument ne nous paraît pas concluant, si nous examinons encore ce qui se passe pour les simples particuliers : nul ne leur conteste le droit de confier leurs travaux à des patrons déterminés en leur imposant des conditions. Font-ils ainsi œuvre législative, réglementent-ils le travail ? Evidemment non. Alors, pourquoi refuser à un conseil municipal le droit d'imposer des clauses dans ses cahiers des charges ? Ces clauses, il est vrai, auront un caractère plus étendu que celles d'un patron ordinaire ; mais elles ne visent pas l'industrie prise dans son ensemble, elles n'ont pas pour but de réglementer la totalité des rapports qui interviennent entre le capital et le travail : elles n'atteignent que des travaux déterminés, limités et intéressant la ville seule qui les fait exécuter. Le conseil municipal n'empiète donc

(1) Loi du 14 avril 1871 pour la ville de Paris. Loi du 5 avril 1884 pour les autres communes.

(2) *Revue Critique*, art. de M. Brémont, 1891, p. 147 à 153. Voir également conclusions de M. Le Vavas seur de Précourt au conseil d'Etat.

pas sur le pouvoir législatif, et, à cet égard encore, le premier argument disparaît.

Deuxième argument. — L'ordonnance réglementaire du 14 novembre 1837 oblige toute commune à donner avec concurrence et publicité les entreprises pour travaux et fournitures, et aucun conseil municipal ne peut se soustraire ni directement, ni indirectement, à cette prescription édictée dans l'intérêt des finances communales. Or les conditions du travail adoptées par la ville de Paris ont pour effet de dénaturer le contrat d'adjudication et de restreindre la concurrence ; elles sont de nature à éloigner les soumissionnaires, ou tout au moins à rendre les rabais illusoires. Le conseil municipal de Paris a ainsi admis un régime spécial, aussi contraire à la loi qu'aux finances municipales.

Le conseil d'Etat fait ici allusion à l'article premier de l'ordonnance du 14 novembre 1837 qui est ainsi conçu :

« Toutes les entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisance seront données avec *concurrence* et *publicité* (sauf les exceptions ci-après) ».

Les municipalités ne jouissent pas, en effet, d'une liberté absolue en matière d'exécution de travaux communaux. Le législateur leur a imposé certaines formes fixées par l'ordonnance de 1837 ; il a voulu que les travaux souvent considérables des villes ne fussent pas laissés à la faveur. Les entrepreneurs qui désirent se rendre adjudicataires doivent être prévenus à l'avance par une publicité suffisante, être mis en concurrence les uns les autres et proposer un rabais sur les sommes prévues par les devis officiels. Tout cela est réglé par l'ordonnance de 1837, dont il

nous semble que le conseil d'Etat a exagéré le rôle, ainsi que le disait lui-même M. Le Vavasseur de Précourt, commissaire du Gouvernement (1).

On nous parle de concurrence et de publicité. Laissons la publicité qui n'a rien à voir ici, pour ne nous occuper que du principe de concurrence. En quoi la ville de Paris fait-elle échec à l'article premier de l'ordonnance de 1837, en introduisant certaines clauses protectrices du travail dans les cahiers des charges qu'elle soumet à ses entrepreneurs? Ceux-ci ne sont-ils pas sur un pied d'égalité parfaite? Une faveur est-elle faite à l'un plutôt qu'à l'autre? Si l'on allait jusqu'à la limite extrême de la doctrine du conseil d'Etat, il faudrait supprimer aussi les cahiers des charges, qui tous contiennent des conditions, comme l'obligation de fournir un cautionnement, de n'employer que des matériaux de telle qualité ou de telle provenance et conformes aux modèles adoptés (2).

En un mot, le principe de concurrence exige que les soumissionnaires soient traités d'une façon égale : les conditions qui leur sont imposées par la ville sont les mêmes pour tous, l'ordonnance de 1837 est donc exécutée à la lettre. Mais, dit le conseil d'Etat, les rabais vont devenir illusoires, car les charges des entrepreneurs seront plus lourdes et les finances communales en subiront le contre-coup.

On ne peut contester que toutes les conditions du travail ou presque toutes aient pour résultat d'augmen-

(1) *Revue Critique* 1891, p. 147. — Thèse Edouard Lambert : Du contrat en faveur de tiers, Paris, Giard et Brière 1893, n^{os} 302 à 310, p. 322 à 334.

(2) Voir l'interprétation qui est faite de l'ordonnance de 1837 dans le répertoire de Dalloz, v^o Marchés des fournitures, p. 98, n^o 19.

ter les dépenses à payer ; mais les finances communales en seront-elles forcément atteintes ? En étudiant ce qui se passe à l'étranger, nous verrons que les rabais proposés avec les conditions du travail sont à peu près identiques aux autres. Si les entrepreneurs ont des charges plus lourdes, ils sont obligés, par le principe même de la concurrence, de diminuer le plus possible leurs bénéfices ; s'ils ne le font pas, si leurs rabais sont inférieurs, comme le prétend le conseil d'Etat, n'est-ce pas la preuve la plus éclatante que les théories de la ville de Paris sont conformes à la réalité, que les ouvriers sont victimes des entrepreneurs qui cherchent en effet à abaisser les salaires pour grossir leurs bénéfices ? Où trouve-t-on dans l'ordonnance de 1837 un article qui interdise à une commune d'accroître un peu les dépenses par ce moyen indirect, si les ouvriers cessent d'être mis à la discrétion du capital et que les travaux soient ainsi mieux exécutés ?

Ce n'est donc point là le texte vraiment impératif sur lequel peut s'étayer solidement la jurisprudence du conseil d'Etat.

Troisième argument. — L'illégalité des conditions du travail a été reconnue par le pouvoir législatif dans l'article 2 de la loi de finances du 3 décembre 1888.

Cet argument de texte, quoi qu'en dise M. Edouard Lambert dans sa remarquable thèse sur « Le contrat en faveur de tiers, » est peut-être encore moins probant que les autres (1). Nous savons en effet dans quelles conditions est intervenue la loi du 3 décembre 1888.

(1) M. Henri Pensa, dans l'article précité, soutient également cet argument, p. 293 et suivantes. — De même, M. Albert Philippe dans sa thèse sur « La réglementation du travail industriel des adultes. » Mâcon, Protat, 1897, p. 210.

Il s'agissait de l'imputation d'une somme de 29 millions sur les fonds de l'emprunt de la ville de Paris de 1886 pour l'achèvement de divers travaux : le Parlement avait à donner son autorisation. Lorsque le projet vint devant le Sénat, la commission fit ajouter un article 2 interdisant, dans les cahiers des charges dressés pour l'exécution des travaux payés par les fonds dudit emprunt, toute clause contraire aux dispositions du décret du 17 mars 1888. Et le rapporteur, M. Bozérien, s'exprima ainsi sur l'objection prévue que cet article 2 ne se rattachait pas à la loi, mais constituait une autre loi : « L'objection pourrait avoir une certaine valeur, si nous avions entendu établir une règle obligatoire pour tous les travaux, même pour ceux pour lesquels il n'y a pas lieu de demander l'autorisation du Parlement. Mais ici, la ville de Paris, comme c'est son devoir, nous demande l'autorisation de faire emploi d'une somme de 29 millions pour certains travaux qu'elle indique. Or, quelle est, en pareille matière, la pratique constante, le droit constant du gouvernement et des assemblées ? C'est quand une ville, un département, demande l'autorisation d'emprunter, de lui imposer, si on le juge à propos, certaines conditions pour cet emprunt (1). » Nous n'avons donc point à insister : la loi du 3 décembre 1888 est un simple acte de tutelle, si nous osons encore employer cette expression des anciens auteurs. Elle ne produit d'effet que sur l'opération à propos de laquelle elle intervient et ne saurait en conséquence être appliquée pour des travaux étrangers aux préoccupations du Parlement.

(1) Sénat. Débats parlementaires, *J. off.* 1888, p. 1344 et suiv.

Tels sont les motifs donnés par les décrets et les arrêts du Conseil d'Etat. Mais nous croyons que les uns et les autres ont été rendus en vertu de considérations plus générales, qui ne correspondent à aucun texte précis et qui sont plutôt la résultante d'un état d'esprit déterminé.

En réalité, ce qui a dominé et ce qui domine encore de bons esprits, dans l'opposition que l'on fait aux prétentions de la ville de Paris, c'est cette idée que les municipalités ne peuvent en aucune façon être assimilées à des patrons ordinaires. Et en soutenant cette opinion, on entend bien ne se placer qu'à un point de vue purement juridique, laissant au législateur le soin d'apprécier le côté économique.

Les municipalités sont là, dit-on, pour gérer les finances et les intérêts de tous les contribuables, elles ne sont pas libres d'agir à leur gré ; elles sont en tutelle en un mot. Elles ne peuvent se permettre de faire de l'assistance en augmentant les salaires d'une classe déterminée au détriment des autres contribuables, car si on leur accordait ce droit, où irait-on dans cette voie ? Une municipalité fixe aujourd'hui la journée de 8 heures, et si demain il lui prend fantaisie de l'abaisser à quatre heures ! Que fera-t-on ? Si, d'autre part, une municipalité animée de sentiments opposés ne voulait faire travailler que les gens très sérieux et très énergiques et fixait à onze heures la journée de travail des adultes ? On aboutirait donc à un système absurde : il faut obliger les villes à ne pas dépasser les attributions que les lois administratives leur ont données ; elles ne peuvent se conduire comme un patron ordinaire ; elles n'ont le droit de mettre les travaux en régie que dans des cas spécifiés par la loi ; leur initiative est ainsi très limitée ; l'augmenter serait porter atteinte

aux principes les plus respectables du droit administratif.

Voilà, résumées, les considérations générales qui ont influencé le plus nos jurisconsultes administratifs (1) ; elles sont tirées de principes généraux et ne peuvent évidemment se traduire par un texte. C'est pourquoi nous ne les voyons point paraître dans les décrets ou arrêts. Le préfet de la Seine les commentait ainsi, en disant aux conseillers municipaux de Paris à la date du 31 mars 1888 : « Votre devoir est d'être les gérants économes et vigilants des finances communales, c'est là essentiellement votre mandat. Vous ne pouvez pas, aux dépens des contribuables, surpayer le travail, les services et les travaux que vous pouvez obtenir aux conditions raisonnables de l'adjudication publique, libre et régulière ; vous n'avez pas le droit de dire que la ville les paiera plus cher, car il est inadmissible que vous traitiez la ville comme vous n'accepteriez jamais d'être traités vous-mêmes, s'il s'agissait de vos propres affaires. »

Nous tenons pour certain que toutes les conditions ont pour résultat plus ou moins direct, quoi qu'on ait soutenu le contraire, d'augmenter les dépenses, ou si l'on préfère, suivant qu'on admettra ou non un rabais inférieur, de diminuer les bénéfices de l'entrepreneur. Cette concession faite, il s'agit de savoir si oui ou non les municipalités ont le droit d'accroître ainsi les dépenses au profit d'une classe déterminée de contribuables. Après mûre réflexion, nous ne pensons pas que le droit administratif s'y oppose en quoi que ce

(1) Voir l'article précité de M. Henri Pensa, p. 163-164, 298 et suiv. — Article de M. Bouge : *Revue politique et parlementaire*, 1896, p. 252 à 297.

soit. Nous ne vivons plus au temps où l'on considérait les villes comme subissant dans sa rigueur ce que l'on a appelé bien à tort la tutelle administrative. Aucun terme n'est plus impropre, aucune idée n'est à la fois plus fausse et plus dangereuse. Pourtant de nombreux auteurs écrivent encore aujourd'hui que la commune est mineure et ne peut agir que sous le contrôle incessant du pouvoir central (1) ! Comme si la tutelle du droit civil et l'ensemble des mesures administratives prises vis-à-vis des communes n'étaient pas deux institutions bien dissemblables ! Comme si les communes étaient frappées au même titre que les mineurs d'une incapacité naturelle ! En réalité, les conseils municipaux sont, dans une certaine mesure, indépendants de l'Etat ; ils règlent leurs affaires par leurs délibérations, comme le dit l'article 61 § 1^{er} de la loi du 5 avril 1884. Tout ce qui ne leur est pas interdit par un texte précis leur est permis, et si leurs délibérations sont soumises à une autorisation (2), ce n'est point parce qu'ils manqueraient d'intelligence ou d'expérience, c'est parce qu'entre les intérêts locaux et les intérêts généraux il existe des liens étroits qui empêchent la prédominance des premiers (3).

Sans doute les conseillers municipaux ne sont pas propriétaires des biens communaux, ils ne peuvent choisir à leur gré leurs entrepreneurs, ils sont obligés par la loi de recourir à l'adjudication publique ; mais aucun principe de droit ne s'oppose à ce qu'ils puissent librement, quand ils contractent par un procédé

(1) Voir *Revue politique et parlementaire*, 1896, p. 252 et suiv.

(2) Articles 68 et 90 § 6 de la loi du 5 avril 1884.

(3) Cours de droit administratif par Ducrocq, 7^e édition. Tome I^{er}, Paris, Fontemoing, 1897, n^{os} 332 à 336, p. 383 à 393.

légal, fixer telles conditions qu'il leur plaît. Ils vont dilapider, dit-on, les finances publiques, ils favorisent tantôt une classe de contribuables, tantôt une autre ! Qu'importe, si cela est accepté par la majorité des contribuables ? Ils sont les mandataires de leurs concitoyens, ils sont chargés de gérer les biens de la commune, ils ont tous les pouvoirs d'un administrateur, et nous ne nous effrayons nullement à cette idée qu'ils peuvent abuser de leur situation. On ne peut pas leur accorder le droit d'imposer certaines conditions aux entrepreneurs et en même temps leur en refuser d'autres ; ici, l'arbitraire ne saurait exister. Le conseil d'Etat rejette les conditions du minimum de salaire et du maximum d'heures de travail ; mais il ne fait pas d'opposition à la condition du repos hebdomadaire, à la limitation du nombre des ouvriers étrangers ! Pour quels motifs juridiques cette distinction a-t-elle été admise ? Comment discerner à quel moment une condition cessera d'être légitime ou paraîtra dangereuse ? A-t-on jamais voulu interdire à une commune le droit de se préoccuper du côté artistique ou moral des travaux qu'elle ordonne, sous le prétexte que ces préoccupations auraient pour résultat de coûter davantage ? Que de moyens une municipalité n'aurait-elle pas de dilapider les finances publiques, malgré l'administration ! En résumé, le droit des municipalités ne nous paraît pas contestable. Il peut, au contraire, s'appuyer sur les principes de droit administratif comme sur le droit civil.

Au point de vue administratif, le conseil municipal a non seulement le droit, mais le devoir de se conduire en patron modèle, de donner, ainsi que l'Etat, le bon exemple. Il peut être animé de sentiments philanthropiques et vouloir que les ouvriers employés

ou directement, ou par des entrepreneurs, aient de quoi subvenir à leurs besoins. M. Le Vavas seur de Précourt reconnaissait implicitement ce droit, quand il disait au conseil d'Etat qu'il était difficile, en principe, de supprimer dans les cahiers des charges toutes les stipulations favorables aux ouvriers. S'il était allé jusqu'au bout de son raisonnement, il aurait été forcé de reconnaître qu'il ne pouvait y avoir de distinction entre les conditions à permettre aux municipalités. Si elles peuvent en imposer certaines, elles doivent rester libres d'imposer toutes celles qui leur paraissent utiles ou nécessaires.

Et cette intervention de l'Etat, des départements, des communes se justifie en droit civil par la règle de l'article 1121, qui permet de stipuler pour autrui, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même. La jurisprudence a fait de ce principe une très large application. M. Lambert nous cite dans son ouvrage sur « le Contrat en faveur de tiers », l'arrêt bien connu de la cour de Poitiers du 20 juin 1889 (1), intervenu à propos de l'article 9 du cahier des clauses et conditions générales de 1866 (2), article relatif à l'interdiction pour les entrepreneurs de sous-traiter leurs travaux sans autorisation de l'administration. « Attendu, dit la Cour, que cette clause contient une véritable stipulation en

(1) Dalloz, 1890, II-159. Voir la note sous l'arrêt.

(2) L'article 9 est ainsi conçu : « L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'administration. Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers. »

faveur de tiers dans les conditions de l'article 1121, et dont ces tiers peuvent revendiquer le bénéfice contre les entrepreneurs. »

La Cour écarte sans hésiter l'objection présentée par les défendeurs, que l'Etat n'avait aucun intérêt à stipuler pour les tiers, « attendu que l'on comprend très bien que, dans un intérêt moral et pour la bonne renommée des travaux publics, l'Etat ait voulu assurer ainsi le paiement effectif des fournitures et de la main-d'œuvre employées dans les ouvrages qu'il fait exécuter. »

Malgré cela, et tout en reconnaissant que l'Etat et les communes ont toujours intérêt à stipuler pour autrui, parce qu'ils ont toujours un intérêt appréciable à améliorer la situation des ouvriers; parce que les sentiments d'humanité et de solidarité sociale ne sont point des mobiles que le droit puisse rejeter dédaigneusement, M. Lambert repousse néanmoins la légalité des conditions du travail. Il craint que les conseils municipaux ne s'en servent, non plus pour compléter la loi, mais pour en violer l'esprit, pour faire prévaloir un système d'organisation sociale différent de celui que le législateur a entendu accepter et réglementer. L'article 1121 du C. C. ne saurait donc être invoqué, d'après lui, parce que l'on se trouve en face du texte prohibitif de la loi du 3 décembre 1888 : mais nous savons ce qu'il faut penser de cet argument. Si nous avons pu démontrer que cette loi, toute d'exception, était sans valeur contre les conditions du travail, l'article 1121 doit pouvoir produire son plein effet et permettre aux municipalités, comme à l'Etat, d'humaniser notre droit public par de libres conventions.

C'est de ce principe que les décrets de 1899 ont fait

une généreuse application : le gouvernement, en les promulguant, a restitué aux départements et aux communes des droits qui n'auraient jamais dû leur être déniés ; il a supprimé d'un seul coup la jurisprudence du conseil d'Etat, en faisant preuve de libéralisme.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE LA QUESTION DES « CONDITIONS DU TRAVAIL » AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

« DES CONDITIONS DU TRAVAIL » EN GÉNÉRAL

Nous avons vu qu'en droit strict rien ne s'opposait même avant les décrets de 1899, à ce que l'Etat et la commune pussent stipuler au profit des ouvriers employés par les adjudicataires de travaux publics toutes les conditions qui leur paraîtraient nécessaires. En est-il de même au point de vue économique ? Y a-t-il des inconvénients à permettre à l'Etat et à la commune de semblables stipulations ? Et s'il n'en existe point, quels vont être les effets des clauses adoptées ? Telle est la question assez complexe qu'il s'agit d'examiner.

On pourrait se borner à développer cette idée que l'Etat et la commune agissent dans certains cas, et, si l'on veut, dans le cas des adjudications de travaux publics, comme des patrons ordinaires. A ce titre, ils sont obligés de donner l'exemple de la moralité dans le contrat de travail, de se conduire en un mot comme

des patrons modèles qui ne négligent en aucune façon les intérêts de leurs ouvriers. Ainsi la question serait vite résolue. Mais n'y a-t-il pas dans cette intervention de l'Etat et de la commune quelque chose de plus, au point de vue économique ? Il n'est vraiment pas possible de comparer la ville de Paris, employant d'un seul coup cent mille terrassiers, avec un propriétaire qui aurait cinquante hommes sur ses chantiers. Les actes de l'Etat et de la commune ont, en effet, une répercussion économique plus grande que ceux d'un simple particulier, d'abord parce qu'ils s'adressent à un plus grand nombre de travailleurs, et ensuite parce qu'ils émanent de ceux qui détiennent, à des titres divers, une portion de la puissance publique. Sans doute, l'Etat et la commune qui introduisent dans leurs cahiers des charges des clauses au profit de leurs ouvriers, ne font pas une réglementation générale, obligatoire pour tous les patrons ; ils ne s'adressent qu'aux adjudicataires de leurs travaux. Ce n'est pas là du socialisme pur : mais ils n'agissent pas dans les mêmes conditions que le propriétaire ou le chef d'industrie, parce qu'ils sont plus en vue. Aussi les ouvriers des particuliers se demanderont-ils, à juste titre, pour quel motif ils n'obtiendraient pas, eux aussi, les mêmes faveurs. Il y a donc là un pas fait dans la voie du socialisme d'Etat, et nous comprenons mal que certains auteurs aient pu adopter la théorie des conditions du travail en se berçant d'illusions sur ce point (1). D'autres, plus nombreux, ont reconnu qu'en droit la théorie du conseil d'Etat était peu soutenable ; mais ils se sont montrés les adver-

(1) M. Bazire, dans sa thèse. — M. Albert Nyssens : *Réforme sociale*, 1895, 2, p. 313.

saires résolus des « conditions du travail » en se plaçant sur le terrain économique, et ont refusé de mettre, comme ils le disent, un pied dans l'engrenage. Ils observent, en effet, que la mesure proposée vient des socialistes, et, partisans du maintien absolu de la liberté dans les rapports qui interviennent entre patrons et ouvriers, ils ne veulent à aucun prix accorder de concessions aux socialistes, si modestes et si timides soient-elles (1). Pour eux, la loi économique de l'offre et de la demande doit seule présider aux conventions, et les entrepreneurs de travaux publics doivent pouvoir discuter librement avec leurs ouvriers. En théorie, disent-ils, la distinction entre le minimum légal de salaire et le minimum volontairement accepté par les entrepreneurs est peut-être fondée, mais en pratique ne semble-t-on pas s'acheminer vers l'accaparement par l'Etat du travail national ? Personne n'ignore, ajoute-t-on, qu'en tête du programme et comme élément principal de toute réforme ouvrière socialiste, se trouve la réduction de la journée de travail qui a comme corollaire le minimum de salaire. On commence par en demander l'application aux ouvriers employés directement ou indirectement par l'Etat, les départements et les communes, en attendant la réglementation uniforme pour tous les ouvriers, quels qu'ils soient.

(1) M. Hubert Valleroux : *Réforme sociale*, 1895, 2, p. 314 et 315. — M. Bouge : *Revue politique et parlementaire*, 1896, 3, p. 252. — M. Deschamps, professeur à la Faculté de Droit de Paris, à son cours. — M. Georges Michel : *L'Economiste français*, 29 avril 1899, p. 550 à 553. — M. Charles Dupuy : *J. officiel. Débats parlam.*, 20 nov. 1894, 1894, p. 1913. 2^e col. — M. de Molinari : *Journal des Economistes*, 1887, 1, 2, p. 318; octobre 1898, p. 149. — M. Léon Donnat au conseil municipal de Paris. *Rec. Lambeau*, p. 790 à 819.

Tout en reconnaissant qu'il y a là une certaine part de vérité, que les socialistes ont un but évident dans leurs revendications, même anodines (1), nous répondrons que l'on sort un peu de la question. Nous n'avons pas à nous demander si l'Etat doit laisser ou non la société future s'organiser sous le régime de la libre concurrence et si la lutte pour la vie est, ou non, le plus actif stimulant de la production des richesses et du progrès matériel auquel est subordonné le progrès intellectuel et moral ? Ce serait dépasser les limites du sujet. Il s'agit uniquement de démontrer par des arguments d'analogie d'une part, par le caractère évident de nécessité d'autre part, que l'Etat et la commune ont ici le devoir d'intervenir en faveur de leurs ouvriers. Pour cela nous allons examiner si le système actuel des adjudications de travaux publics est ou non défectueux et si l'on peut remédier à ses effets néfastes par le moyen tiré des « conditions du travail ». En un mot, l'intervention limitée des pouvoirs publics est-elle ici légitime et nécessaire ? Voilà toute la question. Qu'importe que la mesure, si elle est juste, puisse être taxée de socialiste et entraîne plus tard des mesures plus graves pour certains ! Si l'on voulait toujours, pour rejeter un système, se demander, non pas ce qu'il vaut, mais ce qu'il pourra devenir, il n'y aurait qu'à s'abstenir de toute réforme et à laisser la société vivre à sa guise, au gré de sa fantaisie.

Et d'abord les arguments d'analogie ne manquent point pour étayer la thèse des « conditions du travail ».

(1) Voir entre autres déclarations, celle de M. Vaillant : *Rec. Lambeau*, p. 947 à 957.

Les actes par lesquels l'Etat, les départements ou les communes interviennent en faveur de la classe ouvrière sont de plus en plus fréquents, et il est à croire que la vie des sociétés est un éternel recommencement de toutes choses, puisque la réglementation qui avait paru anéantie à tout jamais sous le souffle de la Révolution française, devient chaque jour plus pressante et plus nécessaire, en face des misères du prolétariat. Nous assistons à une véritable évolution du régime légal du travail en France. A mesure que la législation se développe, nous connaissons mieux le monde des ouvriers, les maux dont ils souffrent, les remèdes qui s'imposent.

La tâche de l'Etat et des pouvoirs publics apparaît donc toujours plus grande (1).

Au début de ce siècle, le législateur ne semble pas s'être préoccupé de la protection de l'ouvrier ; c'est dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité publique que sont rendus le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815, sur les établissements dangereux ou insalubres ; puis le décret du 3 janvier 1813, complétant la loi du 21 avril 1810, sur l'exploitation des mines et des carrières (2).

Avec la loi du 22 mars 1841, sur le travail des enfants, dont l'exploitation devenait inquiétante, commence l'époque de véritable protection. L'Etat intervient alors, parce qu'il est de son devoir d'arrêter

(1) Voir sur ce point M. Raoul Jay : *Revue politique et parlementaire*, 1897, p. 575 à 591.

(2) Rapport présenté au Congrès international du travail de Bruxelles, sur « la législation du travail en France », par Paul Pic. Bruxelles, Weissenbruch, 1897.

Etudes sur les questions ouvrières, par Ch. de Quéker. Bruxelles, p. 92 et suiv.

des abus, parce qu'il remplace la famille détruite et l'association encore incapable de faire respecter les mesures qui assurent la conservation de l'espèce humaine, de la nation même.

Le marchandage est prohibé par le décret du 2 mars 1848, le travail des adultes limité à douze heures par la loi du 9 septembre 1848 (1).

Enfin, une loi du 2 novembre 1892 vient régler le travail des femmes et des enfants *dans les établissements industriels* et modifier sur ce point les lois de 1841 et du 19 mai 1874. La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels avait déjà permis aux ouvriers de s'unir pour résister, dans une certaine mesure, aux capitalistes.

Le Parlement, par une loi du 9 avril 1898, sur les accidents de travail, a donné une consécration légale au risque professionnel, et a réalisé ainsi un véritable progrès social, en supprimant des procès coûteux et irritants, des abus certains.

N'y a-t-il pas dans toutes ces lois, et nous n'avons rappelé que les plus importantes, la preuve irréfutable que l'intervention de l'Etat était nécessaire? Ne devait-il pas, en effet, protéger les enfants de la nation dans leur vie et dans leur descendance? Ne devait-il pas, par des restrictions apportées dans le contrat du travail à la liberté individuelle, interdire le surmenage de l'enfant, l'exploitation de la femme, les labeurs épuisants des adultes? En un mot, n'avait-il pas le devoir de donner à l'ouvrier plus de

(1) Les décrets du 17 mars 1851, 31 janvier 1866, 15 avril 1889 ont modifié cette loi en déterminant les industries pour lesquelles la journée normale de 12 heures n'est pas de rigueur.

force pour lui permettre de devenir un peu l'égal du patron ?

Nous verrons combien, en matière de travaux publics, l'intervention de l'Etat est encore urgente.

Quant aux départements et aux communes, ils étendent, eux aussi, chaque jour les cas où ils accordent aux travailleurs quelques secours moraux et pécuniaires. Par des subventions aux grèves, aux chômeurs, aux œuvres sociales d'enseignement, d'assistance, d'hygiène, d'organisation ouvrière, d'émancipation prolétarienne, par la création de cantines scolaires, de bourses du travail, de bureaux de placement gratuits, de cours professionnels, d'asiles de vieillards, d'asiles de nuit, par leurs distributions de vivres aux ouvriers sans travail, ils interviennent indirectement entre le capital et le travail, ils soutiennent ceux qui sont faibles contre ceux qui sont forts (1). Pourquoi leur contester le droit de régler les salaires et les heures de travail en faveur des ouvriers qui les servent par l'intermédiaire d'entrepreneurs, puisqu'on leur reconnaît ce droit vis-à-vis des ouvriers et des employés qu'ils occupent directement (2) ? La ville de Paris a des balayeurs, des jardiniers, des égoutiers, des fontainiers, des surveillants de la navigation, des employés d'octroi, des bureaucrates nombreux ; elle

(1) C'est ainsi qu'au budget de la ville de Dijon nous trouvons les articles suivants : Caisses de chômage, secours à domicile, service médical pour les classes pauvres, envoi d'indigents aux eaux thermales, envoi d'ouvriers aux congrès, subventions à la bourse du travail, au bureau de placement gratuit, cours professionnels, bibliothèques, subventions aux ouvriers victimes du chômage.

(2) *Revue socialiste*, 1897, I, p. 398 à 408. Art. de M. Adrien Veber.

exploite la carrière dite des Maréchaux, une usine d'électricité, une autre pour la confection et la retaille des pavés en bois, elle a un atelier pour la fabrication des balais, des brosses et des balayeuses, elle fixe à sa guise le traitement de ses employés et la durée de leur journée, et on viendra, au nom de la bonne gestion des finances communales, de la liberté du travail, de la loi de l'offre et de la demande, lui contester ces droits dans le cas où les travaux seront faits par adjudication (1) !

Nous sommes déjà devancés dans cette voie par les nations étrangères. Aussi nous ne pouvons croire que la France ait tant de peine à accepter les idées nouvelles, quand elles sont rendues nécessaires par les abus constatés, et justifiées par une expérimentation assez longue. Nous trouvons tout naturel que l'Etat fixe à 12 heures la journée de travail des ouvriers adultes, et nous n'admettons pas qu'il puisse au besoin diminuer cette limite, quand il s'agit de ses propres ouvriers, sous le prétexte que l'intermédiaire serait lésé. Nous laissons certains conseils municipaux voter des subventions fort importantes à des syndicats dont le but unique est de se défendre contre les patrons, et nous ne comprenons pas qu'ils puissent fixer un minimum de salaire en faveur des ouvriers, parce que les patrons, qui sont tous contribuables, seraient atteints dans leurs intérêts égoïstes.

Mais les arguments d'analogie ne suffisent point, surtout en économie politique. Il faut encore démontrer que les « conditions du travail » imposées par les villes et par l'Etat à leurs entrepreneurs ont un caractère

(1) *Revue socialiste*, janvier 1899. Les conditions du travail, par M. Lavy, p. 48 et suiv.

d'urgente nécessité et qu'elles viennent parer à des inconvénients manifestes.

Deux motifs surtout nous semblent venir à l'appui des « conditions du travail » : les abus qui naissent des adjudications de travaux publics, telles qu'elles se font actuellement, et l'impossibilité où se trouvent encore les ouvriers d'opposer à leurs patrons une résistance sérieuse.

§ I. — *Effets de l'adjudication sur la main-d'œuvre.*

Notre intention n'est point de critiquer dans tous ses effets le système de l'adjudication : cela pourrait faire l'objet d'un volume. Les rapports déposés à ce sujet, tant à la Chambre qu'au Sénat, nous prouvent assez que les pouvoirs publics sont préoccupés par cette question (1). Nous avons seulement à nous demander si les adjudications ont pour conséquence possible l'avilissement des salaires.

Lorsqu'une adjudication de travaux publics est à faire, des devis sont préparés par des ingénieurs ou des experts désignés à cet effet, et les entrepreneurs qui veulent concourir doivent proposer un rabais à l'administration. Il semble que les devis étant établis sur la moyenne des tarifs ordinaires ne puissent être l'objet que de rabais minimes pouvant laisser quelque marge aux profits de l'entrepreneur. Or il n'est pas rare, ainsi que le dit fort justement M. Keüfer, de voir des rabais variant de 15 et 20 0/0 à 50, 60 et 80 0/0. Que

(1) Voir entre autres le rapport de M. Boulanger, au Sénat. *J. off.* 17 mars 1898.

se passe-t-il donc en réalité (1)? On ne peut admettre que les entrepreneurs consentent à travailler à perte et à exposer sans aucun profit leurs capitaux et leur nom; quelques-uns d'entre eux sans doute, par un pur souci de réclame, pour se faire connaître du public, se contentent de ne subir aucune perte et travaillent pour la gloire; mais enfin presque tous ont pour but de réaliser les bénéfices les plus grands possibles, et ils y arrivent le plus souvent. Comment ces bénéfices sont-ils établis? C'est là une pure question de faits. Nous laissons de côté les moyens multiples que certains entrepreneurs ont à leur disposition et qui leur permettent d'économiser sur les transports, sur le coût des frais généraux, soit par un outillage plus perfectionné, soit par un esprit d'ingéniosité plus développé. Ce sont des moyens honnêtes. Quelques-uns spéculent sur la qualité plus ou moins défectueuse des matériaux, sur les malfaçons des ouvrages qu'ils dirigent. D'autres enfin profitent des erreurs nombreuses que contiennent souvent les cahiers des charges, des modifications qui sont apportées au cours des travaux et établissent leurs bénéfices par des procès toujours coûteux pour l'administration. Ce qui nous importe, c'est de savoir s'ils spéculent aussi sur la main-d'œuvre, sur les rabais.

Quelques auteurs le nient. M. Bouge, entre autres écrit que les rabais n'ont jamais, à Paris du moins, porté sur le salaire (2). D'après lui l'enquête de la com-

(1) Rapport de M. Keüfer à la Fédération des travailleurs du Livre, p. 7. Paris. Imprimerie Nouvelle, 1896.

(2) Voir article précité, dans la *Revue politique et parlementaire*, p. 513.

mission du travail de la Chambre a démontré que les prix payés par les adjudicataires s'éloignaient peu des prix de série, et qu'en tous cas les ouvriers de la ville étaient mieux payés que ceux des particuliers. Les malfaçons et la fraude seraient les seules causes des rabais exagérés. Mais cette affirmation ne serait-elle pas démentie par les faits ? Il est certes fort difficile de rechercher si l'adjudication a toujours pour résultat de déprimer les salaires. Cependant, pour nous en tenir à la France, on est obligé de reconnaître que souvent c'est ce qui arrive. Le recueil des délibérations du conseil municipal de Paris est émaillé de réclamations continuelles des syndicats ouvriers de Paris et il n'est pas de jour où des conseillers ne se plaignent de l'inexécution par les entrepreneurs des clauses introduites dans les cahiers des charges. Cela implique bien que les salaires ne sont pas ce qu'ils devraient être. L'emploi si fréquent d'ouvriers étrangers est encore une preuve qui a sa valeur, car pourquoi seraient-ils si recherchés pour des travaux qui n'exigent point une compétence ou une habileté plus spéciale, s'ils ne se contentaient d'un salaire inférieur à celui des ouvriers français, dont les besoins sont plus grands ?

Une enquête organisée par la Fédération française des travailleurs du Livre, nous a révélé que des baisses de salaires avaient été constatées à la suite d'adjudications dans les villes de Bordeaux, Lille, Marseille, Bar-le-Duc, Chalon-sur-Saône, Amiens, Agen, Périgueux, Arras, Rennes, Douai, Tours, Montbéliard, Morlaix, Tonnerre, Sedan. D'autre part, dans les villes du Havre, Marseille, Saint-Brieuc, Avignon, Besançon, Constantine, Nice, Bourg, Bône, Alger, Epinal, Oran, Laval, Mont-de-Marsan, Montbéliard, certains patrons adjudicataires ont occupé de nom-

breux apprentis, des demi-ouvriers auxquels on donne un salaire inférieur de 20 à 50 0/0 (1).

Des faits du même genre sont signalés par M. E. Rivière, ingénieur, dans le journal *La Corporation* (2) et par M. Delor dans la *Réforme sociale* (3).

M. Delor, maire d'une commune du Limousin, nous parle notamment d'une grève des ouvriers du chemin de fer de Limoges à Brive, grève qui remonte au 27 août 1888. Les ouvriers réclamaient 0,30 par heure au lieu de 0,22 ou 0,26, mais ils ne purent obtenir satisfaction, car les entrepreneurs avaient consenti des rabais considérables. L'un d'eux expliquait ainsi à M. Delor les causes de la situation : « J'ai fait de grands travaux pour l'Etat. C'était au début du plan Freycinet. Il fallait aller vite. On payait largement. J'appelai des ouvriers des quatre points cardinaux, et j'ai payé 0,40, 0,50 et même 0,60, ce que les entrepreneurs paient actuellement de 0,20 à 0,30 ; que m'importaient ces salaires ? J'avais de gros bénéfices et j'étais largement et très régulièrement payé. Aujourd'hui les travaux sont partout ralentis. L'Etat n'a plus d'argent ; il paie mal les entrepreneurs. Les ingénieurs sont tracassiers, cherchent des difficultés qui ne sont au fond que des moyens de reculer les règlements et les paiements définitifs. Il

(1) Rapport sur le système actuel des adjudications présenté au conseil supérieur du travail, au nom de la commission permanente, par M. Keüfer. Paris, Imprimerie Nationale, 1897, p. 16.

(2) Articles parus le 3 avril et le 19 juin 1897.

(3) L'exagération des grands travaux publics et son influence sur la paix sociale. — La grève des ouvriers du chemin de fer de Limoges à Brive, par M. Delor. *Réforme sociale*, 1888, 2, p. 593 à 608. — Voir également thèse de M. Bazire, p. 80.

en résulte qu'un nombre considérable d'ouvriers est sans travail. Peut-on blâmer les entrepreneurs du chemin de fer de Limoges à Brive d'avoir fait d'énormes rabais ? Non, car ils savaient très bien qu'ils auraient la main-d'œuvre à 50 0/0 meilleur marché qu'à l'époque dont je parle. Or la main-d'œuvre entrant pour 80 0/0 au moins dans la plupart des travaux de chemin de fer, il en résulte que les rabais de 25, 30 et 35 0/0, qu'on reproche aux entrepreneurs d'avoir consentis, sont justifiés par la certitude qu'ils avaient de trouver des ouvriers à très bas prix. »

Devant la franchise de cet aveu, qu'est-il besoin d'autres preuves ? Il est établi que dans des cas nombreux les entrepreneurs diminuent les salaires de leurs ouvriers, le plus souvent, par suite de la concurrence : et si l'on pouvait encore douter de cela, malgré les faits que nous avons rapportés, ne suffit-il pas que les abus soient possibles pour justifier quand même l'intervention de l'Etat et de la commune ?

§ II. — *Infériorité de l'ouvrier.*

Personne ne conteste aujourd'hui que l'ouvrier d'industrie, et plus spécialement l'ouvrier employé aux grands travaux publics, ne soit placé vis-à-vis de son entrepreneur dans un état d'infériorité manifeste qui ne lui permet pas de traiter d'égal à égal avec son patron (1). Cela tient à plusieurs causes : d'abord l'offre de travail est en général supérieure à la demande ; ensuite le patron peut attendre, tandis que l'ouvrier ne le peut pas, obligé qu'il est, pour ne pas

(1) Cours de législation industrielle par Georges Bry, p. 352 et 353. Paris, Larose, 1895.

mourir de faim, d'accepter les conditions qui lui sont faites. Mais il est vrai que les uns et les autres jouissent de ce que l'on appelle, par une douce ironie, la liberté du travail !

Comment donc remédier à une situation si critiquable au point de vue social ? On peut, ou bien adopter le système du « laisser faire », ou proclamer de plus en plus la nécessité de l'intervention de l'Etat et des communes.

En fait, dit-on dans le premier système, l'infériorité des ouvriers tend à disparaître (1) ; ils n'ont pas besoin de règlements administratifs pour obtenir, quand ils le veulent, l'augmentation de leurs salaires ; ils savent, selon les circonstances, l'imposer aux entrepreneurs, appliquant en cela la loi de l'offre et de la demande. Et d'ailleurs, les patrons s'inspirent tous les jours davantage des sentiments d'humanité qui se développent avec les bienfaits de la civilisation. Le capital enfin perd de ses forces, avec la baisse croissante du taux de l'intérêt et les inégalités s'amoindrissent d'une façon certaine. On pourrait encore les diminuer par la diffusion de l'instruction et du capital : la première donnant à l'ouvrier la valeur professionnelle qui autoriserait une rémunération plus grande, la notion plus exacte de ses droits et une aptitude plus grande à les faire valoir, la seconde ayant pour but d'éviter le danger public des accumulations excessives du capital et de pousser à la formation de la petite épargne.

En dehors de ces mesures qu'il appartient au légis-

(1) *Journal des Economistes*, 1887-1-2, p. 318. Article de M. de Molinari. — *Idem* : 15 octobre 1893, p. 149 et 150. Chronique de M. de Molinari. — Article de M. Bouge, cit. op., p. 530.

lateur de prendre avec une extrême prudence, il faudrait laisser les conventions privées s'établir librement. Le travail est, en effet, une marchandise comme une autre, et la loi de l'offre et de la demande, la grande loi économique, formulée d'une façon si pittoresque par Cobden, en ce qui concerne les patrons et les ouvriers, doit agir avec toutes ses conséquences. Les socialistes eux-mêmes, ajoute-t-on, en reconnaissent les effets quand ils veulent fixer une limite à la baisse des salaires : les ouvriers sont garantis contre la baisse, pendant qu'on laisse à la hausse sa marge naturelle, et qu'on abandonne l'entrepreneur aux variations brusques de l'offre et de la demande. Une barrière existe d'un côté, un champ libre de l'autre. S'il survient alors une circonstance quelconque, une épidémie raréfiant l'offre, ou une exposition qui augmente la demande de travail, les ouvriers sauront la mettre à profit, sans s'occuper de la contradiction économique où ils tombent en reconnaissant et en repoussant tour à tour la loi de l'offre et de la demande.

Toutes ces affirmations, si elles contiennent quelque part de vérité, sont exagérées ; il nous est impossible de les admettre dans leurs conséquences rigoureuses.

Sans doute la classe ouvrière n'est pas aussi faible qu'autrefois ; elle commence à s'organiser fortement et elle est soutenue en cela par l'opinion publique qui, lorsqu'elle intervient, dans une grève par exemple, fait souvent pencher la balance en faveur du travail. Mais les inégalités n'en subsistent pas moins à l'heure actuelle avec leurs effets déplora- bles, surtout entre les ouvriers des travaux publics et leurs entrepreneurs. Nous n'avons à nous occuper

que des premiers. Eh bien ! ce sont des gens étrangers le plus souvent les uns aux autres, qui sont attirés sur un point du territoire par des travaux d'un genre spécial ; ce sont des nomades, aujourd'hui ici, là-bas demain, qui ne peuvent que difficilement s'entendre et se syndiquer en vue d'une action commune et permanente. Les grèves qu'ils provoquent ne leur réussissent pas toujours. Il sont exploités par les aubergistes de villages et les logeurs, et quand ils possèdent une famille, ils ne peuvent vivre avec les salaires dérisoires qu'ils touchent. Tout semble fait d'ailleurs pour leur faciliter les dépenses : partout autour d'eux s'installent bars, cafés, cabarets, maisons de débauches ou de jeux. Les entrepreneurs se préoccupent d'autant moins de leur sort, qu'ils les renverront pour ne plus peut-être les revoir, une fois les travaux terminés.

Il n'est donc pas vrai de prétendre que les ouvriers sont assez forts pour se défendre seuls, et on ne saurait comparer entre eux des ouvriers terrassiers et des ouvriers agricoles. Ceux-ci, disait M. Aynard, à la Chambre (1), lors de la discussion des « Conditions du travail », sont pourtant isolés et devraient être exploités par les patrons ; or il n'en est rien, les salaires agricoles ont augmenté, pendant que de son côté le revenu foncier baissait. Comparaison n'a jamais été raison, et ici moins qu'ailleurs. La campagne devient de plus en plus déserte : l'obligation du service militaire, la facilité des communications, le développement de l'instruction et bien d'autres causes la font

(1) Chambre, séance du 4 mai 1899. *Journal officiel* du 5 mai, p. 1286.

délaisser dans des proportions inouïes ; l'offre de bras y est de beaucoup inférieure à la demande. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les agriculteurs soient obligés de payer plus cher leurs domestiques ?

L'infériorité de l'ouvrier terrassier est au contraire certaine : il s'agit de le défendre en se fondant sur les principes de l'équité la plus stricte. Lorsque les richesses sont produites et accumulées, tous les participants à la production se présentent pour toucher leurs parts dans la répartition : chacun d'eux prendra ce qui lui sera nécessaire et selon ses forces. Est-il besoin de dire que les plus puissants prendront la plus grosse part ? Cela n'est-il pas conforme à la nature des choses et des hommes ? L'équité exige donc que chaque groupe de producteurs ait une force égale ; nous avons démontré que les ouvriers étaient, dans les neuf dixièmes des cas, les plus faibles : il appartient à l'Etat et à la commune, au nom de l'humanité, d'intervenir en leur faveur.

Mais, dira-t-on, que faites-vous de la liberté du travail ? Comme si l'on pouvait parler, sans provoquer d'amers sourires, de la liberté des conventions, sous le régime économique actuel ! L'ouvrier n'est pas libre de débattre, comme il l'entend, les conditions de son travail ; il n'est pas libre de repousser un salaire insuffisant pour lui et pour sa famille, quand il est poussé par la misère et par la faim, quand il est forcé de se soumettre par la nécessité ! Il a le choix entre la vie avec l'oppression du patron, ou la mort. Quant à la grève érigée en système de défense sociale, avec ses déboires ou ses atrocités, ce n'est le plus souvent qu'un leurre pour l'ouvrier, puisqu'il est obligé, pour obtenir parfois une faible augmentation de sa-

laire, de subir pendant quelque temps les angoisses de la faim. De plus, elle entraîne à sa suite des maux irréparables pour le travail comme pour le capital, des excès souvent regrettables d'un côté, des représailles de l'autre.

On parle aussi de la loi inéluctable de l'offre et de la demande : nous ferons d'abord remarquer qu'elle n'est en rien violée et qu'on en maintient les effets, malgré les conditions du travail. On veut éviter simplement l'intensité des fluctuations ; on veut, en fixant par exemple un minimum de salaire, empêcher le salaire de descendre au-dessous de ce qui est nécessaire à l'existence de l'ouvrier : on laisse à l'organisation ouvrière le soin de discuter avec le patron pour élever le prix du travail au-dessus de cette limite.

Mais admettons que la loi qu'on nous oppose soit atteinte et mise en péril. Qu'importe ? S'il est établi qu'une loi de ce genre règle les rapports entre le capital et le travail, cela veut-il dire que cet état de choses soit équitable ? M. Gide, dans ses principes d'économie politique (1), écrit à ce sujet : « Il n'est pas naturel que le travail humain, qui est l'agent de toute production, ne soit lui-même qu'une marchandise cotée sur le marché, et soumise aux mêmes variations de cours que celles des cotons ou des charbons. Il y a une réaction contre cet état de choses, — réaction dans laquelle les ouvriers sont soutenus par l'opinion publique et par la loi, — et par laquelle ils demandent à être traités non comme des choses, mais comme

(1) Principes d'Economie politique, 4^e édition. Paris, Larose, 1894, p. 543.

des hommes, à recevoir non pas le prix que le cours du marché fixe pour un ballot, mais la part que la justice attribue à un collaborateur, à un associé dans l'œuvre sociale. Ils demandent aux autres co-partageants de se serrer un peu pour leur faire place. Et cette idée que le salariat doit constituer une association — alors même que la forme du salariat demeure, — ne peut manquer d'exercer une influence profonde sur la nature du contrat de salaire, et par conséquent aussi sur le taux des salaires. »

Oui, les ouvriers demandent aux patrons de diminuer un peu leurs souffrances en augmentant leurs salaires trop modestes : n'est-ce point là de la justice ? Le jour où les uns et les autres seront égaux, le jour où la répartition des richesses se fera d'une façon plus équitable, la question sociale sera peut-être résolue en partie. Mais en attendant, nous répétons qu'il est du devoir de l'Etat et de la commune d'intervenir et de corriger l'inégalité économique que nous avons constatée. Les « Conditions du travail » rempliront ce but, car elles empêcheront que les ouvriers des travaux publics puissent jamais être exploités par les adjudicataires. Elles n'auront pas d'ailleurs les conséquences néfastes qu'on a dites, elles seront plutôt favorables aux intérêts de l'administration, des entrepreneurs et des ouvriers.

§ III. — *Conséquences des « conditions du travail »
vis-à-vis de l'administration.*

On reproche surtout aux « conditions du travail » d'être contraires aux intérêts de l'administration dont l'unique souci est de faire exécuter ses travaux au meilleur compte possible ; les contribuables, que l'Etat et la commune ont pour mandat de représenter et de défendre, vont donc supporter les frais de l'expérience. C'est là une objection qui vaut la peine d'être discutée, car elle contient une certaine part de vérité. Les conditions du travail, quelles qu'elles soient, auront pour effet de restreindre les bénéfices de l'entrepreneur ou, ce qui revient au même, de diminuer les rabais et d'augmenter les dépenses de l'administration. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait supposer que les « Conditions du travail » ne sont pas appliquées et qu'ouvriers et entrepreneurs s'entendent pour les mettre de côté.

Il n'y a pas lieu de distinguer ici, d'une façon aussi absolue qu'on l'a fait, entre les différentes conditions du cahier des charges. La clause du minimum de salaire, qui n'a pas pour but d'élever artificiellement les salaires, mais bien d'empêcher que les rabais ne portent sur eux, diminuera sans conteste les profits de l'entrepreneur. Il en est de même de la clause interdisant l'emploi d'ouvriers étrangers au delà d'une certaine limite. Quant aux conditions relatives au maximum d'heures de travail et au repos d'un jour par semaine, elles auront pour effet d'augmenter un peu la durée des travaux et par suite les frais généraux. Un entrepreneur, qui faisait partie du conseil municipal de Paris, expliquait, à la séance du 6 juin 1890,

quels étaient ces frais (1) : « Lorsqu'un entrepreneur est déclaré adjudicataire d'un travail de construction quelconque, il faut sur le champ qu'il se procure un chef d'atelier de maçonnerie, un chef d'atelier de tailleurs de pierre, un commis chargé de relever les attachements, soit trois employés à 300 fr. par mois chacun, au moins.

« Il lui faut, en outre, un gardien de chantier payé cinq francs par jour. Il doit souscrire un abonnement aux eaux, d'environ deux francs par jour. Il est obligé de prendre en location, moyennant quatre, cinq ou six francs par jour, un appareil de montage des matériaux. C'est un total de cinquante à soixante francs par jour pour les frais généraux. »

Ajoutons que certains entrepreneurs possèdent un matériel souvent considérable d'outils, de wagonnets, de machines à vapeur et de voitures. Tout cela représente un capital immobilisé dont les intérêts courent chaque jour, pendant la durée des travaux, qu'il y ait ou non des ouvriers sur le chantier. Ils doivent par conséquent avoir hâte d'achever les travaux dont ils sont chargés, afin d'augmenter d'autant leurs bénéfices.

Le premier effet des « conditions du travail » doit donc être infailliblement de diminuer un peu les rabais, et ce résultat n'est pas pour nous déplaire. Nous nous empressons de dire qu'il ne saurait durer. La concurrence est là qui doit pousser les adjudicataires à accroître le plus possible leurs rabais, au risque de diminuer leurs bénéfices.

En fait, les rabais proposés à Paris du 2 mai 1888 au 21 mars 1890, c'est-à-dire pendant le temps où les

(1) *Rec. Lambeau*, p. 1512.

conditions du travail ont figuré dans les cahiers des charges, ont été sensiblement les mêmes que les rabais antérieurs. D'un tableau dressé par les soins du service des ponts et chaussées de Paris, il résulte que pendant cette période la diminution des rabais a atteint en moyenne cinq pour cent, ce qui peut représenter sur l'ensemble des travaux de Paris quelques millions (1).

Au cours de l'enquête faite à la Chambre par la commission du travail, M. le préfet de la Seine a fait cette déclaration : « La clause des conditions du travail n'a pas eu grande influence sur le taux des adjudications. » M. Dupuy, qui était alors président du conseil, et M. Bouvard, architecte de la ville de Paris, ont affirmé la même chose.

Mais faut-il attacher beaucoup d'importance à ces constatations ? L'expérience des conditions du travail a duré trop peu de temps en France, pour qu'on puisse en tirer des conséquences sérieuses. Les plaintes nombreuses déposées au conseil municipal de Paris démontrent que les clauses imposées aux entrepreneurs n'étaient pas observées par eux, et cela explique le maintien des rabais. M. Vaillant connaissait bien la fraude, puisqu'il proposait la nomination d'inspecteurs du travail chargés uniquement de veiller à la stricte exécution des cahiers des charges.

Les faits qu'on invoque ne sont donc pas concluants : nous n'avons pas à les retenir. Il s'agit de savoir si les conditions du travail doivent être rejetées, pour ce motif qu'elles vont augmenter, temporairement du moins, les charges des contribuables.

(1) La ville de Paris exécute chaque année environ pour 100 millions de travaux. Voir *Rec. Lambeau*, p. 214.

Au point de vue social, la réponse est facile. Il est inique et immoral que l'Etat et les communes profitent du système des adjudications pour exploiter indirectement les ouvriers ; s'ils se servent des conditions du travail, c'est pour éviter que ces derniers subissent des diminutions trop sensibles de leurs salaires et travaillent au point de s'affaiblir physiquement. L'intérêt public est donc en jeu. L'Etat ne doit pas avoir pour but de favoriser une classe au détriment d'une autre, mais il ne doit pas non plus, sous prétexte de diminuer ses dépenses, laisser réduire les salaires des ouvriers qui travaillent pour son compte. Il ferait un calcul déplorable, s'il économisait les deniers de ses contribuables en portant du même coup une grave atteinte aux conditions d'existence du travailleur.

Au point de vue pratique, l'Etat n'a pas intérêt non plus à ce que ses ouvriers restent sur ses chantiers durant de longues journées, pour ne toucher que des salaires dérisoires ou insuffisants. Si l'ouvrier travaille trop longtemps, il travaillera moins bien et les malfaçons augmenteront dans de notables proportions. Les contribuables ne gagneront rien à cela. S'il n'a qu'un salaire médiocre, comment pourra-t-il nourrir sa famille, ou économiser en vue de sa vieillesse ? Il tombera un jour à la charge de l'assistance publique, et ce que l'administration aura économisé d'un côté, elle le perdra de l'autre.

De quelque façon qu'on envisage la question, on voit que les conditions du travail sont conformes à l'intérêt bien entendu de l'Etat et des communes

§ IV. — *Conséquences des « conditions du travail »
vis-à-vis des entrepreneurs.*

Les adversaires des « conditions du travail » n'ont pas manqué de faire ressortir combien elles seraient désavantageuses pour les entrepreneurs. En éliminant toutes les chances de gain, en supprimant la possibilité de faire porter les rabais sur les salaires, on accumulerait d'après eux toutes les chances de ruines, et aucun entrepreneur sérieux ne consentirait désormais à se présenter comme adjudicataire sous un tel régime économique (1).

Il y a là quelque exagération, car non seulement la clause des « Conditions du travail » laisse tous les entrepreneurs indifférents, mais ceux qui sont consciencieux et humains souhaitent même son introduction. L'honnêteté et l'humanité sont deux qualités qui ne s'excluent pas, bien au contraire ; elles peuvent exister chez les entrepreneurs comme dans tous les autres hommes. Ceux d'entre eux qui sont connus pour leur probité commerciale ne songeront pas plus à faire porter leurs rabais sur les salaires que sur les matériaux. Que leur importe alors la clause des « Conditions du travail » ? Ils y verront cependant un avantage : c'est la disparition probable des concurrents malhonnêtes auxquels on enlèvera ainsi un facteur important d'appréciation. Il deviendra impossible de spéculer sur les salaires ; d'autre part

(1) Voir sur ce point : Articles de M. Leroy-Beaulieu dans l'*Economiste Français* du 18 avril 1896—1896-1 ; p. 486 : de M. Georges Michel dans l'*Economiste* du 29 avril 1899—1899, p. 553. — Article de M. Bouge, précité, p. 528 et 529.

la livraison des matériaux sera surveillée de très près par les ingénieurs de l'administration. Que restera-t-il donc pour établir les rabais ? Il restera aux gens honnêtes de sérieux éléments : les uns auront foi en leur intelligence des affaires, en leur habileté technique, les autres songeront à utiliser leurs matériaux et leurs décombres, d'autres encore posséderont des moyens de transports plus rapides et moins coûteux, ou profiteront de la proximité d'un chantier déjà exploité par eux. En un mot, la concurrence s'exercera toujours, mais au profit des entrepreneurs intelligents et consciencieux.

Qu'auraient-ils, au surplus, à reprocher aux « Conditions du travail » ? Ils continuent à garder vis-à-vis de leurs ouvriers une complète indépendance, restant libres, comme par le passé, de renvoyer ceux qui ne leur conviendraient pas, soit au point de vue de la force physique, soit en ce qui concerne les qualités professionnelles. Leurs dépenses, il est vrai, seront un peu plus élevées qu'auparavant ; ils n'auront qu'à proposer des rabais moins audacieux, et les travaux n'en seront que mieux exécutés. Si, par suite du jeu de la concurrence, leurs bénéfices diminuent, ils travailleront plus longtemps, et auront la satisfaction de se dire que leur fortune aura été mieux acquise. La corporation tout entière ne fera que gagner en considération.

§ V. — *Conséquences des « conditions du travail »
vis-à-vis des ouvriers.*

L'insistance avec laquelle le parti ouvrier réclame le vote d'une loi sur les « conditions du travail » suffirait à elle seule pour nous épargner toute discussion

sur le point de savoir si notre système est ou non favorable aux travailleurs. Mais certaines objections ont été faites, qui ont eu pour but de démontrer que la mesure proposée par les socialistes était au premier chef préjudiciable aux ouvriers eux-mêmes. Parmi elles, plusieurs sont peu sérieuses. On a prétendu, par exemple, que les dépenses devant augmenter avec les nouvelles clauses, les travaux diminueraient, comme si le caractère de nécessité qu'ils ont en général ne devait point obliger l'Etat et les communes à faire, malgré tout, quelques sacrifices. On a dit aussi que les ouvriers seraient désormais plus particulièrement attirés des campagnes dans les villes, comme si ce résultat devait être un obstacle à des mesures qui ont pour but d'empêcher l'exploitation même de l'ouvrier.

Une seule objection mérite d'être étudiée : c'est celle qui consiste à dire que les entrepreneurs, en face des dépenses plus grandes qu'ils auront à faire, élimineront sans pitié les ouvriers trop jeunes, ou trop faibles, ou trop âgés. Le système des « conditions du travail » aurait donc pour résultat fatal d'accorder aux ouvriers les meilleurs et les plus valides une sorte de monopole, le monopole des travaux publics, au détriment des vieillards et des éclopés, de ceux qu'on appelle en Belgique des « demi-ouvriers », ainsi qu'au détriment des ouvriers moins habiles ou moins expérimentés.

Un tel raisonnement est empreint de quelque exagération. On ne doit pas oublier en effet que l'élimination des ouvriers inférieurs se produit en dehors de toutes circonstances favorables ou défavorables ; l'intérêt du patron est de n'employer que des travailleurs d'élite, indépendamment de l'existence des « conditions du travail ». Il n'est pas un entrepreneur qui, ayant le choix, ne préfère de bons ouvriers ; on

n'a pas l'habitude de transformer les chantiers de travaux publics en bureaux de bienfaisance. Or les adjudicataires ont-ils vraiment le choix ? Certes oui, car le nombre des ouvriers dépasse presque toujours la demande des patrons. Ceux-ci auraient-ils la possibilité de réduire les salaires à 0.20 par heure que, par suite de l'abondance des bras, ils trouveraient toujours des travailleurs devant eux et donneraient la préférence aux plus valides (1).

C'est évidemment faire preuve de générosité que de s'occuper des ouvriers faibles ou médiocres. Mais n'est-il pas aussi légitime et plus équitable encore de s'occuper des ouvriers ordinaires qui sont la majorité ? Ce sont ces derniers que les « conditions du travail » ont surtout pour but de protéger. Quant aux ouvriers médiocres, leur situation ne se trouve en rien empirée. Le serait-elle d'ailleurs, qu'il vaudrait mieux laisser les gens trop faibles sans travail et les confier à l'assistance publique, que de compromettre l'existence des ouvriers arrivés à la force de l'âge et ayant souvent charge de famille.

Il y aurait peut-être un moyen de satisfaire tout le monde, en prévoyant le cas des demi-ouvriers dans les cahiers des charges et en permettant aux adjudicataires d'éluder pour eux les « conditions du travail ». Nous verrons comment l'Angleterre et la Belgique ont tranché la question ; mais en principe nous ne

(1) Article de M. Paul Beauregard dans *Le Monde Economique*, n° du 8 avril 1899, p. 417 à 419. — M. Georges Michel dans *l'Economiste français*, 29 avril 1899, p. 550 à 553. — Emile Stocquert, *Le Contrat de Travail*, Bruxelles, Paris, Félix Alcan, 1895, p. 55 à 59. — MM. Hubert-Valleroux et Cheysson à la Société d'Economie sociale : *Réforme sociale*, 1895, 2, p. 302 à 322.

sommes pas très partisan de telles exceptions qui pourraient avoir comme conséquence de détruire toute l'économie du système, en ouvrant plus large que jamais la porte aux abus. Avant de s'occuper de ceux que leur infériorité physique ou intellectuelle expose sans cesse à la misère et à la faim, il faut d'abord songer aux gens bien portants et de constitution moyenne : tant qu'il sera démontré que ceux-ci sont toujours trop nombreux pour la quantité d'ouvrage à effectuer, c'est à eux que doit aller de préférence la protection des pouvoirs publics.

Après avoir ainsi établi que les « conditions du travail », rendues nécessaires par les déplorables effets du système des adjudications, sont favorables à la fois aux intérêts de l'administration, des entrepreneurs et des ouvriers, nous devons encore très brièvement prouver qu'elles seront observées.

§ VI. *De l'application pratique des « conditions du travail ».*

En admettant que les « conditions du travail » soient théoriquement justifiées, n'est-t-il pas à craindre qu'en pratique elles ne soient pas appliquées ? L'exemple de ce qui s'est produit à Paris pendant ces dernières années semblerait donner créance à cette objection. Entrepreneurs et ouvriers s'entendaient pour ne point tenir compte des clauses introduites dans les cahiers des charges par le conseil municipal de Paris. Cela n'est pas pour nous étonner. Il faut en effet remarquer que la ville de Paris n'avait à sa disposition aucune sanction légale pour faire respecter les clauses qu'elle voulait imposer à ses adjudicataires : ceux-ci connaissant leurs droits, se souciaient peu de l'obligation toute morale à laquelle ils étaient astreints.

Il en serait tout autrement si la loi permettait à l'Etat et aux communes d'édicter des pénalités sérieuses. Par des mesures préventives, par la surveillance qu'exerceraient soit les ingénieurs, soit les inspecteurs du travail, soit des délégués choisis par les chambres syndicales d'ouvriers, l'administration empêcherait les entrepreneurs de violer les conditions qu'ils auraient librement acceptées; et si, malgré tout, ils persistaient à passer des marchés secrets avec quelques ouvriers insoucians des intérêts de leurs camarades, ils pourraient être frappés d'amendes sévères, ou se verraient exclus des adjudications de travaux publics.

Sans doute, le système des « conditions du travail » ne va pas sans une certaine réglementation, et c'est un des reproches qu'on lui a adressés. Mais lorsqu'une mesure est nécessaire, urgente, il serait puéril de la rejeter sous prétexte qu'elle nécessitera un contrôle et des sanctions nouvelles. Des rouages nouveaux sont inutiles pour son application; il ne s'agit pas de créer des fonctionnaires, mais seulement d'étendre un peu les attributions de ceux qui existent. A cet égard encore, les critiques qu'on a amoncelées devant la mesure proposée par la ville de Paris disparaissent, dès qu'on les aborde en face, avec l'impartialité d'un esprit non prévenu.

CHAPITRE III

DE QUELQUES « CONDITIONS DU TRAVAIL » PARMI LES PLUS IMPORTANTES

SECTION I. — Du maximum d'heures de travail.

C'est une des conditions qui ont été le plus discutées : elle est inscrite en tête du programme du parti socialiste, et les élus des ouvriers, la considérant comme la plus importante de leurs revendications, ne cachent point qu'ils veulent la faire étendre à toute la France, en attendant qu'elle devienne une règle internationale (1). Il est donc intéressant de rechercher quels sont les vrais motifs de leur insistance à en obtenir l'adoption.

En France, la loi du 9-14 septembre 1848 fixe la durée maximum de la journée de travail à douze heures pour les adultes. Un décret du 2 mars 1848 l'avait fixée à onze heures ; mais l'Assemblée nationale en a aboli les dispositions qui indiquaient pourtant une intention humanitaire. De fait, la loi de 1848 a été longtemps inappliquée ; sur la plupart des chantiers municipaux, et en particulier sur les chantiers de la ville de Paris, les ouvriers employés directement par les villes, c'est-à-dire les cantonniers, les paveurs

(1) Voir les déclarations de M. Vaillant au conseil municipal de Paris. *Rec. Lambeau*, p. 288.

ou « empierreurs », les balayeurs et les jardiniers font en général dix heures de travail par jour et cinq heures le dimanche, ou soixante-cinq heures par semaine en été, chiffre qui est réduit à cinquante-quatre en hiver (1). Mais sur les chantiers publics, il n'en a pas toujours été ainsi. Il n'est pas rare de voir encore aujourd'hui des ouvriers employés par les entrepreneurs travailler jusqu'à treize, quatorze et quinze heures par jour, pendant qu'à la porte desdits chantiers des ouvriers demandent à grands cris du travail.

Les représentants des syndicats ouvriers, par la fixation d'un maximum, visent un double but. Ils désirent d'abord laisser l'ouvrier jouir d'un peu de repos et de bien-être à la fin de sa journée de labeur, et ils veulent surtout procurer du travail à un plus grand nombre. C'est à leurs yeux le vrai mérite de la réforme : ils ne tiennent pas du tout à ce que la productivité augmente en raison de la diminution des heures de travail, puisque cette mesure vaudrait d'autant mieux qu'elle ferait plus de place à plus d'hommes inoccupés.

Telles sont les raisons qui ont fait adopter cette condition par le conseil municipal de Paris. Certains socialistes avaient cru voir là un moyen assuré d'éviter la surproduction qui se manifeste à l'heure actuelle dans l'industrie française. Mais cette question ne se rattache que de fort loin aux discussions soulevées par les abus de l'adjudication publique. M. Bouge, il est vrai, disserte longuement sur ce point en montrant combien les socialistes sont en contradiction avec eux-mêmes, puisqu'ils prouvent d'une part, que

(1) *Rec. Lambeau*, p. 331 à 352.

la productivité sera plus intense avec la diminution de la durée du travail, et que, d'autre part, la surproduction néfaste sera évitée avec cette même diminution. C'est une vérité qui n'avait pas besoin d'être démontrée. De même, l'auteur va trop loin quand il affirme que la mesure proposée aura pour résultat fatal d'empêcher le patron de suivre les indications du marché. « A l'heure actuelle, dit-il, les besoins de production et de surproduction sont annoncés par le marché. L'industriel suit ces indications dans son propre intérêt. Le chômage a lieu quelquefois, il est vrai ; mais quand la loi des huit heures ne permettra pas à l'industrie de suivre les indications du marché — hausse ou baisse — moins-production ou surproduction — l'industrie ne pouvant travailler plus de huit heures, qu'arrivera-t-il alors ? Si la surproduction a lieu, il faudra comme hier arrêter le travail et comme hier la crise de suspension et de chômage ne pourra être évitée (1). »

Nous croyons que la question de surproduction, étrangère aux travaux d'utilité publique, est indépendante de la fixation d'un maximum d'heures de travail. Le patron sera toujours libre de régler comme il le voudra sa production, sinon par la modification de la durée du travail, tout au moins par le nombre des ouvriers employés.

Si les partisans du maximum d'heures de travail sont d'accord pour introduire cette clause dans les cahiers des charges, ils cessent de s'entendre sur la forme et le contenu de la clause. Fixera-t-on une durée maximum et quelle sera-t-elle ?

Les uns réclament la journée de dix heures, d'autres

(1) M. Bouge. Article *cit. oper.*, p. 270 à 275.

celle de neuf heures ; les chefs du parti socialiste veulent les huit heures. Plus de quatre cents personnes ont été entendues par la commission du travail de la Chambre. Presque tous les ouvriers étaient d'accord pour demander la réduction de la journée de travail ; mais les ouvriers couvreurs, ainsi que les ornemanistes, demandaient dix heures, les chaudronniers neuf heures seulement, les tailleurs de pierre n'en voulaient que huit.

Au conseil municipal de Paris, où la question a été longuement discutée, c'est la journée de neuf heures qui a prévalu dans les délibérations du 31 juillet 1886 et du 2 mai 1888. Cette limite, qui paraîtra sans doute un peu arbitraire, est assez rationnelle, puisqu'elle permet à l'ouvrier de prendre un repos suffisant et qu'elle sert de transition entre les chiffres d'hier et le chiffre de demain, c'est-à-dire entre la journée de dix à treize heures et la journée de huit heures, si vivement réclamée par le prolétariat militant. A Paris, les décisions de la municipalité sont à peu près observées ; c'est ainsi que les terrassiers, maçons, carreleurs, charpentiers, briquetiers, fumistes, colleurs de papier, paveurs, *tailleurs-granitiers*, *applicateurs d'asphalte* sont payés à l'heure et travaillent neuf heures par jour. Pour les couvreurs et les plombiers, la série prévoit un prix de journée basé sur huit heures de travail, du 1^{er} novembre au 14 février, et sur neuf heures, du 14 février au 1^{er} novembre. Quant aux peintres, vitriers et miroitiers, la durée de leur journée est de huit heures en hiver, de dix en été : la journée moyenne est donc, pour eux, très rapprochée de neuf heures (1). L'expérience faite

(1) Rec. Lambeau, p. 1197 et 1198.

de cette fixation est toute en faveur des socialistes, et pour notre part, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que les syndicats ouvriers fassent le reste et parviennent à la journée de huit heures, qui est le summum de leurs revendications.

La journée de travail étant fixée à neuf heures, quels vont en être les effets pour l'administration, les patrons et enfin les ouvriers ?

Le résultat le plus net pour l'administration sera de prolonger un peu les travaux et par conséquent d'augmenter les dépenses. On a pu soutenir, il est vrai, que la productivité du travail serait plus grande et on a cité, à ce propos, l'opinion d'un certain nombre d'économistes. M. Luio Brentano, entre autres (1), a très bien montré les rapports qui existent entre la durée du travail et sa productivité ; il cite les résultats obtenus par lord Brassey, dont tous les efforts tendaient à bien payer ses ouvriers, à les faire travailler le moins longtemps possible pour obtenir le maximum de rendement. Mais toutes ces théories sont-elles applicables à notre matière ? Il faut, en effet, distinguer les industries où le machinisme joue le plus grand rôle, des industries où la main-d'œuvre est seule à peu près employée. Pour les premières, il est aujourd'hui constaté et établi, par l'exemple de ce qui se passe soit aux Etats-Unis, soit en Angleterre, que la diminution des heures de travail et que l'augmentation des salaires a eu pour effet de développer, de perfectionner à l'infini les procédés techniques de fabrication ; la productivité du travail est, dans ce pays, en raison inverse de sa durée. Pour les autres industries, pour les travaux publics, dont nous nous occupons ici, il

(1) *Rev. d'Economie politique* 1893, p. 274 à 326.

ne saurait en être de même. Certes les ouvriers d'aujourd'hui se fatiguent moins que ceux d'autrefois. Des machines ont été inventées pour élever et transporter des matériaux, pour malaxer le mortier; les grands travaux de terrassements sont facilités par des « excavateurs » qui creusent les fossés, des wagonnets à traction mécanique qui élèvent les terres. Il y a donc eu des progrès, mais peu sensibles et limités, en ce qui concerne les travaux du bâtiment. De ce côté, la théorie de lord Brassey, soutenue par M. de Schulze-Gävernitz et par M. Schoenhof (1), n'a qu'une application fort restreinte. Tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que l'ouvrier qui travaille trop longtemps se fatigue, qu'il fait de moins bonne besogne à la fin de la journée qu'au début, et que l'administration n'a pas intérêt à exposer ses ouvriers au surmenage (2). Si le travail de l'ouvrier qu'on soumet à la journée de neuf heures n'est pas beaucoup plus intense, il sera mieux exécuté, parce que le travailleur aura plus de cœur à la besogne.

Nous avons déjà dit que la question des dépenses, s'il est vrai que les travaux coûtent plus cher qu'autrefois, ne devait pas préoccuper outre mesure l'Etat ou les communes. Il est de l'intérêt social que la race ne s'appauvrisse pas chaque jour par des labeurs trop prolongés et que l'ouvrier trouve dans un repos suffisant une large compensation à ses fatigues. Il est inadmissible que la classe ouvrière ne puisse avoir,

(1) Voir leurs ouvrages : *Der Grossbetrieb, ein wirthschaftlicher und sozialer Fortschritt*. Leipzig, 1892. — *The economy of high wages*. New-York, 1892.

(2) Lettre de M. Paul Deschanel, à propos de l'article de M. Bouge. *Rev. politique et parlementaire*, 1896, 4, p. 10.

comme les autres, les jouissances intellectuelles, les joies que procurent la famille et l'éducation des enfants, faute d'un temps suffisant. C'est à l'Etat, c'est à l'administration en un mot qu'il appartient d'apporter des remèdes à cette situation, puisque le prolétariat n'est pas encore apte à résister lui-même.

L'intérêt du patron, lui aussi, est en jeu. Qu'importe d'ailleurs à l'entrepreneur de travaux publics qu'on lui impose la clause en question ? S'il tient à achever plus vite ses travaux, il emploiera deux équipes d'ouvriers au lieu d'une. C'est ce que veulent les socialistes. Si ses frais généraux augmentent en raison de la durée des travaux, il proposera des rabais moins audacieux, et tout sera dit. De même que l'administration, il aura intérêt à avoir des travaux mieux exécutés que par le passé, car il n'est pas douteux, nous le répétons, que les ouvriers travailleront plus vite et mieux pendant huit ou neuf heures que pendant de longues et pénibles journées de dix à quatorze heures.

Mais la condition du « maximum d'heures de travail » est-elle favorable aux ouvriers ? L'affirmation ne paraît pas douteuse. On a pourtant tiré grand argument de ce que certains d'entre eux s'étaient montrés hostiles à l'introduction de cette clause. M. Bouge cite la réponse qu'auraient faite à M. Bouvard des ouvriers interrogés par lui (1) : « Si vous ne voulez pas nous occuper plus de neuf heures, nous irons ailleurs ; nous ne pouvons pas nous contenter de neuf heures de travail l'été, alors que l'hiver notre journée est réduite à sept heures. » De même, des terrassiers, auxquels M. Bouvard voulait imposer un jour de repos par semaine,

(1) M. Bouge. Article précité, p. 258.

lui répondirent: « Il pleut depuis dix-huit jours; quand nous aurons travaillé dix-huit semaines, nous verrons. »

Il est possible que des réponses de ce genre aient été faites : cela dépend des ouvriers auxquels on s'adresse. Parmi eux un grand nombre sont encore peu instruits. Il faut interroger, surtout en notre matière, des ouvriers socialistes, des ouvriers syndiqués, ceux qui sont arrivés à la conscience de leur état de classe militante, et non point ceux qui ne prennent aucune part aux manifestations ouvrières et qui ne savent même pas discerner leurs vrais intérêts. De plus, il faut s'entendre sur l'interprétation des réponses qu'on invoque contre le maximum : la condition du maximum d'heures ne peut être demandée sans la condition du minimum de salaire. Le but des ouvriers est de gagner le plus possible et il n'est pas étonnant qu'ils protestent contre la limitation des heures de travail, si elle doit avoir pour résultat immédiat de diminuer leur gain. Pas un d'eux n'aurait la naïveté de récriminer, si on lui tenait le raisonnement suivant : « Au lieu de travailler pendant douze ou quatorze heures par jour, au lieu de vous exténuer en des labeurs prolongés, vous ne travaillerez plus que neuf heures, vous aurez le temps de vous reposer et de songer à votre famille, et vous gagnerez autant qu'auparavant. » C'est bien pour ce motif que les socialistes n'ont jamais parlé du maximum d'heures sans y joindre aussitôt le minimum de salaire : la première réforme appelle fatalement la seconde et on ne saurait étudier l'une sans l'autre. On a essayé malgré cela de démontrer que la mesure proposée dans l'intérêt même des ouvriers allait se retourner contre eux. Les entrepreneurs qui faisaient

partie du conseil municipal de Paris insistaient sur l'inutilité et l'inefficacité de la fixation d'un maximum. L'un d'eux, M. Bassinet, se déclarait partisan de la réduction des heures de travail, mais seulement dans les industries qui ne sont pas frappées de chômages annuels ou accidentels. Dans les chantiers publics, s'il pleut ou s'il gèle, maçons, charpentiers, couvreurs ne peuvent travailler. (1) M. Armengaud indique que dans les industries du bâtiment les chômages sont de :

Un mois pour les entrepreneurs de couverture et de plomberie ;

Deux mois pour les ouvriers marbriers, les colleurs de papiers peints ;

Deux à trois mois pour les couvreurs et les plombiers ;

Deux à quatre mois pour les peintres en bâtiment ;

Quatre mois pour les charpentiers, les tapissiers, les tailleurs de pierre ;

Six mois pour les scieurs de long, etc. (2).

M. Bassinet, à l'appui de ces chiffres, dit qu'il a été chef de chantier pendant quatorze ans et qu'il a marqué sur un carnet le travail de ses ouvriers : ce travail était de dix heures par jour, même le dimanche. D'après lui, si l'on défalquait les heures perdues par suite des gelées et du mauvais temps, la moyenne du travail ne serait pas même de huit heures par jour (3).

Il faudrait donc, suivant eux, laisser les ouvriers

(1) Rec. Lambeau, p. 1507.

(2) Rec. Lambeau, p. 362 à 381. — Voir aussi : Monographies professionnelles, par J. Barberet, tome V. Paris, Berger-Levrault, 1889.

(3) Rec. Lambeau, p. 1508.

libres de travailler tant qu'ils veulent et de débattre, comme ils l'entendent, les conditions de leur travail. Aliéner leur liberté ou, tout au moins, l'enfermer dans un cercle restreint, dans des limites rigoureuses et non conformes à la nature des choses, serait froisser leur dignité et heurter chez eux les plus saines idées de personnalité et de libre arbitre. Les obliger enfin à ne pas travailler plus de huit heures ou de neuf heures par jour, serait les envoyer de parti pris chez les débi-tants d'alcool où ils ne vont déjà que trop souvent.

Toutes ces considérations, invoquées d'une façon d'autant plus habile qu'elles sont présentées dans l'in-térêt de l'ouvrier, ne nous satisfont qu'à demi. Elles seraient vraies si un minimum de salaire n'était pas là pour garantir à l'ouvrier une paye identique avec moins d'heures de travail. Qu'importent les chôma-ges, les intempéries des saisons, si le salarié gagne autant, en travaillant moins ? Le but de la clause que nous étudions est de permettre à l'ouvrier de se repo-ser davantage et d'obliger l'entrepreneur qui veut aller vite à employer un plus grand nombre d'ou-vriers. Et qu'on ne vienne pas soutenir que les adju-dicataires de travaux publics ont toujours eu intérêt à faire travailler le plus de gens possible pour hâter l'exécution des œuvres entreprises et diminuer ainsi leurs frais généraux. Si on leur impose une réduction des heures de travail, ils seront forcés d'embaucher plus de monde encore, puisque la production n'aug-mentera que dans des proportions limitées.

Cela posé, nous n'avons pas besoin d'insister sur le profit que l'ouvrier retirera de la clause du maximum. A l'heure actuelle, il rentre chez lui, le soir, harassé de fatigue et n'a même pas le temps de s'instruire, s'il le désire, d'assister au besoin à des cours profes-

sionnels, ou de s'occuper de l'éducation de ses enfants. Si on lui donne au contraire quelques loisirs, il saura les occuper honnêtement et n'ira pas davantage chez le marchand de vin. Voudrait-on faire une opposition entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, que la comparaison ne serait pas toujours en faveur de la première; l'opulence, le désir de jouir de l'existence ne sont-ils pas à l'ordre du jour dans les régions supérieures de la société? Et pourquoi l'aisance n'aurait-elle pas le même prix au bas de l'échelle qu'au sommet? Pourquoi vouloir prêcher aux ouvriers l'abstinence et le détachement absolu des biens de ce monde? Comment seraient-ils rattachés à la vie, si on leur laissait toutes les fatigues, après leur avoir enlevé tous les plaisirs? Et si l'on constate que l'alcoolisme sévit particulièrement dans le monde ouvrier, n'est-ce pas la preuve que le peuple croit trouver là un remède à ses maux, l'oubli de ses souffrances, qu'il est mal instruit, qu'il ignore la lecture des livres et des revues, qu'il n'a pas atteint encore, à l'exemple des ouvriers anglais, un degré de culture suffisant. Le temps lui fait défaut : la condition du maximum d'heures de travail le lui donnera dans une certaine mesure. En voilà plus qu'il n'en faut pour la justifier.

SECTION II. — Du repos d'un jour par semaine.

Cette condition se justifie de la même manière que la précédente. Il n'est pas admissible que l'entrepreneur, à moins de cas de force majeure fasse travailler ses ouvriers le dimanche, jour choisi par tous pour se reposer des fatigues de la semaine. Aussi tous les adversaires des conditions du travail sans exception.

acceptent-ils l'introduction de cette clause, en s'appuyant sur des considérations ou religieuses, ou purement humanitaires. M. Georges Michel, qui se montre hostile à toute intervention de l'Etat ou de la commune dans le contrat de travail, écrit ces lignes dans l'*Economiste français* (1):

« La disposition relative au repos hebdomadaire n'offre qu'un intérêt relatif. Depuis plusieurs années la clause du repos hebdomadaire est entrée dans nombre de règlements et elle ne paraît pas avoir donné lieu à des difficultés spéciales. A tous les points de vue le repos hebdomadaire doit être encouragé et, du moment que la loi n'intervient pas pour réglementer la matière en ce qui concerne les travaux particuliers, il n'est pas mauvais que l'Etat donne le bon exemple et impose cette clause dans ses contrats. D'autant plus qu'en cas de force majeure ou de nécessité urgente l'entrepreneur est toujours libre de suspendre l'effet de cette clause. » L'auteur, qui repousse les autres conditions du travail comme néfastes pour le patron et pour l'ouvrier, aurait pu pousser jusqu'au bout son raisonnement et l'appliquer tout aussi bien à la clause du « maximum d'heures de travail » : les raisons qui légitiment l'une justifient l'autre.

Nous avons vu que l'Etat interdit sur ses chantiers le travail du dimanche et des jours fériés ; le conseil municipal de Paris l'a également prohibé.

SECTION III. — Du minimum de salaire.

La clause du « minimum de salaire » est peut-être, de toutes les conditions du travail, celle dont l'adop-

(1) *L'Economiste français*, 29 avril 1899, p. 551.

tion devrait rencontrer le moins de difficultés ; et pourtant elle a donné lieu aux controverses les plus vives. C'est que l'on a voulu voir dans cette condition, dont le principe en lui-même n'a rien de subversif, tout autre chose que ce qui s'y trouve en réalité. Il s'agit simplement de préciser ce qu'on entend par minimum de salaire et d'indiquer quel est le salaire dont on veut parler. Beaucoup d'ailleurs n'ont pas voulu voir que cette condition était intimement liée à la clause du maximum d'heures de travail dont elle est la conséquence forcée. Si l'on admet comme valables les motifs qui ont été donnés à l'appui de l'introduction de la clause du « maximum d'heures de travail », on est obligé, pour être logique, d'accepter le minimum de salaire.

Mais de quel salaire s'agit-il ? Là est toute la question. S'agit-il du salaire normal ou du salaire courant ? Chacun sait que le salaire normal se différencie nettement du salaire courant. Celui-là est un salaire idéal, une conception toute pure de l'esprit ; celui-ci est le salaire payé en fait par le patron. Le premier est le salaire proportionnel aux besoins de l'ouvrier ; le second peut, au contraire, être inférieur ou supérieur au taux de l'existence. Quand on demande pour l'Etat le droit d'imposer à ses entrepreneurs un minimum de salaire, on n'entend pas lui permettre de fixer lui-même le montant de ce qui sera nécessaire au travailleur pour vivre, on veut qu'il constate dans une région déterminée et à un moment donné les salaires effectivement payés par les patrons. On comprend que cette constatation soit chose facile à effectuer ; rien ne serait, au contraire, plus difficile pour une commune que de fixer arbitrairement le taux nécessaire à la vie et aux besoins. Que faudrait-il, en effet, enten-

dre par besoins ? Les besoins ne dépendent-ils pas des mœurs des ouvriers et l'homme n'a-t-il pas les besoins qu'il veut avoir ? Si l'ouvrier marié et père de famille a plus de besoins que le célibataire, lui donnera-t-on un salaire approprié à sa situation sociale ? Ce qui est nécessaire à l'un, en un mot, sera-t-il nécessaire à l'autre ? On se heurterait donc à des obstacles souvent insurmontables.

Quant à la fixation du salaire courant, rien de semblable ne se présente, et ainsi tombe de lui-même l'argument essentiel qu'on a fait valoir contre le minimum de salaire. On a dit, en effet, que cette condition aurait pour résultat de hausser le taux des salaires ; on a prétendu que si les ouvriers la réclamaient avec autant d'insistance, c'était afin d'obtenir des salaires exagérés et préjudiciables aux patrons. On se trouverait alors, non plus en face d'une œuvre de justice et d'équité, mais d'une œuvre de parti et de passion en faveur des ouvriers. Nous croyons que rien n'est plus faux : dans tous les projets de lois qui ont été déposés, fût-ce même par des représentants socialistes, il n'a jamais été question que de salaires courants, payés dans une industrie déterminée et pour une même région. Sans doute le prix d'une heure de travail à Paris est plus élevé pour les ouvriers des adjudicataires que pour les ouvriers ordinaires ; mais, à la fin de la semaine, l'ouvrier de l'entrepreneur adjudicataire n'est guère plus avancé que le camarade employé sur un chantier privé. Et voici pourquoi : la ville de Paris ayant adopté le maximum de 9 heures de travail par jour devait permettre à l'ouvrier des chantiers publics de gagner tout autant. Alors qu'a-t-elle fait ? Elle a augmenté le prix de l'heure, mais la somme destinée aux salaires

d'un ouvrier reste identique, ou peu s'en faut. C'est ainsi que l'ouvrier maçon embauché par un patron quelconque est payé à raison de 0 fr. 60 par heure ; en travaillant en moyenne 10 heures par jour pendant les 7 jours de la semaine, il gagne 42 francs par semaine. Au contraire, le maçon employé par l'adjudicataire travaillera 6 jours seulement, pendant 9 heures chaque jour et à raison de 0 fr. 80 (prix de la série officielle); il gagnera ainsi 43 fr. 20 par semaine, c'est-à-dire qu'en travaillant un jour de moins par semaine et une heure de moins chaque jour, il touchera 1 fr. 20 de plus. Le minimum de salaire ainsi compris n'a donc pas pour conséquence directe de surélever le taux des salaires (1). Il n'aboutira en fait à ce résultat que parce qu'il viendra s'adjoindre à la clause du maximum d'heures de travail. Mais si on adopte toute seule la condition du minimum, on fixera ainsi une limite extrême au-dessous de laquelle le patron ne pourra pas descendre. Il appartiendra à l'organisation ouvrière d'imposer au patron un taux plus élevé et plus conforme à ses besoins d'existence.

Ainsi disparaissent toutes les conséquences que l'on a tirées de la hausse artificielle des salaires, et l'exode des ouvriers de la campagne, amenés, soi-disant, dans les villes par des salaires élevés (2), et la hausse correspondante du prix des choses nécessaires à la vie, et surtout l'influence fatale qu'auraient des salaires surélevés sur le marché du travail.

Il est vrai qu'avec l'adoption du maximum d'heures de travail, la condition du minimum aura pour effet

(1) *L'Economiste français*, 1897, 2, p. 803. Article de M. Georges Michel.

(2) Voir sur ce point : *Le minimum de salaire en Belgique*, par Lucien Le Foyer. (Paris. Giard et Brière, 1897), p. 84.

indirect d'augmenter le prix de l'heure. Mais n'est-ce pas toujours à l'Etat de donner, quand il le peut, le bon exemple ? N'est-ce pas à lui qu'il appartient, en tant que patron, d'éviter toute spéculation sur le travail humain ? Sans doute, les ouvriers des chantiers privés se demanderont, à juste titre, pour quel motif ils ne sont pas aussi bien traités que leurs camarades des chantiers publics, pourquoi on les fait travailler chaque jour une ou deux heures de plus, sans augmentation de salaire. Mais si la pression que leurs syndicats exerceront sur les patrons aboutit à une amélioration de leur sort, ils le devront à l'Etat qui aura fait tout son devoir.

Qui supportera, dans le cas d'adjudication, les conséquences de nos deux conditions du travail ? Ce ne sera ni l'administration, ni les contribuables, mais les entrepreneurs qui verront diminuer leurs bénéfices, et le mal ne sera pas grand. Ils ne tarderont pas, d'ailleurs, à se convaincre que les ouvriers bien payés travaillent autrement que ceux qui le sont peu, et les ouvriers, de leur côté, s'unissant pour obtenir des salaires toujours plus élevés, chercheront à se perfectionner dans leurs métiers pour les mériter davantage.

L'autorité des entrepreneurs ne sera en rien rabaisée par l'adoption de notre clause. Ils resteront libres, comme par le passé, de renvoyer leurs ouvriers quand bon leur semblera, de payer plus cher et selon leurs mérites les plus capables, puisqu'il ne s'agit ici que d'un minimum au-dessus duquel la loi de l'offre et de la demande aura tous ses effets. En un mot, les rapports entre patrons et ouvriers ne seront pas rendus plus difficiles ; nous pensons, au contraire, que l'antagonisme du profit et du salaire sera moins aigu.

Mais, a-t-on dit, les entrepreneurs qui seront privés par l'inscription d'un minimum dans leurs cahiers des charges, de la spéculation sur les salaires, chercheront à regagner sur les matériaux ce qu'ils perdront sur l'un des éléments de leur gain ! Donc les ouvriers producteurs des matières premières éprouveront le contre-coup de la décision prise par l'Etat. Outre que cette objection est une justification de l'inscription du minimum, il est facile de répondre que les entrepreneurs ne sont pas assez naïfs, à l'heure qu'il est, pour ne pas se procurer leurs matériaux au prix le plus bas possible. Dès lors, en quoi le prix des matières premières, ou pour mieux dire, le salaire de ceux qui les produisent, souffrirait-il de la nouvelle clause imposée aux entrepreneurs de travaux publics ?

Les adjudicataires consciencieux, ceux qui paient leurs ouvriers comme tous les patrons, sans avoir le constant souci d'une honteuse spéculation, ne seront plus désormais placés dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de leurs collègues moins honnêtes.

La condition du minimum sera enfin avantageuse pour l'administration, et, cela va sans dire, pour les ouvriers. La communauté, que ce soit l'Etat ou la commune, n'a pas intérêt à ce que les salaires payés aux ouvriers soient dérisoires, puisqu'en définitive les conséquences de cette insuffisance retomberaient à sa charge. Quant aux ouvriers, leur intérêt est manifeste. Il est vrai que dans certains cas, très rares d'ailleurs, ils consentent volontairement une baisse de salaires. Un entrepreneur peut, en effet, être mis dans la nécessité ou de fermer ses chantiers, ou de réduire son personnel, ou de diminuer le taux des salaires pour pouvoir continuer les travaux. Les ouvriers ne préféreront-ils pas gagner moins plutôt que rien ? On

pourrait se demander si le patron augmentera les salaires dans les années de prospérité, mais c'est chose inutile. Pour nous, l'entreprise qui ne fait pas ses frais doit disparaître ; les travaux publics ont un caractère d'urgence, il est nécessaire qu'ils s'exécutent. Si l'entrepreneur adjudicataire est incapable de payer ses ouvriers à un taux convenable, s'il est sur le point d'en renvoyer une partie, pourquoi devrait-on le favoriser au détriment d'un concurrent mieux armé, et qui, lui, est en mesure de payer un prix raisonnable ?

Mais, objectera-t-on, les entrepreneurs auxquels on impose la condition du minimum de salaire ne seront-ils pas conduits à n'employer que des ouvriers de choix et à mettre de côté les ouvriers médiocres ou faibles ? Nous avons déjà fait justice de cet argument : avant de s'occuper des mauvais ouvriers, il faut d'abord s'inquiéter des bons.

Comment fonctionnera donc en pratique la clause du minimum ? Ici les objections soulevées ont été encore grossies ; on a parlé de la réglementation à outrance qu'exigerait l'adoption de cette clause ; on a dit toutes les difficultés qu'il y aurait de déterminer les salaires pour des travaux faits en pleine campagne, là où n'existe aucune organisation, là où on ne pourra même pas se guider d'après les salaires locaux ; on a enfin montré les impossibilités matérielles de distinguer dans la même usine, sur le même chantier, les ouvriers qui travaillent pour l'Etat et les communes de ceux qui travaillent pour les particuliers.

M. Georges Michel développe l'un de ces deux arguments en disant (1) : « Voici un lot de chemin de fer

(1) *L'Economiste français*, 29 avril 1899, p. 550 à 553.

à adjuger dans un coin de province, où il n'y a pas de salaire moyen connu. Cela se voit souvent. C'est un village où les travailleurs de la terre sont payés d'une façon dérisoire et gagnent à peine de quoi manger. Allez-vous vous baser là-dessus pour établir le salaire normal? Si oui, il sera inique. Quand on installe une entreprise de grands travaux publics à la campagne, on constate une hausse immédiate des salaires dans le pays. Par conséquent, on rendrait un mauvais service aux terrassiers ou aux maçons qui viendraient sur les chantiers, si on les payait d'après la taxe de la région. »

M. Cheysson disait de son côté au conseil supérieur du travail (1) : « La main-d'œuvre du chantier n'est qu'une fraction parfois insignifiante dans la main-d'œuvre totale. S'il s'agit, par exemple, d'un pont en métal, presque tout le travail se fait à l'atelier, tandis que sur le chantier, il ne reste plus qu'à effectuer rapidement le montage. Le barème officiel ne peut donc se dispenser de couvrir les ouvriers de l'atelier où se préparent les pièces du pont. Mais ici surgissent de sérieuses difficultés. Certains ouvriers, tels que les mécaniciens du moteur qui commande l'usine, les manœuvres, sont affectés à des services généraux qu'il sera malaisé de ventiler entre leurs diverses destinations. Ce n'est pas tout : une même machine sert à percer, à river, à poinçonner, à raboter aussi bien les poutres « municipales » que les poutres privées. Pendant les heures où elle agit sur les premières, l'ouvrier qui la surveille est un quasi-fonctionnaire, protégé par le tarif ; mais dès que la machine attaque la poutre d'un

(1) Lucien Le Foyer, p. 69.

plancher ou d'une charpente « de droit commun », son conducteur est brusquement destitué, et il est livré sans défense à l'exploitation patronale. Il y aura donc, non seulement côte à côte, dans le même atelier, des ouvriers des deux catégories, mais encore le même ouvrier, dans la même journée, changera de destination suivant la destination de la pièce qu'il travaille, véritable maître Jacques, prenant et déposant tour à tour son harnais officiel. »

Et M. Hubert-Valleroux ajoutait : « Est-ce dans une démocratie, dans un pays de suffrage universel, que l'on prétendrait faire cette distinction entre le chantier où l'on travaille pour l'Etat et celui où l'on exécute le même travail, mais pour des particuliers. »

Que penser de ces objections ? En ce qui concerne les travaux à la campagne, les difficultés ne seront pas insurmontables. Les salaires y sont-ils aussi faibles qu'on le prétend ? Dans de nombreuses bourgades de France, à l'heure qu'il est, les ouvriers se font payer comme dans les villes, quelquefois même davantage. Les travailleurs employés dans les chantiers publics n'auront donc le plus souvent rien à craindre des salaires courants. S'il est impossible, en certaines contrées, d'avoir une base sérieuse d'appréciation, l'administration adoptera les prix payés dans la ville la plus voisine ou, à défaut, fixera elle-même, et par exception, des salaires suffisant aux besoins de ses travailleurs.

Quant au second argument, il ne résiste pas davantage à un examen sérieux. S'il n'est pas possible de distinguer sur le même chantier les ouvriers employés pour les travaux privés des ouvriers employés aux travaux publics, il n'y a qu'à abandonner la mesure que nous proposons. D'ailleurs, si l'ouvrier de l'adju-

dicataire est aussi bien payé que l'ouvrier du particulier, tout est pour le mieux : la condition demandée devient inutile ou superflue. Par le minimum de salaire, on ne veut point faire naître une inégalité entre les ouvriers, on désire au contraire qu'il y ait égalité absolue. L'administration n'aura qu'à rejeter des adjudications les patrons qui ne se conformeront pas aux usages locaux pour le paiement des salaires. Mais avec la clause du maximum d'heures de travail l'argument devient plus sérieux. Certains ouvriers travailleront moins que d'autres et gagneront autant : comment fera-t-on la distinction dans tous les cas précisés par M. Cheysson ? En pratique, on n'appliquera le minimum de salaire et le maximum d'heures de travail qu'aux ouvriers occupés directement par l'adjudicataire sur le chantier public lui-même. Les ateliers où se prépareront d'abord les pièces de tous genres, les matériaux utilisés par l'entrepreneur ne seront pas atteints par les clauses du cahier des charges, et la logique n'exigera pas du législateur qu'il introduise le minimum de salaire en faveur de tous les ouvriers sans exception.

Il résulte bien de ces considérations que la clause du minimum aura pour effet de rétablir l'égalité entre les ouvriers et de supprimer l'un des abus possibles du système de l'adjudication.

Il nous reste à étudier les moyens pratiques de fixer le minimum : on peut en concevoir plusieurs, également applicables.

Dans un premier système, ce serait à l'entrepreneur lui-même de proposer librement, en même temps que son rabais, le *quantum* des salaires qu'il s'engage à payer. L'administration accorderait l'adjudication à celui qui offrirait le minimum le moins bas et le rabais le plus élevé.

Ce moyen serait assez avantageux, en ce sens qu'il sauvegarderait l'autorité patronale et laisserait aux salaires une certaine élasticité ; mais il nous paraît quelque peu compliqué. L'administration aurait, en effet, à faire une comparaison souvent difficile entre le prix des soumissions et les barèmes des salaires. Il lui faudrait tenir compte de trois éléments assez dissemblables : la moralité des entrepreneurs, les rabais proposés par eux, les salaires offerts. Comment comparer ces deux choses qui ne se comparent guère : le rabais et le salaire ? D'autre part, les barèmes des salaires seront loin d'être identiques pour une même soumission : tel entrepreneur paiera davantage ses manœuvres ; tel autre paiera moins ses maçons ; de quelle façon établir une résultante ?

Un second système met de côté toute intervention de l'autorité, tant qu'il n'y a pas d'abus constatés. L'entrepreneur sait par avance qu'il est tenu de payer les salaires courants ; il se contentera de remettre à l'administration, à des dates fixes, les bordereaux des salaires versés à ses ouvriers. Ce procédé, qui a l'avantage de donner au minimum beaucoup de souplesse, a le grave inconvénient de laisser la porte ouverte à tous les abus, à toutes les fraudes possibles.

La sincérité des déclarations de l'entrepreneur sera souvent difficile à contrôler et il y aura à craindre que des difficultés suivies de procès longs et coûteux ne s'engagent entre lui et l'administration.

Nous préférons adopter un troisième moyen qui consiste à remettre à l'Etat ou à la commune le soin de fixer eux-mêmes les salaires qui seront payés par l'adjudicataire. Sans doute, l'Etat et la commune vont assumer là une lourde charge et une grande responsabilité ; ils risqueront de commettre des erreurs pré-

judiciales soit aux patrons soit aux ouvriers ; mais ce système assurera au moins pour les soumissionnaires une fixité de chiffres absolue. L'administration n'aura pas à établir de balance entre les salaires promis et les rabais offerts ; elle accordera, sans arbitraire, l'adjudication à ceux qui consentiront les sacrifices pécuniaires les plus considérables.

L'Etat et la commune, dans ce troisième procédé, pourront se renseigner facilement ; les fonctionnaires ne leur manquent pas qui constateront pour chaque région, à l'aide des associations syndicales au besoin, les salaires payés couramment par les patrons. Il leur restera, au cours de l'adjudication, à exercer un contrôle sérieux et à user sans pitié des sanctions qui leur seront permises. L'administration pourra, s'il le faut, exiger que les salaires soient payés dans ses bureaux ; elle facilitera aux ouvriers le moyen de déposer, sans crainte de renvoi, leurs réclamations dans des boîtes à lettres spéciales ; elle appliquera enfin des peines d'amendes contre les adjudicataires récalcitrants. Ainsi seront résolues, au mieux des intérêts de tous, les difficultés qu'on a soulevées contre la clause du minimum de salaire.

SECTION IV. — De la limitation du nombre d'ouvriers étrangers.

Il est impossible de nier qu'à l'heure actuelle, les ouvriers étrangers font à nos nationaux une concurrence assez redoutable. Dans le seul département de la Seine, dit M. de Bouteiller (1) au conseil municipal de Paris, on constate que sur une population totale de

(1) P.-V. du 14 mars 1885. Rec. Lambeau, p. 1160 à 1175.

2,868,000 habitants, il existe 214,360 étrangers ! A Paris comme en province, les plaintes se sont élevées, nombreuses et persistantes, et sont venues indiquer le péril. Dès le 12 février 1883, M. Delhomme (1) signale au conseil municipal de Paris la présence exclusive d'ouvriers italiens dans des chantiers de marbrerie ; le 24 mars 1886, M. de Bouteiller (2) constate que l'entrepreneur chargé d'exécuter des fouilles pour la construction du musée Guimet, emploie sur 40 ouvriers, 32 Belges et 8 Français ; en 1886, d'après M. Joffrin (3), des ouvriers terrassiers étrangers sont employés au cimetière de Bagneux dans une proportion de plus de moitié ; en 1887, M. Vaillant (4) se plaint que dans les travaux de démolition de la Bourse de commerce, il y a plus de 150 étrangers sur 200 ouvriers employés ; enfin, en 1889 et en 1893, la Chambre syndicale des ouvriers granitiers (5), celle des fumistes (6), des sculpteurs praticiens (7), des mouleurs en plâtre (8), se plaignent au conseil de l'emploi exagéré d'étrangers ; dans les travaux de démolition de la rue de Vouillé (9), les neuf dixièmes des ouvriers seraient étrangers ; dans ceux de la rue de Tolbiac, il y en aurait encore 13 sur 65 (10).

(1) Rec. Lambeau, p. 174.

(2) Id., p. 536.

(3) Id., p. 584.

(4) Id., p. 1089.

(5) Id., p. 1477.

(6) Id., p. 1750.

(7) Id., p. 1779.

(8) Id., p. 1801.

(9) Id., p. 1483.

(10) Id., p. 1851.

En province, de nombreuses associations syndicales d'ouvriers ont protesté contre l'emploi des étrangers ; les municipalités de Marseille et de Béziers ont pris des délibérations par lesquelles le nombre en était limité. Dans certaines villes, la proportion des étrangers est égale au tiers du total des ouvriers occupés sur les chantiers publics : à Roubaix notamment, d'après une statistique faite en 1898, sur 520 ouvriers employés dans les travaux publics, il y a 343 Français et 177 étrangers (1).

Comment expliquer que les entrepreneurs adjudicataires se laissent aller à de tels excès cosmopolites ? D'après eux, la nécessité les oblige dans certains cas à faire appel au concours des ouvriers étrangers ; le Français serait, en effet, inapte à certains travaux, soit que l'expérience lui manque quelquefois, soit que la force physique lui fasse défaut, soit enfin que le métier lui paraisse trop vil ou trop pénible. Ainsi, dans beaucoup de régions, on trouverait peu d'ouvriers français disposés à s'embaucher comme terrassiers (2). M. Stanislas Ferrand, qui a passé trente-cinq ans de sa vie sur des chantiers, disait naguère à la Chambre que le Français n'était pas né démolisseur de vieux bâtiments, et qu'il fallait employer pour les travaux de démolition des Belges, des Flamands et aussi des Allemands ; d'après lui, les badigeonneurs sont presque tous des Italiens ou des Suisses (3).

(1) D'après des renseignements qui nous sont donnés par M. Charlot, adjoint au maire de Dijon.

(2) *L'Economiste français*, 29 avril 1899, p. 552.

(3) Séance du 4 mai 1899, *J. Officiel*, p. 1296, 3^e col.

Il y a là une explication ; chaque peuple a sa spécialité, et il est possible que certains travaux ne soient point aimés de nos ouvriers ; mais la vraie raison qui détermine, à notre sens, les entrepreneurs, ce doit être la question de salaire. Si l'ouvrier étranger se contente le plus souvent d'un salaire inférieur à celui de l'ouvrier français, c'est que, se trouvant sur un sol qui n'est pas le sien, il n'a pas le droit de se montrer exigeant ; c'est surtout parce qu'il a moins de besoins. M. Alphand reconnaissait lui-même, au conseil municipal de Paris, que le service des balayeurs était fait en grande partie par des étrangers à qui on donnait un salaire minime (1). Et cela n'est pas pour nous étonner. L'ouvrier français a atteint un niveau moral qui exige des conditions de vie matérielle et de bien-être, dont l'étranger peut plus facilement se priver. Ses besoins matériels sont d'autant plus intenses qu'il a un degré plus élevé de civilisation ; d'autre part, il a le plus souvent une famille à nourrir, alors que le Belge, l'Allemand ou l'Italien ont laissé leurs femmes et leurs enfants dans leur pays. Enfin le Français a des charges fort lourdes que n'a pas à supporter l'étranger : le service militaire surtout lui prend trois des meilleures années de sa vie, pendant lesquelles l'ouvrier étranger augmente ses capacités professionnelles et devient souvent contre-maître ; puis ce sont les périodes des vingt-huit et des treize jours qui éloignent du chantier l'ouvrier français à des intervalles réguliers. Et si nous ajoutons à tout cela les impositions de mille sortes qui pèsent directement ou non sur le prolétariat, nous

(1) Rec. Lambeau, p. 185.

aurons expliqué en peu de mots comment le Français ne peut supporter la concurrence qui lui est faite.

Puisqu'il y a inégalité dans la lutte, il faut chercher les moyens de la supprimer. On a proposé l'établissement d'un impôt spécial sur les entrepreneurs assez dépourvus de patriotisme pour employer des étrangers, sous le prétexte qu'ils se contentent de moindres salaires. Cet impôt serait calculé de façon à ne pas permettre la réalisation d'un bénéfice quelconque sur la main-d'œuvre étrangère (1). Ce serait là, à notre avis, un moyen bien intransigeant et qui dépasserait peut-être le but que l'on se propose. Il est plus simple de limiter pour chaque adjudication le nombre d'étrangers que pourra employer l'entrepreneur. C'est la mesure qui a été adoptée par la ville de Paris, puis par le ministre du commerce, dans ses décrets du 10 août 1899 ; elle ne laisse pas que de soulever d'ailleurs un problème assez ardu de droit international, sans compter que des représailles de nos voisins sont toujours à craindre.

Si l'Etat, en limitant le nombre des ouvriers étrangers sur ses chantiers, agissait comme puissance publique, la question serait facile à résoudre : dans l'état actuel de notre législation, il paraît impossible d'opposer à un étranger sa nationalité pour le priver du droit de travailler sur un chantier public. Les conventions conclues par le gouvernement avec divers Etats, et notamment les traités de commerce de 1882, ont concédé à leurs ressortissants la faculté d'exercer, sur notre territoire, toute espèce de métier. Il appartient à la Chambre seule d'adopter sur ce

(1) *Journal des Economistes*, 15 fév. 1898, Chronique.

point l'un des nombreux projets de lois déposés depuis quelques années (1).

Nous ne devons pas oublier que lorsqu'il s'agit de travaux publics, l'Etat et les communes agissent en tant que patrons et qu'à ce titre ils ont peut-être le droit d'employer exclusivement, s'il leur plaît, des ouvriers français. Mais laissons de côté cette difficulté d'ordre diplomatique. N'y aurait-il pas un moyen moins restrictif et plus conforme aux sentiments de fraternité qui animent aujourd'hui tous les ouvriers par-dessus les frontières ? Ne pourrait-on éviter cette clause qui n'est que du protectionnisme et le signe manifeste ou de notre faiblesse ou de notre insuffisance ? Nous savons que les étrangers acceptent des salaires peu rémunérateurs : supprimons la cause du mal et nous aurons trouvé le remède. N'hésitons pas à adopter la condition du minimum de salaire, à l'imposer aux entrepreneurs, et quand ils n'auront plus aucun intérêt à prendre des étrangers, ils s'adresseront de préférence à leurs compatriotes. Nous partageons sur ce point l'opinion de M. Vaillant qui disait au conseil municipal (2) : « En attendant des mesures plus importantes, je veux bien voter l'exclusion des ouvriers étrangers au delà d'un dixième ; mais quand la suppression du marchandage, la diminution des heures de travail, le salaire minimum seront imposés aux entrepreneurs, ceux-ci n'auront plus aucun intérêt à faire venir des étrangers pour exploiter et abaisser le salaire des Français. »

(1) Tous ces projets de lois sont énumérés par la *Revue générale d'Administration*. 1891, 2, p. 291. Note 1.

(2) Rec. Lambeau, p. 536 à 547. P.-V. de la séance du 24 mars 1886.

Ce que nous considérons comme un remède, avec M. Vaillant, est au contraire regardé comme l'unique cause du mal par certains auteurs. C'est ainsi que M. Bouge a pu écrire dans la *Revue politique et parlementaire* (1) : « Les collectivistes sentent si bien que l'élévation des salaires et l'élévation des produits feront affluer sur le marché français l'offre de la main-d'œuvre et des produits étrangers, qu'ils demandent l'interdiction à peu près exclusive de la main-d'œuvre étrangère. Cette conclusion condamne à elle seule le système. Elle est la preuve que les conditions du travail, injustes dans leur principe et excessives dans leur quotité, attireront sur notre marché l'offre du travail étranger, et cela en dépit des inconvénients et des frais consécutifs à tout exode. »

En admettant, comme le veut M. Bouge, que la clause du minimum de salaire ait pour résultat de hausser les salaires, il faudrait encore démontrer que la main-d'œuvre étrangère sera préférée à prix égal à la main-d'œuvre française. Une telle affirmation est contestable et les collectivistes auxquels s'adresse, en cette boutade, M. Bouge, pourraient trop facilement répondre que les étrangers sont préférés parce qu'ils coûtent moins cher aux patrons. La limitation de leur nombre n'est donc en définitive qu'une mesure temporaire destinée à diminuer le danger de la concurrence, jusqu'au jour où l'égalité des salaires rendra la clause inutile. En fixant à dix pour cent du travail national l'élément étranger, nous aurons donné satisfaction aux sentiments de générosité native qui animent la nation française.

(1) Année 1896, 3, p. 550 à 556.

SECTION V. — De l'abolition du marchandage.

Nous avons vu que le conseil municipal de Paris avait introduit dans ses cahiers des charges une clause par laquelle il réclamait l'application stricte du décret de 1848 sur le marchandage. Le gouvernement de la République avait en effet, par un décret en date du 2 mars 1848, prohibé le marchandage et sanctionné cette prohibition par un arrêté du 21 mars de la même année. Ce décret était ainsi conçu :

Au nom du Peuple français,

Sur le rapport de la Commission du gouvernement pour les travailleurs : Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchands, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ;

Le gouvernement provisoire de la République décrète :

L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie.

Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres, ne sont pas considérées comme marchandage.

Quant à l'arrêté du 21 mars 1848, il portait :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive ; et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

En fait, décret et arrêté sont restés lettres mortes ; il faut même arriver jusqu'à l'année 1881 pour trouver une décision de justice s'appliquant au marchan-

dage : à la date du 3 janvier 1881, le conseil des prud'hommes (1) annule une convention intervenue entre un entrepreneur et un « tâcheron » ; puis par des décisions postérieures des 16 février 1881 et 27 juin 1888 (2), il considère comme licites des contrats de marchandage dans lesquels il ne constate pas une exploitation des ouvriers. Le 9 avril 1897 (3), le tribunal correctionnel de la Seine est saisi, pour la première fois en France, d'un délit de marchandage, et encore la poursuite n'a-t-elle pas lieu à la requête du parquet ; l'affaire vient sur citation directe et a un caractère purement civil ; elle est portée devant la Cour d'appel qui confirme le jugement d'instance le 9 juillet 1897, puis devant la Cour de cassation qui rend un arrêt, unique en la matière, à la date du 4 février 1898 (4).

Aux termes de cette jurisprudence, il y a deux sortes de marchandage, un marchandage licite ne contenant pas le caractère d'exploitation visé par la loi et un marchandage illicite dans lequel on trouve une véritable exploitation de l'ouvrier. Cette conven-

(1) Voir sur toute cette matière M. Jules Brodu : *Thèse sur le marchandage*, Paris, Rousseau, 1898.

(2) Sirey, 1884, 2, 221. — P. 1884. I. 1146.

(3) *Le Droit*, 10 avril 1897, 14 août 1897.

(4) *Gazette des Tribunaux*, 2 mars 1898 ; Sirey, 1899, 1, 249. — La Cour de cassation a renvoyé l'affaire devant la Cour d'Orléans qui, dans un arrêt du 5 juillet 1898 (S. 1899, 2, 201), a adopté l'opinion de la Cour de cassation. Puis, par un arrêt contradictoire du 11 juillet 1899, la Cour d'Orléans a décidé que le marchandage était délictueux par lui-même et non pas seulement quand il y avait abus. (Sirey, 1899, 2, 231). — Dans une autre note sous l'arrêt de la Cour d'Orléans (S. 1899, 2, 201), M. Roux étudie la question d'abrogation des décrets par non-usage et la question de complicité de l'entrepreneur.

tion devient seulement punissable si elle réunit ces trois conditions : un fait matériel d'exploitation, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier. Quant à l'entrepreneur, il ne peut être mis en cause que si le tribunal établit sa connivence avec le marchandeur contre lequel le délit est prouvé.

Nous n'avons pas à rechercher ici quelle est la valeur de cette jurisprudence dont l'interprétation serait peut-être assez difficile à justifier ; elle se préoccupe plus du texte de la loi que de son esprit et il semble bien, d'après les travaux préparatoires, que le gouvernement provisoire a eu l'intention très ferme de prohiber toute espèce de marchandage ; pour lui, le mot « *exploitation* » était synonyme du mot « *marchandage* » : c'est pourquoi le décret contient les deux expressions (1).

Constatons seulement que le législateur de 1848 a eu le tort d'expliquer la raison d'être de la loi qu'il édictait : il aurait dû se contenter d'écrire une prohibition très nette, que la Cour de cassation n'aurait pu ainsi trouver le moyen d'éluder en l'interprétant. C'est pour supprimer toute discussion juridique que certains députés ont déposé des propositions de lois par lesquelles la convention de marchandage est interdite. Parmi eux, citons MM. Paschal Grousset (2), dont la proposition porte que le marchandage est un

(1) C'est aussi l'opinion de M. Roux, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, qui, dans une note très complète (S. 1899, I, 249), combat la thèse de la Cour de cassation et montre, à l'aide des travaux préparatoires, que le marchandage a été radicalement aboli.

(2) Ch. des députés. Séance du 8 mars 1894. *Journ. off. Doc. parlam.*, 1894, p. 358.

délit, et Arthur Groussier, Dejeante, Edouard Vailant, qui demandent également sa prohibition (1).

Sans nous préoccuper de savoir s'il ne serait pas préférable de légiférer sur ce point, plutôt que de régler la question si délicate du marchandage par une clause du cahier des charges, demandons-nous quels sont les avantages ou les inconvénients de ce contrat au point de vue économique. Et d'abord, que faut-il entendre par « marchandage » ?

Dans le procès-verbal d'une des séances de la Commission de 1848 on relève les dispositions suivantes : « Diverses sortes de marchandage sont à distinguer : « il y a les marchandeurs ou « tâcherons » qui sous-« entreprennent certaines parties des travaux et les « font exécuter à la journée, par des ouvriers sous « leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est « oppressif pour l'ouvrier.

« Il y a ensuite le marchandage habituel, qui consiste dans le travail à la pièce ou « piécard ». Ce « genre de travail est avantageux à l'ouvrier et au patron, car à l'un il assure un bénéfice proportionné à « son activité, et à l'autre une livraison plus rapide. « Le piécard est à conserver.

« Il y a enfin un troisième genre de marchandage, « qui consiste dans l'entreprise faite par plusieurs « ouvriers réunis en association, avec partage des « bénéfices dépassant le salaire de la journée de cha-

(1) Ch. des députés. Séance du 28 mai 1897. *Journ. off.* Doc. parlam., 1897. 2., p. 1330 à 1338. Article 15 du projet où il est dit : « Le contrat de travail connu sous le nom de marchandage est interdit. Est marchandeur celui qui, ne fournissant pas la matière, occupe des travailleurs à façonner cette matière pour le compte d'un employeur de la profession ».

« cun, partage fait au prorata du taux de la journée de
« chaque associé. C'est là un genre d'association utile
« à conserver et à encourager (1). »

Si l'on tient compte de la pensée de la Commission, le marchandage qu'on veut proscrire est donc celui qui se pratique quand un ouvrier se charge à forfait d'un travail et embauche d'autres ouvriers pour accomplir ce travail. C'est bien ce que dit M. Cauwès dans son cours d'économie politique : « Quand un travail est entrepris à la tâche, souvent l'ouvrier qui s'en est chargé a besoin du concours de plusieurs autres qu'il embauche, c'est le marchandage » (2).

De tout cela il résulte que le marchandeur ou « tâcheron » est un ouvrier qui sert d'intermédiaire entre l'entrepreneur et la main-d'œuvre. Son rôle consiste à prendre au rabais certains travaux, à faire exécuter ces travaux par des ouvriers comme lui, avec les matériaux que lui fournit l'entrepreneur. Le marchandeur se distingue en conséquence très nettement du sous-entrepreneur, et la Cour d'appel de Paris a peut-être le tort d'employer indifféremment les deux expressions. Le sous-entrepreneur est un patron, au même titre que l'entrepreneur ; il traite en seconde main pour l'exécution de certains travaux dont l'entrepreneur ne peut se charger, soit parce qu'il n'est pas compétent, soit parce qu'il n'a pas le temps de surveiller ; il fournit lui-même ses matériaux et emploie des ouvriers ; il peut même s'entendre avec des « tâcherons ». Le marchandeur, au contraire, est un

(1) *Rev. gén. d'administration*, 1891, tome II, p. 285 à 287.

(2) CAUWÈS, *Cours d'Economie politique*, tome III, p. 95, 3^e édition.

ouvrier qui, pour l'exécution des travaux dont il se charge, n'apporte que la main-d'œuvre. Les bénéfices de l'un et de l'autre sont bien différents : celui de l'entrepreneur ou du sous-entrepreneur consiste dans la différence entre le prix qui leur est payé et les sommes qu'ils doivent déboursier pour l'exécution des travaux, prix des matériaux, salaires des ouvriers, amortissement des capitaux engagés. Le bénéfice du marchand se trouve dans la différence entre la somme qu'il reçoit de l'entrepreneur ou du sous-entrepreneur et celle qu'il paie à ses ouvriers pour leurs salaires.

Toute la question est de savoir si ce bénéfice est légitime. La solution du problème est délicate et mériterait une consciencieuse étude. Les arguments qu'on a fait valoir à l'appui du marchandage sont assez sérieux ; mais non moins graves sont les critiques qu'on lui adresse. Beaucoup d'ouvriers s'élèvent avec vigueur contre ce mode d'exploitation, et parmi les entrepreneurs il s'en trouve quelques-uns qui ne voient dans cette convention que des inconvénients.

Le marchandage, dit-on dans une première théorie, est très utile, et la meilleure preuve de sa nécessité se trouve dans son existence même. Il est aussi fort avantageux pour l'ouvrier, pour le tâcheron et enfin pour l'entrepreneur : avantageux pour l'ouvrier, parce que celui-ci touche des salaires plus élevés avec le tâcheron (1) ; c'est ainsi qu'un ouvrier maçon gagnait 0 fr. 75 avec l'entrepreneur et 0 fr. 95 avec le marchand ; utile pour lui, parce qu'il lui permet de

(1) Thèse de M. Jules BROU, p. 22 et 23. Les entrepreneurs Bassinet et Stanislas Ferrand pensent de même. *Journ. offic. Ch. des députés*, 4 mai 1899, p. 1298.

faire plus facilement son apprentissage : le marchandeur ayant, en effet, le temps de s'occuper des jeunes ouvriers, sait en tirer parti et les emploie aux travaux faciles.

Quant au tâcheron, il peut réaliser un gain plus élevé que s'il était resté simple ouvrier ; en faisant des économies, il a le moyen de devenir à son tour entrepreneur et de s'élever jusqu'au patronat.

L'entrepreneur enfin a tout intérêt au maintien du marchandage : il ne court plus les risques du temps plus ou moins bien employé par ses ouvriers, car le tâcheron seul se préoccupe de faire rendre à ses ouvriers le plus possible, pour finir vite l'ouvrage commandé ; il a encore une surveillance beaucoup moindre à exercer et peut se contenter de contrôler, quand tout est terminé. Il connaît de plus le prix de revient du travail, avant même qu'il soit exécuté.

En un mot, le marchandage assurerait une meilleure direction et une surveillance plus active du travail, il pousserait l'ouvrier à développer sa force et son habileté et lui permettrait de quitter peut-être un jour le prolétariat, dont il ne pourrait jamais sortir sans cela.

Voilà pour les avantages, mais que d'inconvénients n'y a-t-il pas aussi à signaler ! Certains entrepreneurs (1) ne veulent point de marchandeurs parce qu'ils nécessitent une surveillance continue et qu'ils

(1) Un entrepreneur, membre de la Chambre de commerce de Dijon, qui a construit plusieurs grands forts de l'Est, nous disait récemment qu'il avait toujours eu des difficultés avec les marchandeurs et qu'il préférerait ne point en employer ; la surveillance à exercer sur eux était tout aussi grande que s'il exécutait lui-même les travaux avec des ouvriers et des surveillants salariés.

sont presque toujours les auteurs des malfaçons (1). Les ouvriers leur sont hostiles parce qu'ils les considèrent comme leurs exploiters acharnés. « N'est-ce pas une chose inique, dit M. Joffrin (2) au conseil municipal, qu'un homme qui entre dans un chantier et qui n'y apporte rien que sa surveillance, puisse prélever un salaire sur les salaires de ses camarades ? Le marchandage est plus inique que le patronat lui-même ; où est la responsabilité du tâcheron, qui souvent n'est pas le plus intelligent, mais est en général le plus souple, le plus « plat » ? Où sont ses capitaux ? »

En réalité, nous ne croyons pas, malgré les affirmations de certains entrepreneurs, que le marchandage ait pour résultat de hausser les salaires des ouvriers. Il arrive fréquemment que l'offre de travail excède la demande : les ouvriers sont obligés de se contenter d'un salaire restreint que l'intervention d'un marchandeur diminue encore. Or, cette intervention peut-elle être légitime, puisque le « tâcheron » n'a pas avancé de fonds et n'a pas fourni de matériaux ? Il embauche les ouvriers, leur fixe la besogne et garde une part de la rémunération. N'est-ce pas un véritable accaparement des moyens d'existence de la classe laborieuse ? N'est-ce pas une exploitation ?

M. de Molinari écrit à ce sujet (3) : « Le marchan-

(1) M. Bassinet repousse le marchandage non parce que le marchandeur exploite l'ouvrier, car c'est, d'après lui, celui qui paie le plus cher, mais parce que c'est l'auteur de presque toutes les malfaçons. Voir Rec. Lambeau, p. 1510.

(2) Rec. Lambeau, p. 1013.

(3) Cours d'Economie sociale, par le R. P. Antoine, p. 530. Paris, Guillaumin, 1896.

deur, pour exécuter les travaux qu'il a pris à façon, a besoin d'un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers. Ces ouvriers, il s'efforce naturellement d'obtenir leur travail au meilleur marché possible, il s'adresse de préférence à ceux dont les besoins de subsistance sont les plus urgents ; il leur fait des avances pour les retenir en les endettant et les surveille de plus près que ne pourrait le faire l'entrepreneur. Le marchandage, ainsi pratiqué, réduit fréquemment l'ouvrier à une condition misérable. A la merci du marchandeur et parfois du sous-marchandeur, il ne reçoit, en échange d'un travail excessif et épuisant, qu'un salaire minime. »

Mais le « tâcheron » ne se contente pas de payer souvent des prix dérisoires qui lui permettront d'augmenter son profit, il peut aussi ne rien payer du tout en spéculant par avance sur sa propre insolvabilité ; on peut de même supposer que l'entrepreneur se fera le complice de cette spéculation et, dans les deux cas, l'ouvrier, n'ayant un recours contre personne, est absolument spolié.

Si nous ajoutons que le tâcheron est, en général, très dur pour ses ouvriers, qu'il les surmène en exigeant d'eux le maximum d'efforts, nous aurons fait le procès du marchandage.

En présence de tous ces abus possibles, nous ne voyons aucune inconvénient à ce que les cahiers des charges interdisent d'une façon absolue le marchandage. Si l'entrepreneur a plusieurs chantiers en activité au même moment, s'il est dans l'impossibilité matérielle d'engager chaque matin les hommes dont il a besoin, il n'a qu'à s'adjoindre des chefs de chantier qui seront ses commis.

Nous ne pourrions admettre le marchandage qu'avec

les deux correctifs indispensables que voici : d'abord la clause du minimum de salaire, qui empêcherait l'avilissement des salaires, rendu fatal par la présence d'un intermédiaire dont le rôle économique est d'ailleurs contestable ; puis l'existence d'un privilège accordé aux ouvriers pour le paiement de leurs journées sur les sommes dues par l'entrepreneur au marchand. Mais une loi seule pourrait créer ce privilège et le législateur n'a pas encore étudié cette question qui intéresse pourtant beaucoup la classe ouvrière tout entière (1).

(1) M. Beauregard, député de Paris, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris propose une extension suffisante du décret du 26 pluviôse an II (*Monde Economique*, 8 avril 1899, p. 419). Ce décret accorde aux ouvriers ou fournisseurs des travaux de la nation un privilège sur les sommes dues à l'entrepreneur pour ses travaux ; ce privilège ne s'étend pas aux fonds de son cautionnement. — Les dispositions de ce décret ont été étendues à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics, par la loi du 25 juillet 1891. — Rappelons en outre l'article 1798 du C. C. qui est ainsi conçu : « Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée. »

TROISIÈME PARTIE

DES CONDITIONS DU TRAVAIL A L'ÉTRANGER

CHAPITRE I^{er}

L'ANGLETERRE (1).

Depuis plusieurs années déjà le Gouvernement britannique, le Comté de Londres, un grand nombre d'administrations communales insèrent dans leurs cahiers des charges des clauses protectrices du travail.

(1) Nous avons consulté pour l'Angleterre les documents qui ont été mis gracieusement à notre disposition par MM. Moron, directeur de l'Office du travail, Keüfer, membre du Conseil supérieur du travail, qui est en correspondance suivie avec M. Sidney Webb, et enfin M. David Schloss, chef de bureau au « Labour Department », du « Board of Trade » de Londres, à l'obligeance duquel nous devons des renseignements très récents.

Voir pour l'Angleterre : 1^o Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux Etats-Unis et en France. *Office du travail*. Paris, Imprimerie Nationale, 1897. — 2^o Rapport de M. Keüfer à la Fédération française des travailleurs du Livre, Paris, 1896. — 3^o *Le Socialisme municipal*, par Victor Mataja. *Revue d'Economie politique*, 1895, p. 59 à 70. — 4^o *Report. Government Contracts* (Fair Wages Resolution), 1896. Londres. Eyre et Spottiswoode. Price 1 s. 5 d., 160 pages). — 5^o *The Labour Gazette*. April 1898 : « Fair Wages » in public Contracts, p. 99. — 6^o *Bulletin de l'Office du travail*, passim.

Il y a là un fait très curieux à constater chez une nation qui a toujours été si favorable aux idées de liberté absolue sur le marché du travail. Sans doute l'agitation socialiste a été pour beaucoup dans l'évolution qui s'est faite en Angleterre sur le terrain social, de même que la forte organisation des travailleurs groupés, au nombre de près de deux millions, dans les *Trades-Unions*, a contribué à l'adoption de réformes hardies. Mais il faut reconnaître que l'Etat anglais, socialiste sans le savoir, et toujours ami du progrès, n'a jamais essayé de paralyser en quoi que ce fût les efforts des ouvriers ; il a lui-même donné l'exemple, en se prêtant d'une façon très libérale à toutes les expériences sociales ; les patrons enfin, qui disposent en Angleterre de capitaux souvent considérables, n'ont pas craint, au prix de sacrifices, de faire des tentatives qui effraieraient encore nos industriels français (1). Grâce à toutes ces initiatives intelligentes, aidées du reste par le tempérament même de l'ouvrier anglais qui est doué d'un esprit pratique remarquable, l'Angleterre a vu naître un ensemble de mesures très avancées.

On s'est surtout préoccupé, de l'autre côté du détroit, de la clause du minimum de salaire ; la condition relative au marchandage et celle qui vise les ouvriers étrangers n'ont pas manqué d'attirer l'attention. Quant à la clause du repos du dimanche, elle est inutile, puisqu'une loi de Charles II interdit tout

(1) Voir sur ce point très intéressant : *Socialistes anglais*, par Pierre Verhaegen, p. 331 à 369. Paris, Larose, 1898. Gand : Engelcke, éditeur. — Thèse de M. Albert Philippe sur la Réglementation du travail industriel des adultes, p. 109 à 124. Mâcon, Protat, 1897.

travail le dimanche. Reste la condition du maximum d'heures de travail : elle est stipulée aussi, mais en fait elle est moins nécessaire. Car l'Angleterre est un des pays où le travail dure le moins ; dans la plupart des industries, les patrons ont adopté le maximum de 54 heures par semaine, souvent même de 53 et de 48 heures. Les municipalités et l'Etat ont suivi le mouvement pour dépasser quelquefois l'initiative privée ; l'expérience de la journée de huit heures a eu lieu dans la cartoucherie de Woolwich, dépendant du ministère de la guerre, puis elle a été introduite le 19 mars 1894 dans les ateliers de la marine, sur l'ordre de Lord Spencer, premier Lord de l'Amirauté ; le 1^{er} avril 1895, elle était aussi acceptée dans les usines télégraphiques de l'administration des postes. Enfin la Chambre des communes a voté, le 5 mai 1893, par 279 voix contre 201, le *Bill Leake* fixant la journée des femmes et des enfants à huit heures de travail (1).

Ce qu'il nous importe surtout de connaître en Angleterre, ce sont les résultats produits par l'adoption des conditions du travail dans les cahiers des charges des travaux publics. Mais il est nécessaire auparavant de passer en revue ce qui a été fait, soit par l'Etat, soit par le Comté de Londres, soit par les communes.

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1898, p. 220 et 221
La journée de huit heures dans l'industrie anglaise.

SECTION PREMIÈRE

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE (SCHOOL BOARD) DE LONDRES (1).

L'introduction d'une clause relative au minimum de salaire paraît avoir été décidée pour la première fois en Angleterre par l'administration scolaire de Londres. Elle avait conclu, en 1886, des marchés avec une imprimerie qui ne se conformait pas aux revendications des *Trades-Unions* et notamment de la *Trade-Union* des compositeurs de Londres ; aux élections de 1888, deux membres de la *Fabian Society* (2), Annie Besant et Steward Headlam, furent élus au *Board School* et c'est à leur initiative qu'est due la décision de l'administration prise à la date du 7 février 1889. Chaque soumissionnaire fut, en effet, astreint à signer la déclaration suivante :

« Je déclare que je paye à mes ouvriers un salaire qui n'est pas inférieur au taux minimum reconnu dans chaque métier. »

(1) Note sur le minimum de salaire, *cit. oper.*, p. 7 à 10.
— Article de M. Mataja, *cit. oper.*, p. 59.

(2) La « *Fabian Society* », dont le siège est à Londres, compte environ 700 membres. Elle a pour « leader » M. Sidney Webb ; les plus éminents de ses membres sont MM. Bernard Shaw, Graham Wallas, Walter Crane ; Miss Beatrice Potter, devenue Mrs Sidney Webb, est une collaboratrice influente du groupe fabien. Le but de la société est la socialisation du sol ; elle a deux moyens d'action : l'éducation du peuple, la pénétration des idées socialistes dans tous les milieux. Ses ressources sont d'environ 20,000 fr. par an.

Peu après, l'administration prit une autre délibération visant le marchandage :

« De temps à autre, l'administration fera une enquête sur toutes les accusations de marchandage qui pourront lui être adressées contre toute personne ou toute maison soumissionnant pour les travaux de l'administration ; si la plainte est reconnue fondée, la personne ou la maison incriminée verra sa soumission repoussée, parce que l'administration scolaire se refuse à encourager, en quoi que ce soit, la pratique du marchandage. »

Après avoir remanié à plusieurs reprises en 1890, en 1891 et 1892, la clause relative au minimum de salaire, le *School Board* décida, à la date du 10 mai 1894, que « les cahiers des charges des travaux de bâtiment contiendraient désormais une clause obligeant les adjudicataires à payer les salaires arrêtés d'un commun accord entre les syndicats patronaux et ouvriers de Londres. »

A partir de 1894 jusqu'au 1^{er} octobre 1896, date du cahier des charges le plus récent, un tableau détaillé des salaires a été annexé pour les constructions neuves, travaux de réparation ou d'entretien.

Les salaires sont fixés par l'association centrale des entrepreneurs de construction de Londres et par les représentants des syndicats des divers métiers du bâtiment ; dans les districts où le tarif de Londres n'est pas appliqué, le salaire payé ne doit pas être inférieur au minimum en usage.

La sous-entreprise est interdite aux entrepreneurs, à moins qu'ils n'obtiennent l'autorisation de l'architecte ; dans ce cas, ils resteront responsables vis-à-vis de l'administration et leurs sous-traitants devront payer le minimum aux ouvriers.

Chaque infraction à l'une ou l'autre de ces clauses

est punie d'une amende de 125 fr. ; d'autre part, l'adjudicataire est tenu, sous peine d'une amende de 25 fr. par jour, d'afficher une copie de l'état détaillé des salaires dans les chantiers ; il doit enfin, sous peine d'une nouvelle amende de 75 fr. par jour, tenir à la disposition des inspecteurs des feuilles de paye hebdomadaire avec les noms des ouvriers et les salaires qui leur sont donnés.

Telles sont les conditions adoptées par le *School Board*, qui a fait exécuter, pendant l'année 1895-1896, pour 15,121,800 fr. de travaux.

SECTION II

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX DU CONSEIL DE COMTÉ DE LONDRES (1).

Le conseil de Comté de Londres (*County Council of London*), créé par la loi de 1888 qui érigeait en comté toute ville ayant plus de 50,000 habitants, n'est pas resté en arrière dans sa sollicitude pour la classe ouvrière, malgré sa composition essentiellement conservatrice (2). Dès le 5 mars 1889, il résolut d'exiger de tout individu qui voudrait prendre part aux adju-

(1) Note sur le minimum, *cit. oper.*, p. 11 à 19. — Article de M. Mataja, *cit. oper.*, p. 61 à 65. — *Socialistes anglais*, de M. Verhægen, p. 329, 346 à 349.

(2) Plusieurs socialistes sont cependant entrés dans différentes élections, notamment MM. Sidney Webb et Burns. Aux élections de 1895, les progressistes ont perdu quelques sièges, mais en conservent encore aujourd'hui 59.

dications du Comté la déclaration que « les salaires payés aux ouvriers et les heures de travail exigées seraient ceux qui sont regardés généralement comme justes (*fair*) dans l'industrie en question et que, si le contraire était prouvé, la soumission ne serait pas acceptée ».

Mais cette disposition n'ayant pu supporter l'épreuve de la pratique, à raison des difficultés d'application qu'elle soulevait, fut modifiée à la date du 27 mai 1892. En vertu de ce nouveau règlement, chaque entrepreneur est astreint à déclarer qu'il paiera la taxe des *Trades-Unions*, et il est tenu de se conformer aux journées et conditions de travail admises par elles dans les lieux où s'effectueront les travaux.

Voici quelques-unes des dispositions adoptées par le *County Council* sur la proposition de son *Works Committee* :

I. Dans le « *County Hall* » doit être exposée une liste des salaires et des heures de travail à observer par le « *Council* » pour les travaux de construction qu'il fait exécuter sans recourir à des entrepreneurs.

Cette liste est établie d'après les chiffres indiqués par les « *Trades-Unions* ».

II. Dans les publications relatives aux adjudications de travaux à exécuter dans un rayon de vingt milles autour de « *Charing-Cross* », il sera dit que l'adjudicataire devra se conformer, pour les salaires et les heures de travail, au tableau dressé par le conseil.

III. Il sera inséré dans tout contrat une clause interdisant à l'adjudicataire de passer un sous-contrat sans l'autorisation préalable du conseil. Si elle est concédée, l'entrepreneur reste toujours responsable de l'observation des conditions du travail.

SECTION III

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX COMMUNAUX (1).
— (DISTRICTS SANITAIRES URBAINS « URBAN SANITARY DISTRICTS »).

Les autorités des districts anglais se préoccupèrent surtout de la question des conditions du travail après le 22^e congrès des *Trades-Unions*, tenu à Dundee en 1889, et où fut votée à une grande majorité la résolution suivante :

« Le congrès insiste sur la nécessité, pour toutes les « Trades-Unions », d'user de leur influence sur les municipalités et les autres administrations publiques pour obtenir l'insertion, dans tous les contrats de travaux publics, de la clause suivante : Les salaires courants, dans chaque métier, seront payés à tous les ouvriers employés. »

Cette décision fut loin de rester stérile, car moins de quatre années après, en 1893, le nombre des districts, dans lesquels certaines conditions étaient adoptées, s'élevait à 148 et à 149, si on ajoute le district de Londres. En 1896, près de 200 municipalités s'étaient

(1) Note sur le minimum. *cit. oper.*, p. 3 à 6. — Article de M. Mataja, *cit. oper.*, p. 60. — Urban Sanitary Districts (Conditions of Contracts), 1 broch. de 19 pages, Eyre et Spottiswoode. London, 1898. — Labour Gazette, avril 1898. — Bulletin de l'Office du travail, mai 1898, p. 426.

On sait que les autorités des districts sanitaires sont chargées de faire exécuter une grande partie des travaux de voirie, d'adduction d'eau, etc., et, d'une manière générale, les travaux faits en vue de l'assainissement.

ralliées, d'après M. Sidney Webb, à l'introduction du minimum de salaire dans les travaux publics. Mais des chiffres plus exacts viennent de nous être fournis par un rapport adressé au Parlement en 1890 par le conseil de gouvernement local. Ce rapport(1) « indique, pour chaque *District sanitaire urbain*, si les contrats de travaux, passés par les autorités locales, imposent aux adjudicataires certains taux de salaires ou contiennent d'autres conditions relatives au travail des personnes employées, avec l'indication de ces diverses stipulations. » Il vient ainsi compléter l'enquête ordonnée à la date du 31 mai 1893 par la Chambre des communes, sur la demande de l'un de ses membres, M. John Burns.

Le conseil de gouvernement a dressé un tableau qui indique le nombre et la population des districts où certaines stipulations sont imposées aux adjudicataires. Bien que les conditions actuelles soient très variées, on a pu les grouper en cinq rubriques principales. On distingue si l'adjudicataire doit payer :

1° Les salaires courants. — *Those current in the district ;*

2° Les salaires acceptés par les « Trades-Unions ». — *Those recognised by Trade-unions ;*

3° Les salaires acceptés d'un commun accord par

(1) Return « showing, in respect of each Urban Sanitary District, wheter the Contracts entered into by the Authority for the execution of Works specify any Conditions as to the Wages to be paid by the Contractor, or other Conditions with respect to the Persons employed by him ; and, if so, what are the Conditions so specified (in continuation of Parliamentary Paper, n° 435, of Session 1893). » Local Government Board. 10 February 1898.

les associations patronales ou ouvrières. — *Those agreed on by associations of employers and employed* ;

4° Les salaires courants à la date de signature du contrat. — *Those prevailing or recognised at date of contract* ;

5° Les salaires stipulés dans le contrat même. — *Those fixed in Contract*.

Le rapport porte sur 1,036 districts urbains, avec une population de 17 millions de personnes environ ; il ne s'occupe pas de Londres.

Un tableau dressé par *The Labour Gazette* résume ces divers renseignements. (Voir à la page ci-contre).

Il en ressort que 163 districts, comptant ensemble 9 millions d'habitants environ, insèrent dans leurs contrats des clauses relatives aux salaires ; 11 autres (environ 500,000 habitants), mentionnent les conditions à observer, sans les inscrire toutefois au contrat ; 912 enfin (environ 8 millions d'habitants) n'ont fait aucune stipulation de cet ordre.

Le tableau fait voir aussi que les grands districts, et surtout les *Bourgs de Comté*, imposent pour la plupart aux adjudicataires certains salaires, et que, seuls, les petits districts n'insèrent aucune stipulation.

D'une part, sur 242 bourgs ordinaires, 46 seulement, avec 1,250,000 habitants, spécifient les salaires ; 3 autres (avec 100,000 âmes), les indiquent sans les faire figurer aux contrats, alors que 193 (plus de 2 millions d'habitants), n'imposent aucune condition de ce genre.

D'autre part, sur 64 bourgs de comté, 47 comptant plus de 6 millions d'habitants, spécifient des salaires,

DÉSIGNATION	BOURG DE COMTÉ		BOURG ORDINAIRES		AUTRES DISTRICTS URBAINS		TOTAL	
	NOMBRE	POPULATION	NOMBRE	POPULATION	NOMBRE	POPULATION	NOMBRE	POPULATION
I. Districts dans lesquels les contrats contiennent une clause relative aux salaires :								
1. Salaires courants dans le district.	29	3.913.574	36	981.903	47	756.883	112	5.652.360
2. Salaires acceptés par les <i>trades unions</i>	7	792.664	6	107.025	17	317.570	30	1.307.259
3. Salaires acceptés par les associations patronales et ouvrières.	5	874.404	1	30.014	3	17.992	9	919.404
4. Salaires courants ou reconnus à la signature du contrat.	6	633.440	2	69.438	»	»	8	702.878
5. Salaires spécifiés au contrat même.	»	»	1	12.432	3	27.180	4	39.612
Tout VI des districts où les contrats spécifient le salaire.	47	6.210.779	46	1.290.809	70	1.419.625	163	8.621.213
II. Districts où l'on spécifie diverses clauses relatives au travail, en dehors des questions de salaires.	1	95.420	9	137.435	46	434.520	56	667.375
III. Districts où l'on mentionne les conditions à observer sans toutefois les insérer aux contrats.	3	306.025	3	102.967	5	46.750	11	455.742
IV. Districts où l'on n'impose aux adjudicateurs aucune condition de travail.	13	977.345	180	1.930.521	622	4.260.179	815	7.168.045
V. Districts n'ayant posé aucun contrat.	»	»	4	7.776	37	150.623	41	158.399
TOTAL GÉNÉRAL.	64	7.589.569	242	3.469.508	780	6.014.697	1.086	17.070.774

3 (plus de 300,000 âmes) prescrivent certaines conditions sans les inscrire aux contrats, et 14 seulement (1 million d'habitants) s'abstiennent de toute spécification.

Dans les autres districts urbains, le fait est encore plus frappant : sur 780 districts, 70 seulement, comptant plus d'un million d'habitants, stipulent des clauses relatives aux salaires, 5 autres (46,500 âmes) les indiquent sans les faire figurer aux contrats, alors que 705 (près de cinq millions d'habitants) ne prescrivent rien.

La clause qui oblige l'adjudicataire à payer les salaires courants est celle qui figure le plus souvent (112 districts, avec 6 millions d'âmes).

Si à ces chiffres, dit la revue *The Labour Gazette*, on ajoute ceux qui sont relatifs à Londres, on peut diviser l'ensemble des districts urbains d'Angleterre et du pays de Galles (réunissant près de 21 millions de personnes) en deux groupes : le premier, avec une population de 13 millions d'habitants, englobe tous les districts où les contrats de travaux publics contiennent une stipulation quelconque relative aux salaires, le second, avec 8 millions de personnes, comprend tous ceux où de telles conditions font défaut.

Parmi les clauses autres que celles qui sont relatives aux salaires figurent, les conditions visant : 1^o les heures de travail ; 2^o l'interdiction pour les entrepreneurs d'employer des ouvriers peu compétents ; 3^o la nécessité d'une autorisation pour l'admission de sous-traitants ; 4^o le maintien de la responsabilité des entrepreneurs en cas d'acceptation, par l'autorité, de sous-traitants ; 5^o la préférence donnée aux entrepreneurs et ouvriers de la localité, etc.

Voici d'ailleurs, à titre d'exemples, quelques clauses introduites dans les cahiers des charges :

A Birmingham (1) : Chaque ouvrier sera payé d'après le taux des salaires ayant cours dans le district où les travaux sont effectués ; en cas de violation de cette clause, l'entrepreneur devra payer à la corporation la somme de 20 sch. pour chaque contravention. La corporation pourra déduire légalement toute somme qui serait due de ce fait par l'entrepreneur sur les sommes qu'on lui versera en vertu du traité d'adjudication.

A Bristol (2) : L'entrepreneur devra payer ses ouvriers au taux des salaires courants et généralement adoptés pour ceux qui sont capables dans leurs métiers, sous peine d'une amende de 50 l. ou même de résiliation du traité.

A Chester (3) : L'entrepreneur devra observer les heures de

(1) *Birmingham*. — The following is a copy of the clause inserted in the contracts : — The contractor shall, during the continuance of this contract, pay, or cause to be paid, to all workmen engaged upon the works the subject of this contract, not less than the recognised minimum standard rate of wages current in the district or districts where such work shall be carried out, and if it shall be proved to the satisfaction of the corporation that the contractor or sub-contractor or sub-contractors have paid less than the minimum standard rate of wages as aforesaid, the contractor shall pay to the corporation as and for liquidated damages a sum of 20s. for each and every case in which such underpayment shall be proved, and it shall be lawful for the corporation to deduct any such sum or sums from any moneys due or to become due to the contractor under this contract.

(2) *Bristol*. — The conditions are as follows : — The contractor shall pay his workmen the rate of wages generally accepted as current for a competent workman in his trade under a penalty of 50l., or under pain of forfeiting the contract, at the option of the corporation.

(3) *Chester*. — The following clause is by order of the council inserted in all contracts : — The contractor, or any sub-contractor, shall pay his workpeople not less than the minimum standard of wages paid in the district in which the contract is to be executed, and also observe the recognised hours and conditions of labour in the respective trades.

travail et toutes les conditions de travail relatives aux différents métiers.

A Gloucester (1) : Pour tous les travaux faits par le conseil, la préférence devra être donnée, autant que possible, aux ouvriers de la localité même.

A Gloucester ainsi qu'à *Liverpool* (2) : L'entrepreneur ne pourra sous-traiter tout ou partie du travail pour lequel il aura soumissionné sans une autorisation expresse de l'administration.

(1) *Gloucester*. — The contracts are made to accord with the following resolution passed by the council on 27th October 1891 : — That in future, in all contracts or work required for this council, preference be given whenever practicable to local tradesmen. That no contractor be employed unless he undertakes to pay his workmen not less than the minimum standard rate of wages paid in the city of Gloucester for the time being in each branch of trade, and to observe the recognised hours of employment adopted in the city for each class of labour respectively ; and that no contractor employed by this council shall be allowed to sublet any of the work contracted for without special permission of the council or the committee having charge of the work contracted for. That this council pay their workmen the recognised rate of wages, and conform to the working hours in the various trades to which they belong.

(2) *Liverpool*. — If any tender which may submit shall be accepted by the corporation, undertake to execute the work or supply the materials required in accordance with a contract to be prepared by the town clerk, and to give such security for the due performance of the contract as the corporation may require, and hereby undertake, in carrying out any contract between and the corporation, to pay the rate of wages and observe the hours of labour recognised and agreed upon between the trades' unions and the employers respectively in the locality in which the work for carrying out the contract is to be performed, or such rate of wages and hours as are equivalent thereto, and that will not transfer, assign, or underlet, directly or indirectly, the contract or any part, share, or interest therein, without the written consent of the corporation under the hand of the town clerk, and that agree to a condition being inserted in the contract to carry out this undertaking.

A *Carnarvon* (1) enfin, cette clause d'une extrême souplesse :

Tous les entrepreneurs devront se conformer aux usages reconnus dans leurs métiers, quant aux apprentis et aux heures de travail ; de plus, ils devront payer à leurs ouvriers les salaires tels qu'ils sont généralement établis pour tout ouvrier capable, sous peine d'une amende de L. 10.

SECTION IV

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX DE L'ÉTAT (2).

L'adoption par le gouvernement anglais de la théorie des conditions du travail a une origine assez curieuse : en 1888, la Chambre des lords avait chargé une commission d'enquête d'étudier les résultats du « *Sweating system* » dans les industries privées et dans les travaux de l'Etat ; le 28 avril 1890, elle ordonna l'impression d'un rapport résumant les travaux de cette commission.

La publication de ce rapport, dans lequel M. Nepean, directeur des Contrats du ministère de la guerre, se montrait favorable à une clause du minimum, amena

(1) *Carnarvon*. — That all contractors shall under a penalty of 10*l.* conform to the recognised custom of their trade as to apprentices and working hours, and further pay to their employes such wages as are generally accepted as current in each trade for competent workmen.

(2) Note sur le minimum de salaire. *cit. oper.*, p. 20 à 24. — Art. de M. Mataja, *cit. oper.*, p. 60 et 61. — Public Works and Repairs (Contracts) ; Return of the Conditions of the New Contract of Her Majesty's Office of Works, for Works and Repairs in the London District. Eyre et Spottiswoode. Londres, 1891. 7 pages. Price, 1 d.

la Chambre des communes à voter, à la date du 13 février 1891, et sur la proposition de M. Sidney Buxton, la résolution suivante (1) :

Dans l'opinion de la Chambre, il est du devoir du gouvernement de prendre des mesures, dans tous les contrats qu'il passe, contre les maux récemment révélés devant la commission d'enquête sur le « Sweating system », d'insérer des clauses destinées à prévenir les abus qui résultent des sous-entreprises, et de faire tous ses efforts pour assurer le paiement de salaires égaux à ceux qui sont généralement acceptés comme courants, dans chaque métier, pour les ouvriers compétents.

Ce vote reçut aussitôt son exécution, car dès le 20 février de la même année le ministère des travaux publics (*Office of Works*) communiqua à la Chambre un nouveau cahier des charges dont l'impression fut ordonnée.

Ce contrat qui visait tous les travaux de réparation faits dans le district de Londres, interdisait aux adjudicataires de céder tout ou partie de leurs marchés à des sous entrepreneurs ou à des tâcherons sans le consentement de l'administration.

Il les obligeait à fournir un nombre suffisant d'ou-

(1) *Office of Works Contracts*. The attention of persons who may desire to tender for Contracts given out by the Commissioners of H. Works, etc., is invited to the following Résolution passed by the House of Commons on the 13th of February, 1891.

« That, in the opinion of this House, it is the duty of the Government in all Government Contracts to make provision against the evils recently disclosed before the Sweating Committee, to insert such conditions as may prevent the abuse arising from sub-letting, and to make every effort to secure the payment of such wages as are generally accepted as current in each trade for competent workmen. »

vriers habiles pour le travail à la journée, et à payer des salaires approuvés par le surveillant et ne pouvant dépasser un maximum ou être inférieurs à un minimum fixés par l'administration.

Les différents ministères, un peu stimulés par M. Sidney Buxton, membre de la Chambre des communes, adoptèrent ce cahier des charges.

Le 21 mars 1893, la Chambre des communes renouvelait le vote de sa résolution de 1891 et, à la suite de plaintes portant sur l'inexécution de ses votes en ce qui concernait les ateliers d'imprimerie et de reliure chargés des travaux du gouvernement, elle ordonna, à la date du 25 février 1896, une enquête spéciale.

La commission d'enquête déposa son rapport à la fin de juillet 1896. Elle exprimait l'avis que l'intention de la Chambre des communes n'avait pas été d'intervenir dans l'organisation intérieure de chaque établissement, et qu'il suffisait que les salaires payés fussent équivalents aux salaires courants dans le métier, sans tenir compte de la manière dont ils étaient établis.

La Chambre des communes adopta les conclusions de ce rapport et, au commencement de l'année 1897, parut le nouveau cahier des charges du *Bureau de l'Imprimerie*, conforme à ses décisions (1).

Il y est écrit que l'adjudicataire ne pourra céder sans autorisation tout ou partie de son marché, qu'il devra exécuter à la lettre la *Résolution* de 1891 ; il y est dit aussi qu'il s'engage à ne faire aucune distinc-

(1) Stationery office (Parliamentary Printing). — Copies of four contracts entered into by Her Majesty's Stationery Office affecting Printing ordered by the Houses of Parliament. — Eyre et Spottiswoode, London, 1897. Price 3 d. (25 pages).

tion entre les ouvriers syndiqués et les ouvriers non syndiqués.

A l'heure actuelle, les ministères ou administrations de l'Etat, travaux publics, guerre, marine, intérieur, ports, commerce, douanes ont adopté en règle générale les clauses suivantes :

A. — *Clauses relatives aux salaires.*

Les cahiers des charges distinguent en général suivant qu'il s'agit de travaux neufs ou spéciaux, ou de travaux de réparation et d'entretien.

S'il s'agit de travaux neufs, ils prescrivent le paiement des ouvriers au taux courant des salaires de chaque métier, sans indiquer quel est ce taux.

S'il s'agit de travaux d'entretien des bâtiments, les adjudicataires doivent joindre à chaque soumission, pour être, après approbation, incorporé au contrat, un tableau des salaires généralement acceptés dans le district pour les ouvriers compétents. Dans ce second cas, en effet, les travaux ne peuvent pas toujours se mesurer à l'avance. Ils sont comme faits en régie par l'entrepreneur, sous la surveillance de l'administration qui rembourse à l'adjudicataire les salaires payés aux ouvriers et le prix des matériaux employés, majorés d'un tant pour cent pour couvrir les frais généraux de l'entreprise. Le remboursement des salaires a lieu d'après le tableau joint à chaque soumission.

B. — *Clause relative à la sous-entreprise.*

Les sous-entreprises doivent être autorisées par l'administration.

C. — *Contrôle.*

L'administration attend qu'une plainte lui soit

signalée ; dans ce cas elle vérifie si, oui ou non, l'adjudicataire paie les salaires courants. Cela lui est facile, pour le bâtiment tout au moins, car l'association des entrepreneurs de construction publie le tarif des salaires acceptés dans toutes les villes de la Grande-Bretagne, à la suite de négociations avec les syndicats ouvriers.

D. — *Sanctions.*

L'entrepreneur adjudicataire peut, en cas d'infraction, être condamné à une amende de 2,500 fr. au maximum ; il est également averti que, s'il ne se conforme pas à la *Résolution de la Chambre des communes*, il pourra être exclu de la liste des soumissionnaires des travaux de l'Etat.

SECTION V

DES EFFETS DES CONDITIONS DU TRAVAIL EN ANGLETERRE (1).

L'expérience des conditions du travail devait fatalement rencontrer à ses débuts, en Angleterre comme ailleurs, quelques difficultés d'application. Aussi la critique ne se fit pas longtemps attendre.

Au *County Council* de Londres, à la Chambre des communes, des plaintes nombreuses s'élevèrent, souvent injustifiées. Des enquêtes furent ordonnées et les résultats qu'elles ont produit sont de nature à déter-

(1) Note sur le minimum de salaire, *cit. oper.*, p. 24 à 51. — Thèse de M. Albert Philippe, *cit. oper.*, p. 120. — Art. précité de M. Mataja, p. 64 et 65.

miner d'une façon précise les effets de l'introduction des nouvelles clauses dans les cahiers des charges.

§ 1^{er}. — *Conséquences des conditions du travail au County Council de Londres.*

L'un des membres les plus éminents de ce conseil, M. Farrer, constate avec un vif regret que les conditions du travail ont eu pour résultat de hausser d'une façon sensible le prix des travaux. Aussi les entrepreneurs ont-ils de beaucoup diminué leurs rabais. Il cite un exemple datant de novembre 1892, d'après lequel un entrepreneur déclarait devoir élever de 5,750 livres son devis de 49,000 livres, si l'on persistait à maintenir les conditions du travail. M. Farrer constate en outre que, devant le renchérissement du coût des travaux, le conseil a été obligé de recourir à l'adoption du système de la régie, qui, d'après lui, ne peut réussir qu'avec beaucoup d'habileté de la part des employés municipaux et beaucoup d'économie. Le conseil, en faisant exécuter lui-même ses travaux, a pour tendance bien naturelle de payer ses ouvriers le plus cher possible ; les salaires assez élevés qu'il donne ainsi excitent inutilement la jalousie des autres ouvriers. D'un autre côté, les gens de la campagne sont éblouis par les chiffres qu'on fait miroiter à leurs yeux et abandonnent leur pays pour venir augmenter à Londres la foule des sans-travail.

Dans une lettre fort curieuse et peu connue, que M. Sidney Webb écrit à ses électeurs de Deptford, une appréciation toute différente est donnée (1). M. Sidney

(1) Three years' work on the London County Council. A letter to the Electors of Deptford by Sidney Webb, Chairman of the

Webb reconnaît que le conseil se passe de plus en plus des entrepreneurs en faisant exécuter lui-même ses travaux sous la surveillance d'employés spéciaux. Mais les raisons qu'il donne ne sont pas celles de M. Farrer. Pour lui, le conseil n'a cédé qu'à un sentiment très louable d'économie ; il a commencé par s'occuper lui-même du nettoyage et de l'arrosage des ponts sur la Tamise, après s'être livré très malicieusement à des calculs d'après lesquels les entrepreneurs de ces travaux d'entretien ne pouvaient pas faire leurs affaires. « Après une expérience de plus de trois années de ce nouveau système, dit M. S. Webb, le résultat a été qu'au lieu de 4 sch. 7 1/2 à 4 sch. 10 par yard carré, l'ouvrage se fait maintenant avec une dépense moyenne de 3 sch. 2 d. par yard carré (1). »

D'autres exemples sont cités par M. Webb, notamment pour la construction d'une école à Crossness et d'un égout sur la route d'York. La dépense de cet égout avait été estimée à L. 7,000 par les ingénieurs ; deux entrepreneurs se présentèrent qui offrirent de faire le travail, l'un moyennant L. 11,588, l'autre moyennant L. 11,608. Le conseil fit exécuter lui-même la construction et réalisa ainsi une économie de L. 4,477 sur le devis le plus faible.

Étaient-ce bien les conditions du travail qui avaient obligé les entrepreneurs à établir des chiffres aussi

Technical Education Board. Printed and Published by T. May, 138, Tanneys Hill, Deptford. S. E.

(1) Lettre aux électeurs de Deptford, p. 22 et 23 (How the contractors tried to corner the council) : « The contractors had reckoned out their tenders at absurdly high prices in nearly every detail, charging, for instance, 60 s. and 70 s. respectively, per cubic yard of brickwork and cement, whereas the work was done at 39 s.

élevés ? Oui, dit M. Farrer. Non, répond M. S. Webb. Il résulte d'enquêtes sérieuses faites par le conseil que les entrepreneurs s'entendaient entre eux pour le contraindre à abandonner la clause relative aux salaires courants (1). C'est ainsi qu'ils calculaient frauduleusement leurs devis à des taux absurdes, en comptant par exemple le yard cubique de briquetage et ciment à 60 et 70 sch., alors qu'il coûtait en réalité 39 sch.

Pour éviter cette exploitation, ajoute M. Webb, le conseil a créé, au printemps de 1893, un comité de travail (*Works Committee*) qui exécute, comme un entrepreneur, les travaux des autres commissions. La commission du travail a son personnel à elle et des comptes absolument séparés ; lorsqu'une commission du Conseil de Comté demande l'exécution de certains travaux, elle fait une estimation et la commission du travail en est chargée, si elle accepte cette estimation.

Quand le conseil est dans l'obligation de recourir à des entrepreneurs, il leur impose la clause du salaire courant ; si des taux inférieurs aux taux couramment payés sont proposés par certains adjudicataires, ceux-ci sont évincés et on les informe du motif de l'éviction, afin de leur permettre de rectifier leurs chiffres une autre fois. « Ce système marche bel et bien ; les bons entrepreneurs y consentent facilement et la minorité des conseillers qui croyait impossible l'application pratique d'une semblable clause, reconnais-

(1) Id. p. 23 : « It is clear from the other particulars given, and from facts notorious at the time, that an agreement had been come to by the contractors not to compete with one another for this job, in order to induce the council to abandon the fair wages clause. »

sent maintenant leur erreur » (1). Au point de vue économique, conclut M. S. Webb, la clause a pour effet d'encourager les entrepreneurs à perfectionner les machines, à mieux organiser le travail, à prendre des employés plus compétents ; les ouvriers d'autre part sont stimulés et leurs patrons cessent de réaliser des bénéfices illégitimes (2).

§ II. *Conséquences des conditions du travail à la Chambre des communes.*

Le 14 mai 1896, la Chambre des communes, voulant s'éclairer sur la valeur des plaintes qui lui étaient envoyées, décida qu'une enquête serait faite sur l'application de la *Résolution du 13 janvier 1891*, dans l'exécution de tous les contrats de travaux ou marchés de fournitures passés par le gouvernement. La commission qu'elle nomma à cet effet fut composée de quinze membres et tint sept séances du 11 juin au 3 juillet ; elle reçut les dépositions de douze chefs de service chargés de la surveillance des travaux et de la rédaction des cahiers des charges des administrations suivantes : Travaux publics (*Office of Works*) ; guerre (*War Office*) ; marine (*Admiralty*) ; prisons

(1) This system works smoothly and well. The good contractors fall easily into line with it, and most of the minority of Councillors who honestly believed it to be impossible of execution, now recognise that they were mistaken. (Lettre aux électeurs, p. 21).

(2) The speeding up of machinery, the better organisation of labour, the greater competency of manager, clerk of craftsman, are all stimulated and encouraged by the deliberate closing-up to the contractor of less legitimate means of making profit. (Lettre *cit. oper.*, p. 21).

(*House Office-Prison Department*) ; police métropolitaine (*Home Office. — Metropolitan Police*) ; postes (*Post Office*) ; commerce (*Board of Trade*) ; douanes (*Customs*) ; Ecosse (*Office of Secretary for Scotland*) ; et Irlande (*Office of Public Works, Dublin*) (1).

Les travaux de cette commission furent interrompus par la clôture de la session parlementaire. La Chambre renouvela ses pouvoirs le 25 février 1897 et la commission, après avoir tenu 13 séances dans lesquelles elle reçut 54 dépositions nouvelles, adopta, le 21 juillet 1897, un rapport qui résume les impressions recueillies par elle au cours de cette vaste enquête (2).

Parmi les témoignages entendus, quelques-uns sont à retenir.

1. M. John Taylor, inspecteur en chef au ministère des travaux publics (*Senior Surveyor in the Office of Works*), s'exprime ainsi : « Il n'y a que très peu de plaintes de la part des ouvriers, puisque les salaires inscrits sont ceux qu'ils agréent, d'accord avec l'association des entrepreneurs. . . . L'ancien système d'adjudication aux rabais les plus forts, sans conditions, tendait à maintenir les salaires bas.

L'exemple donné par le gouvernement a eu pour effet d'élever les salaires dans tout le pays. Aussi le

(1) Voir les clauses insérées dans les différents cahiers de ces administrations, ainsi que les dépositions des douze chefs de service dans : *Report. Government Contracts (Fair wages Resolution)*. Ordered, by The House of Commons, to be Printed, 3 July 1896. London, Eyre et Spottiswoode. Price 1 s. 5 d. 160 pages.

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*. Novembre 1897, p. 723 et 724.

prix de revient des constructions a-t-il monté de 20 % en moyenne depuis dix ou quinze ans, sans que l'on puisse dire que les travaux soient mieux faits qu'auparavant. Les salaires n'ont pas été augmentés dans cette proportion, mais ils ont eu cependant la plus large part dans cette élévation des prix. »

2. — M. Alfred Major, directeur des Contrats au ministère de la guerre (*Director of Army Contracts*) dit que sur 90 plaintes reçues depuis 1891, 70 étaient insignifiantes ou mal fondées; les autres ne se rattachaient qu'indirectement à la Résolution; puis il ajoute : « La Résolution a eu pour effet de supprimer l'embauchage, à prix réduit, des vieux soldats et des soldats de réserve, comme aussi de tous les ouvriers incompétents..... Elle n'a pas accru le coût des travaux de l'Etat; elle n'a pas amené non plus les maisons, inscrites précédemment sur la liste d'admissibilité, à se retirer. A la suite de plaintes portées par des ouvriers, un seul entrepreneur a été exclu; un autre a vu son contrat résilié. Dans tous les autres cas, les entrepreneurs ont payé le taux courant des salaires dès le premier avertissement, et il n'y a pas eu de pénalités plus sévères à appliquer. »

3. — MM. James Williamson, *directeur des Dockyards*, Tatham Gwinn, *directeur des Contrats de la marine*, James Duncan, *contrôleur du travail dans les prisons*, affirment également qu'il n'y a pas eu de plaintes nombreuses depuis la mise en pratique de la Résolution, et que deux adjudicataires seulement ont été exclus.

4. — M. le lieutenant-colonel Beamish, inspecteur des prisons (*Surveyor of Prisons*), dit : « Je pense que le coût des travaux s'est accru depuis quelques années; je ne l'attribue pas à la Résolution, mais à

l'augmentation générale des salaires dans tout le pays. »

5. — Voici la déposition de M. A. Richard Pennefather, receveur de la police métropolitaine (*Receiver for the metropolitan Police District*) : « Il n'y a guère eu que six plaintes depuis 1891 ; l'une, en 1896, contre un confectionneur de tuniques. Les autres plaintes concernaient des sous-entreprises faites sans autorisation, mais d'un usage courant dans le bâtiment » ; et il ajoute à ce propos : « Il y a avantage à autoriser les sous-entreprises de couverture, plomberie, plâtre ; le travail est mieux fait. » Et plus loin : « Le coût des travaux a certainement augmenté depuis quelques années, mais il est difficile de dire jusqu'à quel point la Résolution y a contribué. »

6. — Enfin M. le colonel sir Colin Campbell Scott-Moncrieff, secrétaire permanent pour l'Ecosse (*Permanent Secretary at the Scotch Office*), donne ainsi son appréciation : « Il y a eu une légère élévation dans le coût des travaux d'entretien, mais elle est insignifiante et rachetée par une meilleure exécution du travail, car l'entrepreneur ne cherche plus à embaucher de mauvais ouvriers pour les payer moins cher. Anciennement, surtout pour les petits travaux dans les localités éloignées des centres de population, il arrivait que des artisans inexpérimentés, offrant le plus fort rabais, devenaient nos adjudicataires. Le travail était souvent mal exécuté ; nous le faisons recommencer, il est vrai, mais nous avons néanmoins des dépenses assez considérables de voyage et de surveillance. Depuis l'application de la Résolution, ces petits patrons ont craint de soumissionner et ils ont compris qu'ils devaient laisser les travaux de l'Etat à une catégorie d'ouvriers plus habiles. »

§ III. — *Conclusion.*

Que faut-il conclure de toutes ces dispositions ? Les conditions du travail ont-elles produit en Angleterre les résultats néfastes que prévoyaient quelques esprits craintifs ? Nous ne pouvons mieux faire, pour répondre à cette question, que de reproduire quelques-uns des passages les plus saillants du rapport de la commission de 1897 :

Si la Commission a bien compris la Résolution du 13 février 1891, il n'a jamais été question de faire fixer le taux des salaires par l'Etat, mais seulement de reconnaître et de garantir le taux minimum courant des salaires dans les divers métiers et les diverses régions.

Cette Résolution, appliquée depuis six ans, ne paraît pas avoir eu d'influence fâcheuse sur les relations entre employeurs et employés, au contraire ; elle paraît avoir contribué à faire conclure des conventions entre patrons et ouvriers sur le taux des salaires et sur les conditions du travail. Dans l'ensemble, les entrepreneurs ne soulèvent d'objection, ni contre la Résolution, ni sur la manière dont elle a été appliquée, et les plaintes des ouvriers sur les violations de la Résolution ne sont plus aussi fréquentes qu'autrefois.

« Dans un premier rapport, la Commission a indiqué les mesures prises par les diverses administrations pour informer les adjudicataires de la nature des obligations auxquelles ils s'engageaient. Les formules employées dans les soumissions et les clauses insérées dans les cahiers des charges manquent d'uniformité. La Commission croit que, par rapport à la Résolution, une même formule devrait être adoptée par toutes les administrations de l'Etat.

Quant à l'application de la Résolution, la Commission, après avoir reçu les témoignages des fonctionnaires intéressés et ceux des représentants des ouvriers, a acquis la certitude que les plaintes peuvent difficilement être faites par des ouvriers isolés, mais qu'elles doivent nécessairement se produire par le canal de leurs représentants accrédités, les administrateurs des syndicats.

Et la Commission termine ainsi : « Il a été démontré que l'application de la résolution a eu pour effet de diminuer les chances d'emploi des anciens soldats et marins qui, pour un temps plus ou moins long, ne peuvent plus être considérés comme des ouvriers compétents dans leur métier et ne peuvent, par conséquent, être payés au taux courant. La commission est d'avis qu'il faut faciliter à tous ceux qui ont servi dans l'armée ou la marine les moyens de trouver du travail ; on ne devrait donc pas empêcher les adjudicataires de l'Etat d'employer ces hommes en les payant selon leur valeur, bien qu'au-dessous du taux courant ; il faut simplement prendre les mesures convenables pour que les salaires des autres ouvriers n'en soient pas affectés. »

L'application du système des conditions du travail par l'Angleterre n'a donc rencontré d'autres difficultés que celles qui sont inhérentes à toute réforme nouvelle.

Une loi n'a pas été nécessaire pour l'imposer aux administrations gouvernementales ou communales. Un simple vœu émis par la Chambre des communes, et l'opinion publique suffisamment préparée par les décisions des congrès de Trades-Unions, ont suffi pour atteindre ce but. Nous ne savons trop ce qu'il faut le plus admirer en tout cela, de la souplesse merveilleuse des procédés suivis, ou de la loyauté avec laquelle le gouvernement s'est mis à la tête du mouvement, en donnant l'exemple du patron soucieux de la santé, de la vie de ses ouvriers. Sans doute, au début de l'expérience, à Londres par exemple, quelques entrepreneurs ont protesté ; mais ils ont fini par accepter un état de choses qui leur enlevait la possibilité de réaliser d'illégitimes profits.

L'administration, elle, n'avait rien à perdre aux nouvelles mesures : il ne semble pas que le coût des travaux ait augmenté. M. Taylor, il est vrai, parle d'une élévation de prix de 20 0/0, mais il ne dit pas qu'elle est produite par les conditions du travail. Depuis dix ou quinze ans, en effet, les salaires se sont accrus en Angleterre, comme chez tous les peuples européens : le progrès de la civilisation est la seule cause de cette augmentation.

Quant aux ouvriers anglais, ils ont trop longtemps réclamé la clause des conditions du travail pour se plaindre aujourd'hui de son application. Ils sont désormais assurés que les adjudicataires de travaux publics leur paieront les salaires couramment acceptés par le libre accord de généreux patrons et de syndicats puissants. Seuls, les anciens soldats, les demi-ouvriers, pourront souffrir de la mesure, ainsi que l'affirme un des témoins de l'enquête de 1896. Mais il importe d'abord de s'occuper des travailleurs sérieux et habiles, avant de s'apitoyer sur le sort des infirmes ; les adjudicataires peuvent, d'ailleurs, avoir l'autorisation de faire pour ceux-ci une exception à la règle des salaires courants.

En résumé, nous sommes obligés de reconnaître que l'Angleterre nous a depuis longtemps dépassés dans la voie des réformes économiques, quand elle a admis sans hésitation la théorie des conditions du travail. Elle nous a prouvé par son exemple que cette réforme éminemment sociale était pratique, qu'elle n'entraînait aucun inconvénient grave, qu'elle était conforme aux intérêts de l'administration, des patrons et des ouvriers.

CHAPITRE II

LA BELGIQUE (1).

D'après une discussion récente à laquelle s'est livré le conseil communal de Bruxelles, l'introduction des conditions du travail dans les cahiers des charges en Belgique eut lieu pour la première fois en 1855 (2). Il y avait, paraît-il, à ce moment une crise intense occasionnée par un accroissement assez brusque de la production des métaux précieux. Le prix des denrées s'était élevé, mais le taux des salaires était resté stationnaire; de telle sorte que les ouvriers se trouvaient dans cette très pénible situation d'avoir un salaire qui ne leur permettait pas de pourvoir aux besoins les plus urgents de l'existence. Le bourgmestre de l'époque, M. de Brouckere, se mit en rapport, de son autorité privée, avec les principaux patrons de Bruxelles; il leur fit

(1 Voir : Note sur le min. de salaire, *cit. oper.* p. 55 à 83. — Le minimum de salaire dans les adjudications publiques, par Arthur Verhægen, Gand, imprimerie « Het Volk », 1893, 40 pages. — Le minimum de salaire en Belgique par Lucien Le Foyer, Paris, Giard et Brière, 1897, 96 pages. — Rapport de M. Keüfer au Conseil supérieur du travail. Paris, Imprimerie Nationale, 1897. — Rapport de M. Keüfer à la Fédération française des travailleurs du Livre. Paris, 1896. — Minimum de salaire. La meilleure formule d'application, par Arthur Verhægen. Brochure de 11 pages. Louvain, imprimerie Polleunis et Ceuterik.

(2) Ville de Bruxelles. Rapport présenté au conseil communal, séance du 19 octobre 1896, Grimard, conseiller; p. 68 du tome II. — Bruxelles, imprimerie Julien Baertsoen, 1896. 2 brochures.

comprendre qu'il y avait des raisons spéciales, économiques et morales, d'augmenter le salaire réellement insuffisant des ouvriers. Sa tentative était sur le point de réussir, quelques patrons se montraient disposés à céder, et il sembla à M. de Brouckere que si, à ce moment, le conseil voulait décréter le minimum de salaire en matière de travaux publics, ce serait un excellent exemple, de nature à rallier des entrepreneurs encore hésitants. Il présenta aussitôt un rapport où il démontra, en économiste qu'il était, la nécessité de fixer une limite à l'exploitation de l'ouvrier par le patron. Sa proposition fut acceptée à l'unanimité moins une voix. Elle fut exécutée, mais les patrons en faussèrent si bien l'application qu'elle resta, pour ainsi dire, lettre morte, au bout de peu de temps.

En 1884, la commune de Saint-Gilles fit une tentative analogue, puis d'autres communes suivirent cet exemple, et bientôt un certain nombre de provinces. Les syndicats ouvriers se plaignaient tous de l'influence des rabais sur les salaires ; ils demandaient également une diminution des heures de travail et on paraît s'être préoccupé surtout de ces deux conditions.

En 1893, eut lieu au Conseil supérieur du travail de Belgique (1) une longue et intéressante discussion qui

(1) Le Conseil supérieur de Belgique, 2^e session, 1893-1894. Première partie, Minimum de salaire. Bruxelles, Weissenbruch, 1894, 292 pages.

Le Conseil supérieur de Belgique a été institué par arrêté royal du 7 avril 1892. Il se compose de 48 membres, à savoir 16 chefs d'industrie, 16 ouvriers et 16 sociologues, nommés pour quatre ans. Il est appelé à donner son avis sur les questions relatives au travail qui lui sont soumises par le gouvernement, et à rédiger les projets que celui-ci peut lui demander.

Le président, M. le duc d'Ursel, sénateur, est assisté de trois

eut le grand avantage de vulgariser la connaissance de la question.

Le ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics, M. de Bruyn, assez peu favorable, d'ailleurs, à toute innovation en matière d'adjudication, soumit au Conseil supérieur la proposition suivante, qui émanait de M. Verhægen (1) :

Y a-t-il lieu d'insérer à titre d'essai, dans quelques cahiers des charges d'entreprises de travaux publics, l'obligation pour l'entrepreneur de payer aux ouvriers qu'il emploie un salaire minimum à déterminer pour chaque métier et dans chaque cas, et de se conformer aux stipulations destinées à assurer l'efficacité de cette mesure ?

Cinq séances furent employées à l'examen de cette question. Partisans et adversaires de la réforme discutèrent longuement, souvent avec passion, et, à la date du 16 janvier 1894, le Conseil supérieur vota des conclusions défavorables à la motion de M. Verhægen, malgré les vigoureuses plaidoiries de MM. Hector Denis, professeur à l'Université libre de Bruxelles ; Snoeck, ouvrier charpentier ; Seffers, ouvrier typographe ; Harzé, ingénieur en chef des mines ; Prins, inspecteur général des prisons ; Lagasse, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Brantz, professeur à l'Université libre de Louvain. Il est vrai qu'après avoir repoussé l'affirmative par 22 voix contre 12 et 2 abstentions, il ratifia aussitôt le vœu suivant, d'une

vice-présidents : M. Van Cleemputte, représentant des sociologues, M. Naeyer, industriel, M. Cavrot, ouvrier mineur. La 1^{re} session, ouverte le 18 mai 1892, a été consacrée à l'étude de quelques articles de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants.

(1) Conseil supérieur. Rapport, *cit. oper.*, p. 7.

portée beaucoup plus étendue que la question primitivement posée (1) :

Le Conseil supérieur du travail recommande au gouvernement, dans les entreprises de travaux publics, d'éviter autant que possible les rabais de nature à faire descendre les salaires au-dessous du taux qu'on peut considérer comme usuel pour les diverses catégories d'ouvriers dans chaque localité et dans chaque industrie.

A cet effet, il signale à l'attention du gouvernement les mesures suivantes :

1° La possibilité du contrôle de l'Etat, au cours des travaux, chaque fois qu'il y aura accord entre patrons et ouvriers, devant les conseils de l'industrie et du travail sur le salaire usuel des diverses catégories d'ouvriers ;

2° L'opportunité de la proposition ci-après :

Les prix d'unité insérés dans les cahiers des charges, métrés et détails estimatifs régissant les entreprises de l'Etat, seront établis autant que possible, d'après les renseignements fournis aux administrations compétentes par les associations professionnelles reconnues et par les conseils de l'industrie et du travail.

Les administrations sont invitées à contrôler avec soin l'exactitude de ces renseignements avant de s'en servir comme base pour les prix d'unité.

S'il y a lieu, le Conseil supérieur du travail sera appelé à se prononcer sur la méthode d'après laquelle seront accueillis, mis en ordre et en œuvre les renseignements relatifs à ces prix d'unité.

Le Conseil adopta en outre deux autres vœux : l'un en faveur du développement des associations professionnelles en raison de l'importance de leur rôle dans la détermination du salaire ; l'autre sur la nécessité d'une statistique périodique des salaires et d'une enquête sur les dépressions de salaires amenées parfois par les adjudications.

Quelques années après l'acceptation de ce vœu, le

(1) Conseil supérieur. Rapport, *cit. oper.*, p. 291 et 292.

17 février 1896, M. Conrardy et onze de ses collègues socialistes déposèrent, au Conseil communal de Bruxelles, une proposition tendant à l'introduction dans les cahiers des charges des clauses suivantes :

- 1° Obligation pour l'entrepreneur de payer à tous ses ouvriers un minimum de salaire ;
- 2° Limitation de la journée de travail ;
- 3° Obligation du repos hebdomadaire, de préférence le dimanche ;
- 4° L'assurance des ouvriers contre les accidents.

Le conseil communal, avant de délibérer sur cette importante question, décida, à la date du 16 mars 1896, d'ouvrir une vaste enquête portant sur le point de savoir s'il y avait des exemples d'abaissement de salaires provoqués par des adjudications publiques et sur la solution donnée à la question.

Un questionnaire fut adressé aux 43 syndicats patronaux de Bruxelles, ainsi qu'à 66 entrepreneurs et à 60 syndicats ouvriers et mixtes. En outre, l'administration s'adressa à toutes les communes belges de plus de 8,000 habitants pour obtenir des renseignements sur les principales clauses adoptées et les résultats constatés (1).

Le rapport présenté par M. le bourgmestre Buls, et concluant au maintien du *statu quo*, fut discuté par le Conseil communal, les 19 et 26 octobre 1896. La proposition de M. Conrardy fut adoptée par 28 voix

(1) Les résultats de l'enquête et la discussion au Conseil communal ont été publiés en deux brochures, chez Baertsoen, *cit. oper.* Le premier volume (180 pages), contient les réponses des syndicats, des entrepreneurs et des communes. Le deuxième donne le texte de la proposition Conrardy, le rapport du bourgmestre, la discussion au Conseil communal (163 p.).

contre 17. Ce vote eut pour résultat de convaincre enfin quelques hésitants. Le ministre de Bruyn, notamment, se décida à la fin de l'année 1896 à tenter, lui aussi, quelques essais. Mais voyons d'abord comment et dans quelle mesure les communes et les provinces de Belgique ont adopté les conditions du travail.

SECTION PREMIÈRE

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DEVANT LES MUNICIPALITÉS DE BELGIQUE.

Il résulte d'enquêtes récentes, complétées par les renseignements publiés dans la *Revue du Travail*, que sur 87 communes comptant plus de 8,000 habitants, 51 ayant une population de 2,010,739 habitants, ont adopté des clauses relatives aux conditions du travail, et que 36, avec une population de 517,907 habitants, ne les ont pas encore acceptées (1).

La clause du minimum de salaire qui figure dans les cahiers des charges de 51 communes n'est pas adoptée d'une façon uniforme : 42 communes ont arrêté elles-mêmes le taux des salaires minima dus aux ouvriers ; les 9 autres obligent l'entrepreneur

(1) Parmi les 51 communes, nous remarquons : Bruxelles, Anvers, Gand, Malines, Verviers, Bruges, Saint-Gilles, Louvain, Tournai, Courtrai, Mons, Charleroi, Ypres, Jemmapes, Grammont, etc. Parmi les 36 communes : Liège, Borgerhout, Saint-Nicolas, Gilly, Lierre, Montigny, etc. A Gilly et à Montigny, la question est à l'étude. Liège est la seule ville importante (160,848 habitants) qui ait repoussé la clause du minimum de salaire.

à indiquer dans sa soumission quel est le salaire minimum qu'il s'engage à payer.

L'administration se réserve d'examiner si ce salaire est suffisant et d'accorder ou de refuser, en conséquence, l'entreprise des travaux. Parmi les villes qui fixent elles-mêmes le taux des salaires, citons : *Anvers* (256,620 habitants) ; *Gand* (155,746 habitants) ; *Shaerbeck* (57,113 habitants) ; *Verviers* (51,196 habitants) ; *Ixelles* (50,437 habitants) ; *Bruges* (49,342 habitants) ; *Saint-Gilles* (45,262 habitants) ; *Anderlecht* (37,044 habitants), *Saint-Josse-Ten-Noode* (31,380 habitants), etc.

Parmi les 9 autres, la plus importante est *Malines* (53,369 habitants). Comment le taux des salaires est-il établi ? D'après le taux communément admis dans la ville où les travaux sont effectués. La plupart des municipalités prennent l'avis des associations compétentes et surtout du conseil de l'industrie et du travail (1) ; elles s'adressent aussi aux gens du métier, et adoptent quelquefois les salaires payés par les entrepreneurs sérieux.

Dans quelques villes, un bordereau de salaires pour toutes les professions est arrêté par le conseil communal et annexé à chaque cahier des charges ; on ne le modifie que lorsqu'il y a nécessité absolue.

Voici, à titre d'exemple, le bordereau le plus récent

(1) Les conseils de l'industrie et du travail ont pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui peuvent naître entre eux. La loi qui les a institués date du 16 août 1887 ; il suffit d'un arrêté royal pour les créer. Chaque conseil est divisé en autant de sections qu'il y a dans sa circonscription d'industries distinctes ; chaque section est composée, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers.

de la ville de *Gand*, qui nous prouve combien peu les Belges craignent la réglementation lorsqu'elle doit avoir pour résultat l'amélioration du sort des ouvriers :

*Bordereel van minimumdagloon in te schrijven in de lasten-
kohieren der werken voor rekening der stad Gent.*

*Bordereau de salaires minima à insérer dans les cahiers des
charges des travaux pour le compte de la ville de Gand.*

Benaming der beroepen. Dénomination des professions.	Loon. Taux.
Slotmakers (Serruriers).....	fr. 0.37
Kachelsmeders (Poëliers).....	0.34
Helpers-kachelsmeders (Aides-poëliers).....	0.25
Loodgieters, zinkwerkers (Plombiers, zingueurs)...	0.34
Monteerders (Monteurs).....	0.43
Helpers-monteerders (Aides-monteurs).....	0.33
Ajusteurs (Ajusteurs).....	0.38
Helpers-ajusteurs (Aides-ajusteurs).....	0.28
Ketelmakers (Chaudronniers).....	0.35
Helpers-ketelmakers (Aides-chaudronniers).....	0.29
Werkheden voor het kuischen van de ketels (Ouvriers pour le nettoyage des chaudières).....	0.28
Gazwerkers (Gaziers).....	0.35
Helpers-gazwerkers (Aides-gaziers).....	0.28
Schrijnwerkers (Menuisiers).....	0.37
Timmermans (Charpentiers).....	0.37
Plafonneerders (Plafonneurs).....	0.38
Helpers-plafonneerders (Aides-plafonneurs).....	0.27
Schilders (Peintres).....	0.32
Glazenmakers (Vitriers).....	0.35
Metsers (Maçons).....	0.34
Metserdieners (Aides-maçons).....	0.26
Schaliedekkers (Couvreur en ardoise).....	0.34
Helpers-schaliedekkers (Aides-couvreur en ardoise).....	0.26
Kasseiders (Paveurs).....	0.47
Helpers-kasseiders (Aides-paveurs).....	0.32
Steenkappers (Tailleurs de pierre).....	0.38
Vloerbewerkers (Dalleurs).....	0.36
Aardewerkers (Terrassiers).....	0.32
Voermans (Charretiers).....	0.32
Kruiwagenvoerders (Brouettiers).....	0.27

Halve werklieden (Demi-ouvriers)	0.22
Steenmortelwerkers voor waterwerken (Bétonniers pour travaux hydrauliques).....	0.40
Helpers (Aides).....	0.30
Afbrekers (Démolisseurs).....	0.34
Baggeraars (Dragueurs).....	0.47
Helpers-baggeraars (Aides-dragueurs).....	0.32
Tapissiers.....	0.36
Beeldhouwers in hout (Sculpteurs en bois).....	0.40
Beeldhouwers in steen (Sculpteurs en pierre).....	0.45
Ornamentwerkers (Ornemanistes).....	0.50
Beeldenmakers (Statuaires).....	0.55
Vormers (Mouleurs).....	0.37
Boekbinders (Relieurs).....	0.37
Helpers-boekbinders (Aides-relieurs).....	0.25
Vouwers (Plicieurs).....	0.15
Letterzetter (Typographes).....	0.40
Drukkers op eene enkele handpers (Imprimeurs sur une seule presse à bras).....	0.40
Id. op dubbele pers (Id. sur double presse).....	0.45
Id. op twee enkele persen (Id. sur deux presses simples).....	0.50
Id. op eene gemengde pers (Id. sur une presse mixte).	0.30
Id. op eene pers met gewone pedaal (Id. sur presse à pédale ordinaire).....	0.23
Margeerders-punteerders (Margeurs-pointeurs).....	0.25
Margeerders der mecanieke persen (Margeurs des presses mécaniques).....	0.18
Vastgesteld door den Gemeenteraad van Gent, in zittingen van 21 September 1896 en 28 Februari 1898.	
Arrêté par le conseil communal de Gand, en séances des 21 septembre 1896 et 28 février 1898.	

*De Burgemeester-Voorzitter,
Le Bourgmestre-Président,*
E. BRAUN.

*Voor den Gementesecretaris,
De afgevaardigde bureeloverste,
Pour le Secrétaire communal,
Le chef de bureau délégué,*
M. HEINS.

Tous les salaires ci-dessus sont un peu supérieurs à ceux qui sont couramment payés aux ouvriers adultes. Le conseil communal de Gand a, en effet, considéré avec raison qu'il devait donner le bon exemple

en assurant à l'ouvrier un salaire convenable et qu'il ne fallait pas faire supporter aux travailleurs, par une diminution de leur gain, la fixation à 10 heures de la journée de travail.

La plupart des communes ont résolu la question des demi-ouvriers. Chez les unes, l'entrepreneur doit prévoir, soit une réduction proportionnelle, soit un tarif spécial pour les ouvriers âgés de plus de cinquante ans ou qui, se trouvant dans des conditions inférieures de force productrice, auront été nominativement et expressément admis par le sous-ingénieur du service technique. Il en est ainsi à *Verviers, Bruges, Louvain, Courtrai, Charleroi, Lokeren, Ypres, Herstal, Dison*, etc.

Le conseil de la ville de *Gand* dit dans l'article 2 de sa délibération du 13 mai 1896 :

Chaque cahier des charges indiquera la proportion de demi-ouvriers, c'est-à-dire d'ouvriers apprentis en dessous de vingt ans, d'ouvriers vieux ou débiles que les entrepreneurs ne pourront dépasser et les salaires *minima* à leur payer.

D'autres villes et, parmi elles, *Saint-Nicolas* et *Tamise*, obligent l'entrepreneur à faire connaître la proportion des demi-ouvriers, apprentis, aides, ouvriers vieux ou débiles qu'il s'engage à ne pas dépasser pour chaque métier et le salaire qu'il s'engage à payer à ces demi-ouvriers.

Quant à la clause du maximum d'heures de travail, elle a été prévue par dix-sept communes et entre autres par les villes de *Gand, Verviers, Bruges, Tournai, Laeken*, qui ont adopté la journée de 10 heures ; *Berchem-Anvers* (17.830 hab.) a voté un maximum de 12 heures de travail par jour.

Le repos hebdomadaire est prescrit dans les cahiers des charges de neuf communes.

Enfin presque toutes les municipalités interdisent à l'entrepreneur d'éluder la clause du minimum de salaire en traitant à forfait avec des sous-entrepreneurs, contremaîtres ou ouvriers, pour un travail déterminé.

Le règlement de la ville de *Gand* dit à ce propos dans son article 9 :

L'adjudicataire restera responsable vis-à-vis de l'administration communale de ses sous-entrepreneurs pour tout ce qui concerne la stricte exécution des stipulations ci-dessus.

Les sanctions édictées pour assurer l'exécution de toutes ces dispositions sont à peu près semblables dans les différentes communes : 25 d'entre elles obligent l'entrepreneur à fournir à des dates régulières des états de salaires à l'administration ; 17 ont prescrit l'affichage, dans tous les chantiers, des règlements relatifs au minimum de salaire.

Les pénalités varient entre 5 et 10 francs par jour et par ouvrier, ou bien en totalité, entre 20 et 500 francs.

Le règlement de la ville de *Gand* sur ces différents points est ainsi conçu :

Art. 3. — Un délégué du collège pourra assister au paiement des salaires : celui-ci devra se faire chaque semaine.

L'adjudicataire tiendra un registre spécial, dont les feuilles seront numérotées, et dans lequel il inscrira hebdomadairement, en regard du nom des ouvriers employés au travail exécuté pour le compte de la ville, le salaire qui leur est alloué.

Le paraphe de l'entrepreneur, placé au bas de chaque page, indiquera que ce salaire a été payé par lui.

Art. 10. — L'adjudicataire sera tenu de faire afficher les dispositions qui précèdent à l'atelier ou sur le chantier des travaux et de veiller à ce qu'elles restent affichées pendant toute la durée de l'entreprise à l'endroit désigné à cet effet par le délégué du collège.

Art. 11. — Le collège sera autorisé à infliger à l'entrepreneur,

pour toute contravention aux présentes dispositions, une amende de 5 à 100 francs.

Il pourra en outre décider que l'adjudicataire sera exclu des entreprises de la ville pour un temps déterminé.

Pour en finir avec les communes, disons que leurs cahiers des charges ne se préoccupent pas de la question des ouvriers étrangers ; seule, la ville de *Spa* (8.135 habitants) oblige l'entrepreneur à choisir, autant que possible, ses ouvriers dans la localité ; mais il n'y a là qu'une restriction peu importante. La clause du minimum de salaire et le peu d'élévation des salaires en Belgique, suffisent pour éloigner les ouvriers de nationalité étrangère.

SECTION II

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DEVANT LES CONSEILS PROVINCIAUX.

Les administrations provinciales de Belgique, au nombre de huit sur neuf, ont admis dans leurs cahiers des charges des stipulations relatives au sort des ouvriers. Ce sont les provinces d'*Anvers*, du *Brabant* (Bruxelles) depuis le 15 mai 1893, de la *Flandre occidentale* (Bruges) depuis le 11 novembre 1892, de la *Flandre orientale* (Gand) depuis le 14 juillet 1893, du *Hainaut* (Mons) depuis 1893, de *Liège*, depuis 1895, du *Luxembourg* (Arlon) et de *Namur*.

Dans la *Flandre occidentale*, la *Flandre orientale* et la province de *Liège*, ces prescriptions s'appliquent aux travaux des communes subventionnées par le budget provincial.

Dans la neuvième province, celle du *Limbourg*

(Hasselt), la question a été mise à l'étude. En octobre 1896, le conseil provincial a décidé d'attendre le résultat des expériences faites par le gouvernement.

Les cahiers des charges de six administrations provinciales, *Brabant, Flandre orientale, Hainaut, Liège, Luxembourg* et *Namur*, indiquent les salaires minima à payer aux ouvriers.

Ces salaires sont fixés en général par la *députation permanente*, sur l'avis des fonctionnaires du service voyer, des conseils de l'industrie et du travail, des conseils de prud'hommes, comices agricoles, associations professionnelles ou syndicats de patrons ou d'ouvriers, sociétés de secours mutuels, etc.

Les cahiers des deux autres provinces, *Anvers* et *Flandre occidentale*, demandent aux entrepreneurs d'indiquer dans leurs soumissions les prix minima qu'ils s'engagent à payer à leurs ouvriers. Ces salaires se trouvent-ils inférieurs au chiffre moyen des salaires ordinaires, l'offre n'est pas accueillie.

Quatre administrations, *Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale* et *Hainaut*, obligent les entrepreneurs à leur délivrer régulièrement les comptes des salaires payés, avec les noms des ouvriers employés. Parmi elles, seule la *Flandre orientale* n'impose pas l'affichage des dispositions relatives aux ouvriers.

Les provinces de la *Flandre occidentale* et de *Liège* fixent le maximum de la journée de travail à 10 heures. Dans le cahier des charges de la *Flandre occidentale*, il est stipulé que les heures supplémentaires seront payées un tiers en plus, de même que le travail dûment autorisé des dimanches et des jours de fêtes légales.

Les prescriptions relatives au marchandage, aux

salaires à payer aux demi-ouvriers sont identiques à celles qui ont été adoptées par les communes.

Les infractions sont punies d'amendes de 50 à 100 francs ou de 5 francs par jour et par ouvrier. Cinq administrations, *Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège et Namur* se réservent le droit de résilier les contrats en cas de récidive, ou bien d'exclure les contrevenants des adjudications futures pour un délai plus ou moins long.

SECTION III

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX DE L'ÉTAT.

La première discussion sur la question eut lieu à la Chambre des représentants le 9 juin 1896, à l'occasion du vote du budget du ministère de l'agriculture et des travaux publics. La Chambre, ordonnant la réimpression du cahier général des charges de l'Etat, exigea l'insertion de clauses destinées à garantir aux ouvriers des entreprises de travaux publics un salaire minimum.

Le 18 juin, le Sénat repoussait cette motion, après que le ministre eut déclaré qu'il inscrirait volontairement la clause dans le cahier des charges.

Le 19 juin, la Chambre adopta le budget amendé par 71 voix contre 50, sur la promesse que lui firent M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, et M. de Bruyn, ministre des travaux publics, d'obliger dorénavant tous les entrepreneurs à indiquer dans leurs soumissions le taux des salaires adoptés par eux.

A la date du 2 juillet parut l'arrêté rendu par le ministre des travaux publics, le comité permanent des ponts et chaussées consulté ; il indiquait les clauses à insérer dans les cahiers des charges de l'Etat.

Aux termes de cet arrêté, l'entrepreneur doit, en soumissionnant, donner un bordereau des salaires qu'il s'engage à payer ; ces salaires sont majorés de 25 0/0 pour les heures supplémentaires, y compris les dimanches et jours de fêtes légales. Le bordereau sera affiché dans tous les chantiers.

L'entrepreneur doit remettre à chaque ouvrier qu'il engage un bulletin spécial contenant, entre autres, la catégorie dans laquelle l'ouvrier est rangé (ouvrier, apprenti, manœuvre), la nature du travail auquel il va être occupé, le taux du salaire extrait du bordereau.

Les pénalités sont ainsi fixées : s'il est constaté qu'un ouvrier a été payé à un taux inférieur à celui qui a été établi par le bordereau, l'entrepreneur est mis en demeure de s'acquitter immédiatement de ce qui reste dû à l'ouvrier.

L'infraction commise fait l'objet d'un procès-verbal qui est signifié dans la forme ordinaire. Le procès-verbal sera suivi, s'il y a lieu, d'un avertissement adressé par lettre recommandée à l'entrepreneur.

Si ce dernier n'obtempère pas à l'avertissement de l'administration, deux fois répété, il sera, suivant la gravité des cas, exclu temporairement ou à toujours des adjudications de l'Etat.

Toutes ces mesures ont subi une importante modification par une circulaire adressée en décembre 1896 aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées (1).

(1) Notes sur le minimum de salaire ; *cit. oper.*, p. 83.

Dans cette note, M. de Bruyn constate les difficultés considérables qu'a rencontrées dans la pratique le système adopté. Comment, en effet, se comporter en face de deux soumissions dont l'une offre un rabais plus fort et des salaires plus bas, et l'autre un rabais plus faible et des salaires plus élevés ?

M. de Bruyn décide donc « qu'à l'avenir tous les cahiers des charges contiendront une clause par laquelle l'entrepreneur s'obligera à payer aux ouvriers, apprentis et manœuvres, chargés des travaux de maçonnerie, terrassement et pavage, des salaires qui ne pourront être inférieurs aux taux qui seront indiqués dans ces cahiers des charges comme étant les salaires normaux de la région dans laquelle devront s'exécuter ces travaux, étant entendu, d'ailleurs, que lesdits salaires seront augmentés de 25 % pour tout travail en dehors des heures habituelles, y compris les dimanches et les jours de fêtes légales. »

SECTION IV

EFFETS DES CONDITIONS DU TRAVAIL EN BELGIQUE. — CONCLUSION.

Les résultats produits par les nouvelles clauses des cahiers des charges ne nous sont donnés que pour les communes et les provinces. En ce qui concerne l'Etat, l'expérience tentée est encore trop nouvelle pour qu'on puisse avoir des faits certains.

Voici ce qu'écrit à ce sujet à M. le Maire de Dijon (1),

(1) Cette note a été demandée à l'Office du travail belge par M. Charlot, adjoint au maire de Dijon.

à la date du 6 avril 1899, M. le Directeur de l'Office du travail au ministère de l'industrie et du travail de Belgique :

Peu d'éléments nouveaux sont à signaler depuis la publication de la note parue en 1897 et publiée par l'Office du travail français. Les expériences que vous y trouverez résumées se poursuivent de divers côtés. Le ministère de l'agriculture et des travaux publics a prorogé officieusement la durée de la sienne, qui devait primitivement s'arrêter au 31 décembre 1897. La ville de Bruxelles continue, en 1899, l'essai inauguré en 1898.

Au point de vue des résultats obtenus, il a été remarqué jusqu'ici, en ce qui concerne l'expérience du ministère de l'agriculture et des travaux publics, que les infractions constatées sont très rares. La surveillance est pourtant active : d'une part, les unions professionnelles ouvrières tiennent la main à ce que le salaire fixé soit effectivement payé à l'ouvrier ; toute plainte à ce sujet fait l'objet d'une enquête ; d'autre part, les inspecteurs généraux, au cours de leurs tournées, portent leur attention sur l'exécution des clauses relatives aux salaires. Il a été observé d'ailleurs que la fixation d'un salaire minimum n'avait pas provoqué en général la majoration des prix soumissionnés ; par contre, les adjudications tendent à éloigner de leurs chantiers les ouvriers peu capables ou inaptes à raison de leur âge ou des infirmités. (Il importe de ne pas perdre de vue que l'expérience n'est poursuivie que pour des travaux exécutés *sur chantiers* et non en ateliers).

Dans tous les autres cas où des clauses intéressant le sort des ouvriers sont insérées par des administrations publiques dans leurs cahiers des charges, ces clauses se rapportent en tout premier ordre à la question du minimum de salaire ; la durée du travail journalier y est aussi quelquefois touchée, en particulier pour spécifier le supplément de salaire à accorder en cas de travail extraordinaire (travail de nuit, besognes dangereuses ou exceptionnellement pénibles). Enfin, dans plusieurs cas, le travail dominical est, soit entièrement proscrit, soit subordonné à une autorisation spéciale et à un salaire supplémentaire.

En ce qui concerne la concurrence faite aux ouvriers nationaux par les étrangers, aucune disposition réglementaire n'a, que je sache, été édictée par les autorités belges.

L'enquête ordonnée en 1896 par la ville de

Bruxelles nous donne des résultats plus probants, qu'il n'est pas sans intérêt d'enregistrer brièvement.

Des 51 communes consultées sur le fonctionnement du minimum, 20 déclarent qu'elle ne peuvent encore se prononcer, faute d'expérience; les autres rapportent qu'elles n'ont reçu aucune réclamation, ni de la part des patrons, ni de celle des ouvriers. Seules, deux communes signalent des réclamations.

A *Shærbek*, deux ouvriers badigeonneurs, qui n'avaient reçu que 35 centimes par heure au lieu de 40, se plaignirent; l'entrepreneur, mis en demeure de se conformer aux prescriptions du cahier des charges, s'est exécuté et a aussitôt renvoyé les deux plaignants après avoir réglé leurs comptes.

A *Verviers*, les entrepreneurs se plaignent des écritures que le nouveau système leur impose; une partie des ouvriers réclament sur la réduction des heures de travail, qui ne leur permet plus, en été, de gagner une journée aussi forte qu'auparavant. Le syndicat des terrassiers a réclamé au conseil sur le minimum de 28 centimes qui avait été inscrit dans un cahier des charges, et le conseil a porté ce minimum à 30 centimes. Les pétitionnaires demandaient 35 centimes, salaire qui, à Verviers, est le maximum payé à un terrassier.

Toutes les communes, sauf une, déclarent que l'application des mesures nouvelles n'a amené aucun résultat anormal au point de vue de leurs finances. Seule, la commune de *Saint-Josse-ten-Noode* (31.380 hab.) signale une adjudication où les rabais sur les travaux de maçonnerie et plafonnage ont diminué. Pour le premier de ces lots, les adjudications précédentes donnaient 22.50 0/0 de rabais; la

dernière, 24.50 0/0 d'augmentation. Pour le second lot, les adjudications précédentes avaient donné 32 0/0 et 40 0/0 de rabais ; la dernière ne donne plus que 20 0/0.

Le conseil avait, en effet, fixé le salaire des ouvriers à 40 centimes par heure et celui des aides à 25 centimes ; c'était 5 centimes de plus qu'auparavant et aussi 5 centimes de plus que le prix habituel des entrepreneurs. Toutefois, il y a lieu de remarquer que, pour la maçonnerie, la majoration doit être attribuée en partie au renchérissement des matériaux et au développement des constructions dans l'agglomération bruxelloise. Pour le plafonnage, le rabais précédent était, d'autre part, tout à fait anormal.

Mentionnons enfin que les communes d'*Anderlecht*, d'*Ougrée* et de *Chatelineau* constatent, en le regrettant, que le minimum tend à écarter des travaux les ouvriers médiocres, faibles ou vieux.

D'après la même enquête, les huit provinces qui ont adopté le minimum n'ont vu se produire aucune réclamation, soit des ouvriers, soit des patrons, ni aucun résultat anormal au point de vue des finances provinciales. Pourtant, le *Brabant* déclare que la variabilité des salaires rend la fixation du minimum très difficile et il rapporte les desiderata de son architecte provincial, qui est d'avis *que l'expérience doit être renouvelée*.

D'un autre côté, dans la *Flandre occidentale*, le rapport présenté au conseil provincial constate que l'augmentation des charges de la province a été peu sensible ; que cette augmentation (2 fr. 70 0/0) est passée tout entière aux ouvriers sous forme de salaire et se trouve compensée par la qualité du travail fourni ; que l'objection faite au système du minimum

de sacrifier les vieux ouvriers n'a pas été confirmée par la pratique,

Enfin, un rapport présenté au conseil provincial de Liège, le 10 octobre 1896, atteste que la clause du minimum de salaire n'a causé aucun préjudice financier à la province et aux communes; que cette clause a été prescrite après que de nombreux devis avaient été préparés sur les bases anciennes; et que, néanmoins, les adjudications de 1895 ont été faites avec les mêmes rabais qu'auparavant.

Que conclure de tout cela? L'expérience tentée en Belgique n'est-elle pas plus convaincante encore que celle de l'Angleterre?

Nous ne retrouvons même pas cette période de tâtonnements qui accompagne les débuts de toute réforme nouvelle. Bien que la réglementation soit poussée à l'extrême, l'application des conditions du travail s'est faite dans la pratique sans grandes difficultés. En somme, la Belgique n'a pas voulu, par la clause du minimum de salaire, augmenter le taux des salaires; elle a eu simplement pour but de garantir les ouvriers des travaux publics contre des dépressions trop exagérées; elle s'est contentée pour cela de constater les salaires couramment payés, d'en dresser une liste sous forme de bordereau, et de les imposer aux adjudicataires. Ceux-ci, à part de rares exceptions, n'ont fait aucune réclamation contre ce nouvel état de choses; au lieu de se syndiquer comme à Londres, ils ont laissé librement agir la concurrence et leurs rabais sont identiques à ceux qu'ils proposaient autrefois.

Que nous faut-il de plus? Cette courte étude sur la Belgique, pays très libéral où les catholiques les plus fervents ont voté pour les conditions du travail à côté

de socialistes convaincus, n'est-elle pas le plaidoyer
le meilleur que l'on puisse faire en faveur de nos
décrets du 10 août 1899 ?

QUATRIÈME PARTIE

DES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899.

Nous avons vu que M. Millerand, ministre du commerce, avait, à la date du 10 août 1899, tranché la question des conditions du travail par voie de décrets. Ces décrets viennent satisfaire les vœux et faire aboutir les projets de lois que la commission du travail de la Chambre avait été chargée d'examiner.

Dès le 30 janvier 1894 (1), M. Edouard Vaillant et 48 de ses collègues déposaient à la Chambre une proposition de loi relative aux conditions du travail pour la ville de Paris comme pour toutes les communes.

Ce projet autorisait la ville de Paris à introduire les conditions du travail, définies par la délibération du conseil municipal en date du 2 mai 1888 ; les autres communes avaient la faculté d'adopter les mêmes dispositions.

C'était là une proposition très libérale, n'imposant aucune obligation ; le seul reproche à lui adresser, c'est qu'elle paraissait faite uniquement pour la ville de Paris et ne donnait aux autres communes qu'un appendice de quelques lignes (2).

(1) *J. off.* Doc. parlam. 1894, p. 103 à 108.

(2) A la date du 28 mai 1897, M. Edouard Vaillant, se joignant à MM. Arthur Groussier et Dejeante dans un projet de loi sur le code du travail, prévoit de nouveau les conditions du

A la date du 23 juin 1894 (1), *M. André Castelin* proposait la fixation de la journée de travail à dix heures pour tous les ouvriers employés sur les chantiers publics ; le prix de la journée ne pouvait être inférieur à celui qui est alloué aux ouvriers de la même profession dans le chef-lieu d'arrondissement.

M. Castelin se montrait beaucoup plus « interventionniste » que M. Vaillant, puisqu'il voulait imposer une réglementation uniforme et étroite. La fixation qu'il demandait était à la fois arbitraire et trop précise : ainsi le prix de la journée de travail établi d'après le salaire payé au chef-lieu d'arrondissement ne semble pas un criterium suffisant.

Ces propositions de lois furent étudiées par la *commission du travail*, qui se montra défavorable aux conditions et choisit M. Bouge comme rapporteur.

Puis, par un revirement d'opinion toujours très curieux à observer au sein des partis politiques, la commission chargea M. Lavy de faire un nouveau rapport, au lieu et place de M. Bouge (2). M. Lavy adopta le repos hebdomadaire, la limitation à un dixième du nombre des ouvriers étrangers, l'interdiction du marchandage, la faculté pour l'Etat, les départements, les communes d'insérer telles conditions qui

travail qu'il faudra insérer dans tous les cahiers des charges. Chambre. Doc. parlam., 1897. 2, p. 1330 à 1338.

Dans un autre projet du 27 octobre 1894 (1894, Doc. parlam. p. 1425), M. Vaillant demande pour tous les ouvriers de l'Etat l'établissement de la journée de huit heures ; cette disposition s'appliquerait à tous les ouvriers qu'emploierait l'Etat directement ou par entrepreneurs.

(1) Chambre, Doc. parlam., 1894, p. 1055 à 1057.

(2) Ch. des députés. Annexe au P.-V. de la deuxième séance du 10 mars 1898. N° 3113.

leur paraîtraient utiles. Ce rapport ne put être discuté par la Chambre en temps voulu.

Bientôt, sur le rapport très documenté de M. Keüfer (1), le *Conseil supérieur du travail*, à la date du 10 décembre 1897, émet le vœu que pour tous les travaux publics, il y ait « obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la durée du travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la région où le travail est exécuté. »

Par un vote du 13 septembre 1898, le *Conseil municipal de Paris*, sur le rapport de M. Landrin, appelle de nouveau l'attention du Parlement sur le projet de loi de M. Vaillant.

Depuis les dernières élections, la Chambre a vu surgir de nouvelles propositions.

M. Jules Dansette et plusieurs de ses collègues de la droite et du centre se rallient aux conclusions du rapport de M. Lavy. Puis M. Holtz propose de repousser le projet de la commission et d'obliger l'Etat, les départements et les communes à insérer dans les cahiers des charges toutes les clauses qui seront utiles aux travailleurs. M. Holtz, en apparence plus favorable aux idées de l'extrême gauche, n'édicte ainsi qu'une obligation toute platonique, puisqu'il supprime toutes les pénalités et les sanctions prévues par la commission.

Signalons enfin la proposition de loi du 19 mars 1899 (2), par laquelle MM. Gervaise, Papelier, Fenal, Massabuau, général Jacquy, Firmin

(1) Rapport de M. Keüfer au Cons. sup. du travail, p. 45. — Paris, Imprimerie Nationale, 1897.

(2) Annexe au P.-V. de la séance du 10 mars 1899, Chambre des députés. Session de 1899, n° 800.

Faure et autres demandèrent à ce que les départements et les communes fussent autorisés à insérer la clause du salaire courant.

La Chambre avait commencé la discussion de tous ces projets quand le gouvernement rendit ses décrets. On a très vivement reproché à M. le Ministre du commerce d'avoir, par de simples décrets, porté atteinte à la loi de 1791 qui proclame la liberté des conventions ; mais nous n'avons pas à étudier ici cette question fort délicate (1). Pour nous, qui avons soutenu que la doctrine du conseil d'Etat n'était pas juridique, les décrets nous paraissent un procédé légal, puisqu'ils ne modifient aucun texte de loi et qu'ils s'inspirent eux-mêmes du principe supérieur de la liberté des contrats.

L'un des décrets s'adresse à l'Etat ; les deux autres visent les départements, les communes et les établissements de bienfaisance.

Si le principe est identique pour tous, l'application même diffère : l'Etat est *obligé* d'introduire dans ses cahiers des charges les clauses prévues par le décret, tandis que les départements, les communes et les établissements de bienfaisance ont simplement la *faculté* de les admettre. *Obligation* pour l'un, *liberté absolue* pour les autres. Seule la convention de marchandage est interdite d'une façon formelle aux entrepreneurs de l'Etat comme à ceux des départements et des communes.

(1) Voir deux articles où M. Paul Beauregard, sans être hostile au principe des conditions du travail, s'élève contre l'empiètement de l'exécutif sur le pouvoir législatif : *Monde économique*, 8 juillet et 9 août 1899. — Voir aussi : *Revue d'Economie politique*, août-septembre 1899, p. 827 et 828.

Cela dit, il nous suffira d'étudier le décret relatif à l'Etat, et nous aurons vu les deux autres. Les clauses qui sont prévues pour les communes sont semblables à celles que l'Etat aura l'obligation d'admettre. Mais une question préliminaire se pose. Les décrets disent que les départements et les communes auront la faculté d'imposer le salaire courant, la durée normale du travail en usage, etc. Les conseils généraux, les municipalités auront-ils le droit de dépasser les limites fixées, par exemple de déterminer un salaire supérieur au salaire courant, une journée de travail inférieure à la journée *normale*, et pourront-ils aussi insérer d'autres conditions que celles qui sont déterminées par les décrets ?

Par leur rédaction même, les décrets semblent limitatifs ; ils prennent soin de fixer d'une façon précise les conditions du travail à adopter, si on les juge nécessaires. Mais nous qui avons admis la légalité des décrets, précisément parce qu'ils se contentent de reconnaître aux communes des droits imprescriptibles, nous ne pouvons penser que le gouvernement ait eu l'intention de restreindre avec rigueur l'initiative des municipalités. Nous ne voyons même pas, en droit, comment de simples décrets pourraient avoir un tel résultat. Suivant nous, les décrets se contentent d'indiquer aux communes les clauses les plus raisonnables, celles qui pourront être admises sans aucune difficulté et sans opposition du conseil d'Etat ou du gouvernement ; ils n'ont pas pour but de les empêcher de se mouvoir dans un cadre plus large et d'adopter au besoin d'autres clauses rendues nécessaires par des abus quelconques.

Les conseils municipaux pourront donc déterminer, à leur guise, le salaire courant et fixer le maximum

de travail quotidien à 8 heures, bien que la journée normale soit plus longue dans la région.

Adopter une théorie contraire serait reconnaître au gouvernement un droit qui lui fait défaut et refuser aux municipalités une faculté qu'elles ont toujours eue.

Ce problème résolu, à quels cahiers des charges, à quels travaux s'appliquent nos décrets? Le paragraphe premier de l'article premier nous renseigne sur ce point :

Article premier. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

Le texte vise et les marchés de travaux publics et les marchés de fournitures, qu'ils aient été passés par adjudication ou de gré à gré. Nous ne nous sommes occupés, au cours de cette étude, que des entreprises de travaux, laissant de côté les marchés de fournitures qui peuvent, dans certains cas, donner lieu à des difficultés spéciales.

Le projet, discuté à la Chambre en mai 1899, imposait les conditions du travail, non pas seulement sur les chantiers, mais pour la fabrication même des matières employées. Cette extension, peu praticable, avait été l'objet de critiques très vives. On peut donc se demander si les prescriptions de l'article premier, qui s'appliquent aux ouvriers employés directement par l'entrepreneur, visent aussi ceux qui ont fabriqué les divers objets dont se sert l'adjudicataire. Les conditions prévues concernent, dit-on, la main-d'œuvre

« dans les chantiers ou ateliers organisés, ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché ». Or chacun sait que le même entrepreneur fabrique le plus souvent pour l'adjudicataire de travaux publics et pour la consommation courante : fera-t-on une distinction entre ses ouvriers ? C'est ce que le texte ne nous dit pas. En ce qui concerne la clause du salaire courant, cet oubli n'est pas grave, tous les ouvriers devant recevoir un salaire identique. Il en est de même, jusqu'à un certain point, pour la condition relative au maximum d'heures de travail. Mais, s'il plait à un industriel de faire travailler le dimanche, à quels ouvriers s'adressera la décision prise dans les décrets ?

Il eut été plus prudent de spécifier que les décrets seraient inapplicables quand la distinction est impossible en pratique. On aurait pu dire aussi que seuls les ouvriers et employés directement par l'entrepreneur bénéficieraient des conditions prévues. Mais il appartiendra aux départements et aux communes, qui jouissent d'une certaine latitude, d'éviter ou des difficultés, ou des abus trop grands.

Après avoir fixé le principe, l'article premier, dans quatre paragraphes, précise les conditions imposées à l'entrepreneur.

1^o Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ;

2^o N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ;

3^o Payer aux ouvriers un salaire normal égal pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté ;

4^o Limiter la durée du travail journalier à la durée normale

du travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1^{er} et 4^e du présent article.

Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Dans les cas prévus à l'article 18, paragraphes 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, l'insertion des clauses et conditions ci-dessus énoncées sera facultative.

Les clauses sont relatives au repos hebdomadaire, à la limitation du nombre des ouvriers étrangers, au maximum d'heures de travail et au minimum de salaire. Les trois premières ne soulèvent aucune difficulté. Le texte permet à l'entrepreneur, muni d'une autorisation spéciale, de déroger aux clauses du repos hebdomadaire et de la durée du travail quotidien, en cas de nécessité absolue ; il prescrit d'ailleurs, pour cette hypothèse, un taux de salaires spécial.

En tant que principe, la clause du minimum de salaire est telle que la voulaient les députés de l'extrême gauche. L'administration constatera les salaires couramment payés, d'après des règles fixées par l'article 3 du décret, et en imposera le paiement à ses entrepreneurs. Le paragraphe 3 de l'article premier parle de *salaire normal*. Sans vouloir attacher aux mots plus d'importance qu'ils n'en méritent, il faut néanmoins reconnaître qu'il y a là une expression bien peu économique pour un décret de cet ordre (1). Nous

(1) M. Bazire, dans sa thèse, page 153, dit qu'il y a antinomie entre ces deux termes « salaire minimum » et « salaire courant ». Le salaire courant, d'après lui, est déjà celui que dans les adjudications sans « conditions du travail » l'entrepreneur

savons la différence profonde qui sépare le salaire normal du salaire courant, et il eut été plus simple d'éviter sur ce point la confusion. Le décret a soin de commenter le mot « normal » en disant qu'il sera égal au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où les travaux seront exécutés. Il n'y aurait alors qu'à supprimer toute la première partie du paragraphe.

Ne peut-on regretter aussi que le gouvernement ait cru devoir parler de *durée normale* du travail en usage ? C'est précisément à l'Etat qu'il appartient de donner; comme en Angleterre, l'exemple en cette matière, et s'il est prouvé que les journées actuelles de travail sont trop longues pour l'ouvrier français, c'est le cas, dans les travaux publics, de faire quelques essais en les ramenant à une limite conforme à la vie et aux besoins des travailleurs. Il eut mieux valu laisser à l'administration plus de latitude sur ce point.

Le paragraphe 3 du n° 4 de l'article premier, rend facultative pour l'Etat, l'insertion des quatre clauses ci-dessus dans les cas prévus par l'article 18, §§ 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, relatif aux marchés de travaux et de fournitures passés par l'Etat. Cet article est ainsi conçu :

Art. 18. — Il peut être passé des marchés de gré à gré :

§ 3. — Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ;

§ 5. — Pour les ouvrages et objets d'arts et de précision

prétend payer à ses ouvriers. Est-ce bien exact ? Comment pourrait-il exister un salaire courant ainsi compris dans une région où il n'y a pas eu d'adjudication depuis un certain temps ? Le salaire courant n'est-il pas plutôt le salaire habituellement payé par le patron dans le pays où s'effectuent les travaux ?

dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes ou industriels éprouvés.

Cette exception au principe de l'obligation se justifie par la nécessité pour l'Etat, dans quelques cas prévus, d'accepter les conditions mêmes qui lui sont faites, soit par des porteurs de brevets, soit par des industriels ou artistes dont on ne pourrait que difficilement se passer.

Les décrets ne prévoient pas seulement les quatre conditions ci-dessus visées : ils interdisent la sous-entreprise et le marchandage dans un article 2.

Art. 2. — L'entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage, telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848.

Dans un premier paragraphe, on parle de sous-traitants ; dans un second, on fait allusion au marchandage. Qu'est-ce à dire ? Si l'on entend par sous-traitants des marchands, la première partie du texte est inutile ou illégale : inutile, puisque le marchandage est interdit par le paragraphe 2, illégale parce qu'il impose aux tribunaux une nouvelle interprétation des décrets de 1848. Le gouvernement n'a pas le droit d'autoriser le marchandage qui est interdit par un texte toujours en vigueur, et s'il trouve que la Cour de cassation a fausement appliqué, dans son esprit, les décrets en question, il n'a qu'à demander aux Chambres le vote d'une loi.

Si, au contraire, l'expression « sous-traitants » se traduit par « sous-entrepreneurs », ce que le texte

oublie de nous dire, la critique est encore facile. En principe, la sous-entreprise serait interdite ; par exception, elle pourrait être permise, avec l'autorisation de l'administration, et même, dans ce cas, l'entrepreneur resterait responsable, vis-à-vis des ouvriers et des tiers, des actes de son sous-traitant : cela revient à dire que la sous-entreprise est autorisée de telle façon qu'elle devient tout autre chose que de la sous-entreprise. Si l'on oblige l'entrepreneur à rester responsable vis-à-vis des tiers, le sous-traitant n'est plus qu'un de ses employés ou surveillants ; pourquoi, dès lors, exiger, ce principe posé, le consentement préalable de l'administration ? C'est supprimer l'autorisation après l'avoir donnée.

Qu'importe qu'il y ait sous-entreprise ou marchandage, s'il est stipulé que les conditions du cahier des charges bénéficieront aux ouvriers du sous-traitant et du marchandeur comme à ceux de l'entrepreneur principal ? La commission du travail de la Chambre l'avait si bien compris que, sur la demande de M. Beauregard, elle avait consenti à supprimer dans l'article relatif aux sous-traitants, ces mots « et les tiers ». C'était plus logique et plus conforme au bon sens. Le gouvernement pouvait tenir compte de cette rectification.

Dans son article 3, le décret indique comment se fera la constatation du taux courant des salaires et comment seront rédigés les bordereaux des prix imposés aux adjudicataires ; il prévoit le cas possible de variation des salaires et règle la question des demi-ouvriers. Il est conçu comme suit :

Art. 3. — La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'administration qui devra :

1° Se référer, autant que possible, aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ;

2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prudhommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes. *

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges, sauf les cas d'impossibilité matérielle. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1° et 2° du présent article. Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

Dans cet article 3, les solutions les plus sages et les plus conformes à la pratique suivie en Angleterre et en Belgique ont été adoptées. Le taux des salaires sera non point fixé d'une façon arbitraire par l'administration, mais simplement constaté par elle. Les syndicats patronaux et ouvriers, et, à leur défaut, des commissions mixtes ou des personnes compétentes en matière de travaux, seront consultées. Rien ne sera donc plus facile que de connaître les taux courants des divers salaires. Les décrets laissent à l'administration

une liberté de mouvements complète et les objections élevées contre le minimum de salaire n'ont plus de raison d'être, puisqu'il s'agit, non pas d'élever artificiellement les prix, mais d'éviter des dépréciations fatales à l'ouvrier.

Le décret prescrit avec raison que la constatation des salaires sera faite en des bordereaux joints aux cahiers des charges. C'est le mode le plus suivi en Belgique, c'est le plus pratique.

Dans la plupart des cas, les adjudicataires connaîtront à l'avance les salaires à payer. Ils proposeront leurs rabais en connaissance de cause. De leur côté, les ouvriers seront renseignés par des affiches apposées dans les chantiers et indiquant les salaires exigibles.

Un tempérament est apporté à ces principes dans les cas d'*impossibilité matérielle*. Que veut-on dire par là ? M. Baudin l'indiquait déjà dans son rapport : « Lorsqu'il n'est pas possible de prévoir le lieu où s'exécuteront les travaux, et toutes les fois qu'il n'aura pas été possible de dresser par avance les bordereaux des cours de salaires et des durées courantes du travail, les entrepreneurs resteront tenus d'observer les clauses légalement introduites dans les cahiers des charges. » Le décret indique donc que dans les cas d'*impossibilité matérielle*, les bordereaux des salaires ne seront pas joints aux cahiers des charges. Alors à quoi seront tenus les entrepreneurs ? Le décret ne nous le dit pas. Nous admettons qu'il n'a pas voulu astreindre les entrepreneurs à s'obliger envers l'Etat avant de connaître les charges qui leur seront imposées. M. Millerand le reconnaissait lui-même, quand il disait au Conseil supérieur du travail : « Il est indispensable que le taux des salaires soit fixé par le

cahier des charges pour éviter tout malentendu, toute discussion... » Et il ajoutait : « Je demande, pour qu'il n'y ait aucun doute, qu'on ajoute dans le texte du vœu (à émettre), après les mots « obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la durée du travail », ces mots : « fixés par le cahier des charges ».

Nous concluons en disant que, lorsqu'il sera impossible de fixer à l'avance le salaire courant ou la durée normale de travail, l'entrepreneur qui aura soumissionné sans qu'on lui indique ses obligations, reprendra sa pleine et entière liberté (1).

Dans le cas où le taux courant des salaires viendrait à varier au cours des travaux, de nouveaux bordereaux pourraient être établis par l'administration sur

(1) C'est ce que n'admet pas le ministère du commerce. Dès le 17 août 1899, un cahier des charges, concernant la fourniture d'effets d'habillements destinés aux sous-agents de l'administration des postes, stipulait que les dispositions du nouveau décret sur les conditions du travail devaient être observées par l'adjudicataire. Il ajoutait dans son article 5 : « En conséquence, dès que les adjudicataires auront reçu avis de l'approbation de l'adjudication par le ministre du commerce, ils devront se mettre en mesure de fournir à l'administration, dans un délai maximum de deux mois, tous les renseignements relatifs aux villes ou régions où le travail sera exécuté, de manière à lui permettre de procéder aux constatations et vérifications prévues au dit décret du 10 août 1899 ». Il n'en fallut pas plus pour mettre le feu aux poudres, ainsi que nous le dit M. Beauregard (*Monde économique*, 2 décembre 1899, p. 705 et 706). Cette clause, en apparence inoffensive, avait pour effet d'obliger les entrepreneurs à produire leurs offres avant qu'ils fussent fixés sur les « conditions du travail » qui leur seraient imposées. Les adjudicataires ont vivement protesté contre cette exigence de l'administration qui, en présence des plaintes dont elle était saisie, a décidé de renvoyer à plus tard l'adjudication.

une demande expresse des ouvriers ou des patrons. Les cahiers des charges indiqueront la proportion maxima des demi-ouvriers que pourra employer l'entrepreneur, ce qui semble un peu arbitraire. Comment prévoir à l'avance que l'adjudicataire « aura à employer » des ouvriers plus ou moins éclopés ? D'ordinaire, c'est au cours des travaux que l'infériorité physique d'un travailleur se manifeste, quand elle ne résulte pas de l'âge ou de l'extrême jeunesse. Pourquoi n'avoir pas prévu dans les bordereaux des salaires spéciaux et n'avoir pas laissé à l'administration le soin de constater les abus ?

Les articles 4 et 5 nous indiquent enfin quelles seront les sanctions et les pénalités appliquées.

Art. 4. — Le cahier des charges stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé conformément à l'article précédent, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

Art. 5. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le ministre pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure, pour un temps déterminé ou définitivement des marchés de son département.

Quand il sera prouvé que l'entrepreneur aura payé ses ouvriers à un taux inférieur au taux prévu par le bordereau, l'administration indemniserá elle-même l'ouvrier lésé en opérant une retenue sur les sommes dues ou sur le cautionnement. En cas d'infractions réitérées, l'entrepreneur pourra être condamné à des amendes prévues par les cahiers des charges, ou exclu des marchés de son département pour un temps plus ou moins long. Les décrets laissent donc à l'adminis-

tration une certaine latitude en lui donnant le soin d'édicter elle-même les sanctions qui lui paraîtront convenables ; elle les fixera en tenant compte des circonstances, de la nature des travaux, et il est fort probable qu'elle n'aura pas à en user fréquemment, si l'on en juge par le peu de plaintes constatées en Angleterre et en Belgique.

CONCLUSION

La question des conditions du travail est donc réglée par les décrets du 10 août 1899. Si par quelques prescriptions trop étroites, par une rédaction souvent défectueuse, ces décrets peuvent donner prise à la critique, le principe qu'ils posent est conforme aux solutions que nous avons adoptées, après tant d'auteurs, au double point de vue juridique et économique.

Certes, tous ceux qui font partie de l'école du « laisser faire », tous ceux qui n'admettent pas, à quelque degré que ce soit, l'intervention de l'Etat dans les rapports qui règlent le capital et le travail, ne manqueront pas d'adresser au gouvernement les plus violents reproches. Exagérant les difficultés que fatalement, à leurs débuts du moins, ils soulèveront dans leur application, faisant ressortir les inconvénients d'une réglementation étroite, s'apitoyant sur le sort des ouvriers infirmes ou trop âgés, montrant enfin l'atteinte très grave portée à la liberté des entrepreneurs de travaux publics, ils ne lui ménageront pas le blâme et la critique. Comme s'il pouvait exister une mesure quelconque, prise en vue des intérêts généraux, qui ne porte atteinte à des intérêts égoïstes

ou qui ne restreigne souvent la liberté de quelques-uns.

Maintenant que nous avons pris connaissance des faits, que nous avons étudié avec impartialité les arguments fournis en faveur de la thèse des conditions du travail ou contre elle, peut-il rester un doute dans notre esprit ? Ne sommes-nous pas contraints de reconnaître que le régime actuel des adjudications publiques rendait nécessaire un remède quelconque ?

Nous avons soutenu et nous croyons avoir prouvé que, dans certains cas, des abus étaient possibles, que les ouvriers des travaux publics travaillaient de longues heures pour ne gagner souvent que des salaires dérisoires. Nous avons plaidé la nécessité de l'intervention de l'Etat et des communes dans ce cas bien défini et raisonnablement limité.

Les conditions du travail auront pour but unique d'assurer aux travailleurs une vie plus conforme aux exigences matérielles et au respect de la dignité humaine. L'ouvrier, encore imparfaitement organisé, ne pouvait obtenir seul un tel résultat. A l'Etat, à la commune il appartient de protéger les faibles.

Il semble paradoxal de soutenir qu'avec l'augmentation croissante de la liberté, *l'intervention des pouvoirs publics* soit de plus en plus nécessaire, c'est à notre avis une sorte d'*axiome économique*.

La liberté ne doit pas être pour le patron le droit d'opprimer, quand il le peut, celui qui contribue pour une si large part à l'accroissement de sa fortune personnelle. Si elle permet encore à notre époque de pareils excès, il faut enlever aux uns la force dont ils abusent et la donner aux autres, qui en ont un besoin si urgent.

Les décrets de 1899 sont donc les bienvenus. Ils n'ont mis que trop d'années à paraître ? Alors que les nations voisines, qui ont des régimes monarchiques, développent de plus en plus les libertés communales, nous vivons encore en France sous l'empire de préjugés économiques indignes de notre race. Nous ne voyons pas assez que les questions ouvrières soulèvent des problèmes ardues qui s'affirment comme une menace au seuil du siècle nouveau. Un Etat démocratique comme le nôtre doit en rechercher la solution et aller de l'avant, sous peine de périr. Depuis longtemps les syndicats ouvriers français réclamaient l'adoption des conditions du travail ; ils les ont enfin obtenues. Puissent l'Etat, les départements, les municipalités les appliquer avec loyauté, sans arrière-pensée, et y puiser tous les germes de réformes qu'ils contiennent pour le plus grand profit de la classe ouvrière et par conséquent de la paix sociale.

Vu :

M. MONGIN.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 4 décembre 1899.

Le Recteur de l'Académie,

C. ADAM.

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — Historique de la ques- tion	3
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les conditions du travail dans les ca- hiers des charges de l'Etat</i>	4
CHAPITRE II. — <i>Les conditions du travail devant le conseil municipal de Paris</i>	
CHAPITRE III. — <i>Les conditions du travail devant les municipalités de province</i>	30
CHAPITRE IV. — <i>Etude de la question au point de vue juridique</i>	37
DEUXIÈME PARTIE. — Etude de la question au point de vue économique	51
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Des conditions du travail en général</i>	51
CHAPITRE II. — <i>De quelques conditions du travail parmi les plus importantes</i>	80
Section I ^{re} . — Du maximum d'heures de travail	80
Section II. — Du repos d'un jour par semaine	90
Section III. — Du minimum de salaire	91
Section IV. — De la limitation du nombre d'ouvriers étrangers	102
Section V. — De l'abolition du marchandage	109
TROISIÈME PARTIE. — Des conditions du travail à l'étranger	119
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'Angleterre</i>	119
Section I ^{re} . — Les conditions du travail dans les tra- vaux de l'Administration scolaire de Londres	122
Section II. — Les conditions du travail dans les tra- vaux du Conseil de Comté de Londres	124
Section III. — Les conditions du travail dans les tra- vaux communaux	126

Section IV. — Les conditions du travail dans les travaux de l'Etat.....	133
Section V. — Des effets des conditions du travail en Angleterre	137
CHAPITRE II. — <i>La Belgique</i>	148
Section I ^{re} . — Les conditions du travail devant les municipalités.....	153
Section II. — Les conditions du travail devant les conseils provinciaux.....	159
Section III. — Les conditions du travail dans les travaux de l'Etat	161
Section IV. — Effets des conditions du travail en Belgique	163
QUATRIÈME PARTIE. — Des décrets du 10 août 1899	169
<i>Conclusion</i>	185

